

**LES CONDITIONS DE DEVELOPPEMENT
DE LA GESTION TECHNIQUE INDIVIDUELLE (GTI) CUNICOLE,
ET DE LA CENTRALISATION DES DONNEES**

**ETUDE REALISEE A LA DEMANDE
DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE, ET DE L'ALIMENTATION,
ET DE L'INSTITUT TECHNIQUE DE L'AVICULTURE**

**RAPPORT FINAL
ANALYSE DES RÉSULTATS**

NOVEMBRE 1996

Direction scientifique :

Dominique DESJEUX, Professeur d'Anthropologie sociale et culturelle à
l'Université Paris V-Sorbonne, Directeur scientifique d'Argonautes

Enquête réalisée par :

Sophie TAPONIER, Chercheur au laboratoire d'Ethnologie de l'Université
Paris V-Sorbonne, Directeur de la recherche et des études d'Argonautes

SOMMAIRE

Introduction	3
I. LE SYSTEME D'ACTION DE LA FILIERE LAPIN	6
A. La sélection des animaux reproducteurs	6
B. La production des lapins de chair	10
1. L'organisation de la production et de la profession	10
2. Les évolutions dans les conduites d'élevage	12
3. La commercialisation de la production.....	19
II. L'ÉTAT DES LIEUX DES PRATIQUES DE GESTION TECHNIQUE	26
A. Les outils de GTI	26
1. Le CPL Papier, premier outil de contrôle de performance développé par l'INRA.....	27
2. Le CPL Micro, version informatisée et élaborée du contrôle de performance	29
3. CLAP, logiciel de GTI commercialisé par une société indépendante	30
B. La GTI, une pratique qui touche essentiellement les sélectionneurs et les multiplicateurs	32
1. L'obligation, pour les sélectionneurs et les multiplicateurs, de suivre une GTI.....	32
2. La GTI dans la pratique	35
C. La GTI, une pratique marginale chez les producteurs de lapins de chair	37
D. La GTE, une pratique davantage répandue chez les producteurs de lapins de chair	41
1. La GTE, une pratique encouragée et soutenue par le ministère	41
2. La GTE dans la pratique	42
3. L'intérêt et l'avenir de la GTE.....	47

III. LA PERTINENCE DU DEVELOPPEMENT DE LA GTI EN QUESTION	56
A. Une reconnaissance unanime de la pertinence de la GTI pour les sélectionneurs et les multiplicateurs	56
B. Un intérêt plus contesté de la GTI pour les producteurs de lapins de chair	59
1. Les points de débat quant à l'intérêt de la GTI pour l'éleveur.....	59
2. Des opinions relatives à la position des acteurs dans la filière.....	67
IV. LES ENJEUX DE LA CENTRALISATION DES DONNEES GTI.....	80
A. Les intérêts et les limites d'une centralisation des GTI : des perceptions à nouveau relatives à la position des acteurs dans le système	80
1. Les acteurs de la recherche : les initiateurs du projet	80
2. Les sélectionneurs : une réticence <i>a priori</i> à la centralisation.....	83
3. L'ITAVI et la FENALAP : un soutien au projet et un intérêt assez direct à la centralisation des données.....	89
4. Les techniciens et les éleveurs : un doute sur la faisabilité du projet	93
5. Les autres acteurs : un certain scepticisme	95
B. Vers un compromis: de la centralisation à l'harmonisation des données	96
1. Les réticences des sélectionneurs sont clairement perçues par l'INRA	97
2. Vers un phasage du projet, et une limitation des ambitions à court terme	98
3. L'administration et l'exploitation de la base de données.....	99
4. Quel enjeu pour l'INRA ?	101

INTRODUCTION

L'étude dont nous présentons ici les résultats, est réalisée à la demande du ministère de l'Agriculture et de l'Institut Technique d'Aviculture (ITAVI), et s'intègre dans le programme de travail relatif à la "Centralisation des données de gestion technique individuelle cunicoles". Son objectif est d'analyser les conditions nécessaires au développement de la gestion technique individuelle (GTI) pour le suivi des élevages de lapins, et d'étudier les modalités d'une harmonisation et d'une centralisation des données de GTI au sein d'une base de données nationale.

A l'heure actuelle, la GTI, qui consiste à enregistrer les données liées à la vie reproductrice des femelles, et permet un contrôle des performances individuelles des lapines, est principalement utilisée comme outil de sélection par l'INRA, et par les producteurs d'animaux reproducteurs (sélectionneurs et multiplicateurs). L'INRA dispose d'une base de données pour ses recherches expérimentales (GEEL, Gestion des Élevages Expérimentaux Lapins), et gère également, à la demande du ministère, la base de données de la profession, CPL (Contrôle de Performance Lapins). Cette base est alimentée principalement aujourd'hui par les données des élevages que l'organisme public suit en GTI (celles de ses sélectionneurs associés, des multiplicateurs et des producteurs qui lui transmettent leurs résultats).

L'INRA, qui gère la base de données CPL, et l'ITAVI, en tant qu'utilisateur de la base pour la réalisation d'analyses zootechniques et la fourniture de références, souhaitent rénover cette base de données, pour l'adapter à l'évolution des modes de production vers la conduite en bande. C'est dans l'objectif de cette rénovation que se pose la problématique de notre étude, qui s'articule autour d'un triple questionnement :

- Un questionnement sur la centralisation des données de GTI : Les GTI utilisées aujourd'hui par les fournisseurs d'animaux reproducteurs (sélectionneurs et multiplicateurs) sont hétérogènes, ceux-ci pouvant avoir recours à leur propre programme, ou à l'un de ceux développés et diffusés par des acteurs de la filière (notamment, pour ceux repérés, CPL Micro [INRA], CUNILOG [CUNIFRANCE, sélectionneur], et CLAP [ÉCLAT, éditeur de logiciel]).

Comment, dans un premier temps, parvenir à une harmonisation de ces outils, afin de favoriser et faciliter la collaboration entre les sélectionneurs et l'INRA, à des fins d'études ? Quelles sont les conditions techniques, et stratégiques, de cette harmonisation¹ ?

Quelles sont, dans un second temps, les modalités envisageables d'une centralisation de ces données au sein d'une base commune ? Quels sont les avantages d'une telle centralisation pour chacun des acteurs engagés, et quels sont les freins éventuels à ce projet ?

- Un questionnaire sur la valorisation de la base CPL : Quelles valorisations peuvent-elles être produites à partir de cette base de données centralisée, à destination de l'ensemble de la profession et, au final, des producteurs de lapins de chair ? Quels intérêts les différents maillons de la filière (Institut, groupements de producteurs, firmes d'aliments, etc...) voient-ils à l'existence de la base CPL, et comment envisageraient-ils d'en valoriser les données, eu égard aux besoins de la profession qu'ils identifient ?

- Enfin, un questionnaire sur le développement de l'utilisation de la GTI : Dans quelle mesure la GTI peut-elle être étendue aujourd'hui aux éleveurs producteurs de lapins de chair, lesquels utilisent à l'heure actuelle ce système de gestion de façon marginale, et dans quelle mesure ces producteurs seraient-ils susceptibles d'alimenter, en transmettant leurs données GTI, la base nationale CPL ? Quelle est la position des techniciens de groupements, principaux prescripteurs, vis-à-vis de la pertinence de l'outil GTI pour le producteur de lapins de chair, et dans quelle mesure sont-ils prêts à favoriser le développement de cette pratique ?

Pour répondre à ce questionnaire, nous avons mené une enquête sociologique qualitative, à base d'entretiens semi-directifs et d'observations participantes des pratiques et interactions des acteurs. L'objectif a été d'interviewer des personnes situées aux différents maillons de la filière, afin de reconstruire le système d'action formé par les acteurs de la production cunicole². Nous avons cherché à repérer la place spécifique de la GTI à chacune des étapes de la filière, et à analyser les freins et les intérêts de chaque acteur, par rapport à la centralisation des données de GTI au sein d'une base nationale.

¹ Nous nous intéresserons plutôt, pour notre part, aux aspects stratégiques de la question, l'étude des aspects techniques de la faisabilité du projet de centralisation étant prise en charge, dans le cadre du programme sur la "centralisation des données de GTI cunicoles", par un comité technique présidé par l'INRA.

² Nous entendons par "système d'action" un ensemble organisé formellement ou informellement, avec des acteurs en interaction et en transaction les uns avec les autres, avec des intérêts au sens large, et soumis à des contraintes propres au jeu social dans lequel ils sont engagés. L'hypothèse générale est que si un des éléments du système est modifié, l'impact agit sur l'ensemble du système d'intérêts et de contraintes.

Le choix des personnes à rencontrer a été réalisé avec les membres du comité de pilotage de l'étude, et s'est arrêté sur :

- 2 chercheurs de l'INRA
- 2 sélectionneurs
- 1 vétérinaire
- 1 concepteur de logiciel
- 1 représentant de la FENALAP
- 1 représentant de l'ITAVI
- 4 techniciens de groupements de producteurs ou de firmes d'aliments
- 4 éleveurs, deux pratiquant une GTI, deux une GTE, dans le Sud Ouest et dans le Grand Ouest
- 1 abatteur.

L'enquête s'est déroulée entre juillet et septembre 96. Nous avons réalisé 17 entretiens semi-directifs, et une observation d'une demi-journée avec un technicien en visite sur un élevage³. Les entretiens, qui ont duré entre une et trois heures, ont été réalisés en général avec un seul interlocuteur, mis à part les entretiens auprès des 4 techniciens, pour lesquels notre interlocuteur pressenti a systématiquement souhaité être accompagné d'un(e) de ses collègues. Par ailleurs, les entretiens auprès des éleveurs se sont doublés dans trois cas d'une observation (visite de l'élevage, explication du système de conduite [fiches manuscrites, cahier d'enregistrement,...], démonstration du fonctionnement du logiciel de GTI), et dans un cas d'un interview auprès d'un technicien qui passait par hasard sur l'exploitation au moment de l'entretien avec l'éleveur. Au total, nous avons donc finalement rencontré pour cette enquête 23 personnes, et nous avons en outre participé à la première réunion du comité technique du programme "Centralisation des données GTI cunicoles".

La présentation des résultats s'organise en quatre chapitres.

Le premier chapitre décrit tout d'abord le système d'action de la filière cunicole, et en détaille les principales articulations.

Le second chapitre dresse l'état des lieux des démarches de gestion technique aujourd'hui, et analyse la place respective de la GTI et la GTE dans les pratiques des différents groupes d'acteurs.

Le troisième chapitre est plus spécifiquement centré sur la GTI, et analyse les perceptions des acteurs quant à la pertinence de son développement.

³ Les entretiens sont menés à l'aide d'un "guide" de questions qui constitue une trame souple, l'objectif étant de suivre la logique du discours de l'interlocuteur. Un guide spécifique a été construit pour chaque catégorie d'entretiens, afin d'adapter les questions à l'activité de l'interlocuteur et à sa position dans la filière. Le questionnement a pu par ailleurs évoluer en fonction de la progression de l'enquête. Nous produisons en annexe, à titre d'exemple, deux des guides initiaux, pour les techniciens et pour les éleveurs.

Enfin, le quatrième chapitre analyse les conditions et les enjeux de la centralisation des données au sein d'une base générale.

I. LE SYSTEME D'ACTION DE LA FILIERE LAPIN

A. LA SELECTION DES ANIMAUX REPRODUCTEURS

L'activité de production et de sélection d'animaux reproducteurs est aujourd'hui, dans la filière lapin, assurée d'une part par l'INRA, et d'autre part par des sélectionneurs.

Au sein de l'INRA, l'activité de recherche sur la génétique des animaux reproducteurs est assurée par la Station d'Amélioration Génétique des Animaux (SAGA). Cette station comprend elle-même une station de génétique moléculaire, deux stations de génétique appliquée (une à Toulouse pour les moutons, chèvres, lapins et palmipèdes, - une vingtaine de personnes travaillant sur les lapins - ; l'autre à Jouy en Josas pour les bovins, porcins, ...), et des unités expérimentales.

La station de génétique appliquée - à l'origine du projet de centralisation des données GTI -, a comme sa dénomination l'explicite, une activité de recherche appliquée, qui porte sur les moyens de mobiliser l'évolution de connaissances, en matière de génétique moléculaire et de statistique notamment, dans l'objectif d'augmenter les revenus des éleveurs :

*"On recherche sur quels caractères améliorer les caractéristiques des lapins. On cherche à améliorer, mais aussi à comprendre pourquoi on améliore. Le pari que l'on fait, c'est de pouvoir utiliser les progrès de la science pour des thématiques appliquées."*⁴

Cette activité renvoie pour les chercheurs à un *"problème d'équilibre, entre le besoin des éleveurs, et le contact avec [leurs] collègues en génétique moléculaire et en statistique"*, problème qui est effectivement le propre de toute structure à l'interface entre

⁴ Nous avons toutefois montré à ce propos (Taponier S., Desjeux D., 1994, *Informatique, décision et marché de l'information en agriculture*, Paris, L'Harmattan) que la diffusion des connaissances, du "savoir" vers "l'action" ou "l'application" n'est pas un processus fluide, mais au contraire procède d'une construction sociale, qui met en jeu de nombreuses formes de mobilisation, sociale, économique et logistique. La présente analyse des conditions de centralisation des données GTI mettra à nouveau en évidence ce processus de construction sociale, puisque nous verrons que la GTI est appropriée, utilisée, ou diffusée, différemment selon les intérêts et les enjeux propres à chaque groupe d'acteurs.

"recherche" et "application". L'INRA, comme d'autres organismes publics aux missions similaires⁵, n'échappe pas à l'injonction paradoxale relativement classique :

"C'est une question d'équilibre, mais ça peut changer très vite. Il y a dix ans, c'était «vous ne publiez pas assez», et ensuite «et vos partenaires, où sont-ils ?»".

Depuis la loi sur l'élevage, au milieu des années soixante, qui a attribué à l'INRA la mission d'évaluer la valeur génétique des animaux, l'organisme public entretient donc des liens étroits avec les professionnels. Ce *"contact avec le terrain"*, qui d'après un interviewé semble relativement spécifique aux équipes françaises (les Britanniques par exemple développant une recherche plus académique), s'est doublé à partir des années 70 d'une réelle participation à la filière, puisque l'INRA s'est vu confié, en matière cunicole, une activité de sélection des animaux reproducteurs :

"En 70, les pouvoirs publics ont organisé des réunions d'éleveurs, pour définir les besoins de la filière. C'était le début de l'organisation de l'élevage de lapins, on quittait l'élevage fermier pour le début de l'élevage intensif. On a divisé le problème en deux, pour la sélection des souches à haute prolificité : les éleveurs s'occuperont des mâles, et l'INRA a reçu des moyens et des bâtiments pour la sélection des souches femelles."

L'INRA diffuse ainsi depuis le milieu des années soixante-dix ses souches expérimentales de la lignée femelle (dites 1077 pour la femelle grand-parentale, 2066 pour le mâle grand-parental, la femelle parentale hybride issue de la multiplication étant dénommée 1067), que l'organisme vend à des sélectionneurs, lesquels procèdent à la démultiplication, à la sélection et au croisement⁶. Au départ, l'INRA vendait directement des animaux au niveau des grands-parents (GP), mais a, depuis 1984-85, *"rajouté un étage"*, ne pouvant produire suffisamment d'animaux GP eu égard au développement important de la filière. Aujourd'hui, l'INRA diffuse donc des arrière-grands-parents (AGP), la démultiplication des AGP et leur sélection étant réalisées chez les sélectionneurs qui ont choisi de travailler en association avec l'organisme public.

Les sélectionneurs quant à eux, sont aujourd'hui en France au nombre d'une petite dizaine environ :

⁵ L'étude que nous avons réalisée sur *"les effets de l'intervention de l'ORSTOM dans quatre pays tests : Mexique, Cameroun, Congo, Niger"* (Argonautes, 1992) a mis en évidence la difficulté à concilier, pour les chercheurs orstomiens, des objectifs strictement scientifiques d'une part, et une action sur le terrain du développement d'autre part. Dans la pratique, ils résolvent cette tension entre deux objectifs en partie contradictoires en optant pour une stratégie et un positionnement orientés vers l'un ou l'autre pôle.

⁶ Les éleveurs en intensif aujourd'hui n'ont recours qu'à des animaux hybrides, qui se sont progressivement imposés par rapport aux lapins de race pure, étant dotés d'un meilleur niveau de productivité.

"Vu le marché européen, il n'y a la place que pour quelques sélectionneurs, on peut les compter sur les doigts d'une main."

Leur taille est toutefois très inégale. Grimaud Frères, qui produit palmipèdes et lapins, compte environ 280 salariés, et occupe une position dominante sur le marché⁷. Les autres sélectionneurs importants dans le domaine cunicole (quatre ou cinq semblent "compter" sur le marché national et européen) emploient au contraire au maximum une quinzaine de salariés (Gaec Cunicole) et en général plutôt moins (Cunifrance, Eurolap, etc...).

Parmi les sélectionneurs, trois, dont Grimaud Frères, sont partenaires associés à l'INRA, c'est-à-dire qu'ils ont choisi à un moment donné de produire des femelles parentales issues des souches INRA :

"On a commencé le lapin en 78. Au départ, on diffusait une autre souche, la souche Hyla [Eurolap]. En 83, on voulait diffuser notre propre souche. Mais on n'a pas pu s'entendre [avec Eurolap], car on voulait travailler non seulement sur le croisement, mais aussi sur la généalogie de chaque origine. On avait déjà une expérience en canards. On a passé un accord avec l'INRA, pour diffuser leur lignée femelle. Ça tombait bien, car eux cherchaient des sélectionneurs associés, pour faire face à la demande."

Les autres au contraire, comme le Gaec Cunicole, qui d'après un informateur est aujourd'hui *"le principal concurrent de Grimaud"*, produisent leurs propres souches mâle et femelle :

"On a nos animaux, notre propre schéma de sélection. Parmi les sélectionneurs, on n'est que deux privés, Hyla [Eurolap] et Hycole [Gaec Cunicole]. Les autres sont tous démultiplicateurs INRA."

Dans ce cas, les relations entre les sélectionneurs indépendants et l'INRA varient suivant les firmes, d'une absence quasi totale de rapports à une collaboration assez étroite en matière d'appui technique et d'aide à l'interprétation des résultats pour *"affiner une technique de sélection"*.

Finalement, il semblerait qu'aujourd'hui, du fait que le sélectionneur le plus important soit partenaire de l'INRA, les femelles issues des souches INRA représentent environ les deux tiers des femelles parentales vendues chaque année. Quant aux souches mâles, les

⁷ Grimaud Frères, société créée en 1965, a été de plus à la base de la création en 1986 du Groupe Grimaud, holding financière qui compte aujourd'hui, outre la société d'origine, 3 filiales étrangères (Allemagne, Italie, USA), des participations dans d'autres sociétés productrices de palmipèdes, deux filiales de productions différentes (autruches et pigeons), et des bureaux commerciaux.

sélectionneurs produisent chacun leur propre lignée, et "*gardent les caractéristiques de leur lignée mâle secrètes*" pour parer au risque que quelqu'un "remonte" la filiation génétique et produise ses propres animaux.

A partir de leurs propres souches uniquement, ou de leurs propres souches et des souches INRA en lignée femelle, les sélectionneurs réalisent donc la production des animaux en démultipliant les souches, en sélectionnant les reproducteurs, et en les croisant.

La sélection et le croisement sont orientés vers la recherche d'une qualité optimale des animaux produits, parents mâles et femelles des lapereaux de chair. Cette qualité optimale résulte d'un travail sur différents critères, dont la combinatoire est propre à la production de chaque sélectionneur. Les critères, outre les qualités sanitaires des animaux, peuvent être par exemple pour les mâles, l'ardeur sexuelle ou la qualité de la carcasse, et pour les femelles la fertilité, la prolificité (taille de la portée), la rusticité, la vitesse de croissance, etc..., l'objectif final des axes de sélection et de croisement étant pour le sélectionneur "*de fournir à l'éleveur un maximum de viande à meilleur coût*".

Les sélectionneurs gèrent leur auto-renouvellement d'animaux, en "indexant", c'est-à-dire en classant selon leurs performances, les animaux produits des AGP. Dans la lignée mâle, les meilleurs mâles iront remplacer leur père (AGP), les autres feront des GP, les non performants iront à l'abattoir, et de même dans la lignée femelle les meilleures repartiront en femelles AGP, les autres en GP et les dernières en engraissement. Le même schéma se répète au niveau de la production des animaux parentaux.

Pour la production des femelles parentales, les sélectionneurs peuvent travailler avec des éleveurs multiplicateurs. Ainsi Grimaud Frères dispose de neuf élevages en multiplication, et le Gaec Cunicole de deux. Les GP sélectionnés pour être producteurs de femelles parentales sont placés chez les multiplicateurs, qui réalisent la production de ces animaux. Ces multiplicateurs sont des éleveurs indépendants, qui établissent des liens contractuels avec le sélectionneur. Le multiplicateur procède à la reproduction, au sexage des portées (identification du nombre de femelles nées), renvoie les informations liées à la portée au sélectionneur ; celui-ci sélectionne les femelles à garder, en fonction de l'historique de la mère, donne un numéro de tatouage, renvoie un listing des animaux bons à tatouer. Le multiplicateur tatoue les femelles, et les met en élevage, puis le sélectionneur les lui rachète. A ce moment, un nouveau tri est effectué par le sélectionneur, pour réformer les animaux dont les conditions sanitaires auraient évolué défavorablement.

L'activité de multiplicateur semble relativement contraignante pour l'éleveur, puisqu'elle demande un suivi très rigoureux des animaux (avec une gestion technique individuelle, nous y reviendrons), et nécessite le sexage des petits, le tatouage des femelles, et leur

vaccination, opérations perçues comme lourdes par un éleveur interviewé, qui avait commencé comme multiplicateur :

"Je fais du lapin depuis 92. J'ai démarré en multiplication pour [un sélectionneur]. J'avais 220 femelles et 24 mâles en multiplication. Je vendais les femelles, et j'avais en engraissement les mâles et les femelles refusées. En multiplication, il y a des règles sanitaires très strictes, et beaucoup plus d'enregistrements : il faut sexer toutes les portées, remplir des listings. Je marquais les mâles d'un trait, pour les différencier, et savoir ensuite quels lapereaux tatouer. Ce qui est long c'est le sexage : je le faisais à 21 jours, et je renvoyais le listing. [Le sélectionneur] faisait le bilan à partir des mères, et me renvoyait le listing. A 35 jours, je faisais le tatouage, au moment du sevrage. Le plus pénible, c'était le tatouage. Il faut être deux personnes. C'est deux heures par bande, on tatouait environ 200 femelles, et on les vaccinait en même temps. Ensuite, on les reprenait à dix semaines pour les vacciner à nouveau."

B. LA PRODUCTION DES LAPINS DE CHAIR

1. L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DE LA PROFESSION

L'élevage de lapins est structuré à un extrême par les éleveurs "rationnels" ou "intensifs" (environ 3 500 exploitations), et à l'autre par les éleveurs de race pure, appelés parfois "éleveurs amateurs" ou "éleveurs sportifs" (environ 10 000 personnes), qui poursuivent d'autres objectifs, non plus tournés vers la productivité, mais plutôt vers la préservation de la variabilité génétique, et vers la production d'animaux "de concours", conformes aux standards de la race (aspect général, taille, poids, fourrure, et spécificités propres à chaque race) : *"Les éleveurs amateurs ont pour objectif d'avoir le plus bel animal, même s'ils font un petit par portée. Ce sont des passionnés qui sauvegardent les 66 races reconnues en France"*. Entre ces deux extrêmes, se situent les éleveurs traditionnels ou "fermiers", qui se caractérisent par la relative petite taille de leurs troupeaux, un nombre de trois à quatre mises bas par femelle et par an, et des débouchés essentiellement en auto-consommation ou en vente des excédents en circuit court.

L'élevage intensif, qui est celui concerné par les outils de gestion technico-économique et de gestion technique individuelle, se caractérise donc par un certain nombre de critères, et notamment : le recours à des reproducteurs "améliorés" (par l'hybridation), un rythme de reproduction accéléré (huit à dix mises bas par femelle et par an), une alimentation des

animaux par granulés, des bâtiments spécifiques pour l'élevage et des cages grillagées, et enfin le respect de règles de prophylaxie et d'hygiène.

Cet élevage est marqué en France par de fortes disparités géographiques, l'essentiel de la production étant réalisé dans l'Ouest de la France (Poitou Charente, Pays de Loire et Bretagne). Les autres régions de production, de moindre importance, sont le Nord et le Rhône-Alpes, les élevages étant ensuite plus dispersés sur le reste du territoire. Dans la région Languedoc Roussillon par exemple, les départements de Lozère, Gard et Hérault ne comptent à eux trois qu'une trentaine d'éleveurs. La taille des élevages est également variable selon les régions. La moyenne nationale se situe autour de 200 femelles, mais d'après un informateur, *"on voit dans certaines régions, en Bretagne par exemple, des élevages de 4 à 5 000 femelles"*. Par ailleurs, la production de lapins, suivant sa taille et suivant les cas, peut constituer l'unique activité de l'exploitation. D'après un technicien rencontré, la Bretagne compte *"essentiellement des éleveurs spécialisés. Pour 80% des adhérents au groupement [de producteurs], pour l'une des deux personnes du couple ou du Gaec le lapin est son activité principale, voire unique ; quand ce n'est pas les deux"*. D'après une femme éleveur rencontrée, il y a également dans la production de lapins *"plus de femmes que d'hommes"*, et lorsque l'activité cunicole coexiste sur l'exploitation avec d'autres productions, laitières ou céréalières par exemple, *"c'est souvent la femme qui s'occupe du lapin"*.

Les éleveurs rencontrés apprécient dans leur activité l'aspect technique et relativement minutieux de l'élevage de lapins. La spécificité de cet élevage - un cycle court (un rythme de reproduction très rapide), avec beaucoup de phases - représente semble-t-il à la fois son intérêt : *"L'élevage de lapins pose des problèmes du point de vue organisation ; c'est un élevage à cycle court, c'est intéressant"*, et sa contrainte : *"Le lapin c'est une production qui prend beaucoup de temps, c'est une bête qu'on connaît mal, une bête fragile. On travaille tout le temps ; c'est un animal prenant par sa façon de reproduire"*. Par ailleurs, pour certains des éleveurs, le fait que le marché du lapin soit *"un marché libre, avec les risques et en même temps la liberté que ça comporte"*, est également un facteur motivant.

Au niveau de l'organisation de la profession, la grande majorité des éleveurs adhère à un groupement de producteurs. Cette structure leur permet en général de salarier un technicien, de mettre en place des réunions d'échanges d'informations, relatives à la technique comme à la gestion de l'élevage, et d'organiser la vente des productions, en travaillant avec un ou plusieurs abattoirs. Pour les aliments des animaux, le groupement, suivant les cas, soit recommande un fournisseur avec qui il travaille, sans l'imposer, soit fabrique et commercialise ses propres aliments, et impose alors à l'éleveur de se fournir en interne.

Suivant les régions, les groupements rassemblent un nombre variable d'adhérents, d'une dizaine à une centaine, voire plus de deux cents pour les plus importants. Certains groupements peuvent être *"adossés"* à des fabricants d'aliments, sans d'ailleurs avoir forcément un contrat d'exclusivité avec la firme. Ce type de *"partenariat privilégié"* permet au groupement de suivre un nombre important d'éleveurs, *"tout en ayant une structure très légère"*, puisque le groupement peut bénéficier des *"services"* du fabricant, comme le centre d'insémination artificielle, le service vétérinaire, le service bâtiment, etc...

Les groupements étaient jusqu'en 1994 regroupés au sein d'unions régionales, elles-mêmes rassemblées au niveau national au sein d'une même fédération professionnelle, la FENALAP (Fédération Nationale des Unions Régionales de Groupements de Producteurs de Lapins). Aujourd'hui, après qu'une scission des groupements de l'Ouest ait donné naissance à une seconde fédération, la FGCO (Fédération des Groupements Cunicoles de l'Ouest), la FENALAP a décidé une restructuration pour supprimer l'échelon régional et devenir directement fédération de groupements (voir note ci-après). L'activité de la fédération porte essentiellement sur trois aspects fondamentaux de la profession : les conduites d'élevage, et spécifiquement les questions de qualité sanitaire ; la commercialisation de la production ; et la promotion des relations interprofessionnelles.

Plus en amont, la profession dispose d'un institut technique, l'ITAVI, qui assure un rôle de recherche / développement pour la filière. L'ITAVI, qui possède un élevage expérimental, travaille sur des dossiers plus ou moins ciblés, depuis par exemple la réalisation d'une étude sur l'insémination artificielle (avec expérimentation des techniques de stimulation par flashes lumineux ou par hormones), dont le protocole associait sélectionneurs et producteurs, jusqu'à des études plus ciblées, comme par exemple des recherches sur les impacts de la congélation sur la viande, réalisées pour les abatteurs, ou des tests de matières premières ou de compositions réalisés pour les firmes d'aliments.

2. LES EVOLUTIONS DANS LES CONDUITES D'ELEVAGE

a. L'approvisionnement en animaux reproducteurs

L'approvisionnement des éleveurs en animaux reproducteurs est marqué aujourd'hui par deux évolutions principales : d'une part un développement du marché des animaux grands-parentaux, les éleveurs de chair achetant des GP et produisant leurs femelles parentales sur l'exploitation, et d'autre part l'entrée sur l'élevage des animaux à un jour.

Suivant la taille de l'élevage, le producteur a effectivement intérêt, du point de vue économique, à acheter des animaux du niveau GP pour sa production de femelles parentales (une femelle GP coûte 300 F environ, et une parentale 50 F environ si on compte les aides)⁸, et certains techniciens de groupement conseillent cette pratique. D'autres techniciens préfèrent toutefois, à l'inverse, inciter les éleveurs à acheter des femelles parentales simples, de façon à ce que l'éleveur n'hésite pas (ou moins) à réformer les mauvaises femelles : *"On a des femelles PS directement issues du multiplicateur. On en entre plus, elles coûtent moins cher. L'éleveur peut mieux sélectionner, alors qu'il hésite à se débarrasser d'une femelle qu'il a payé 300 à 400 F si elle est mauvaise"*.

Parallèlement, l'entrée des femelles à un jour, plutôt qu'à onze semaines, permet, parce que la croissance de l'animal se fait au sein de l'exploitation productrice, de minorer les risques sanitaires dus aux conflits de microbismes :

"Lorsque les femelles arrivent à l'âge de 10 ou 11 semaines, elles sont porteuses de microbes. Il n'y a aucun élevage qui a zéro microbe, mais les animaux fabriquent des anticorps adaptés. Les animaux, quand ils sont placés à 12 ou 13 semaines dans un autre microbisme, il y a des dérapages au niveau sanitaire. C'est pour ça que l'astuce du 1 jour est positive."

Les éleveurs que nous avons rencontrés ont quant à eux des pratiques variées. Certains effectivement font entrer des animaux à un jour, et travaillent avec des femelles GP, dont ils sexent les portées et gardent les femelles pour la production :

"On entre les femelles GP à un jour, elles s'habituent tout de suite à l'élevage. Je n'en ai jamais perdues, je les ai toutes élevées jusqu'au bout, ça marche bien. Entre éleveurs, on en a discuté, il y a moins de risque d'apporter des microbismes extérieurs".

D'autres éleveurs achètent directement tous leurs animaux au niveau parental. D'autres enfin font de l'auto-renouvellement, malgré le risque de baisse de performance que cette pratique engendre. En effet, ces personnes préfèrent faire face à une productivité moindre, plutôt qu'à un risque sanitaire dû à l'entrée d'animaux extérieurs :

"Je fais de l'auto-renouvellement, je prends mes jeunes à partir des meilleures femelles. [...] C'est probable que les animaux sélectionnés donnent de meilleurs"

⁸ Il faut rappeler que le taux de renouvellement du cheptel de femelles est quasiment de 100% par an, car d'une part le taux de mortalité est d'environ 20%, et d'autre part les femelles qui restent en vie sont réformées après 10 à 12 mises bas (soit un peu plus d'un an de vie reproductive).

résultats. Mais est-ce que c'est économiquement obligatoire, ce n'est pas sûr. Avec les risques sanitaires liés à l'introduction des animaux extérieurs..."

Le risque sanitaire est comme on le voit la principale source d'incertitude du producteur de lapins. Comme l'exprime un éleveur rencontré, *"le lapin est vivant ou mort, jamais malade"*, tellement les maladies sont fulgurantes.

Pour se garantir contre ce risque sanitaire, la FENALAP a mis en place, en relation avec la Direction Générale de l'Alimentation, une "Charte de production et d'utilisation des animaux reproducteurs", qui vise à réglementer les conditions sanitaires de cette production. Le but était de *"moraliser"* et de *"rationaliser"* le marché des reproducteurs :

"La rationalisation de l'élevage de lapins est récente (début des années 80), et au départ, il y avait des gens qui faisaient n'importe quoi. Il y avait 80 fournisseurs de reproducteurs, et parmi eux des personnes qui prenaient des animaux de boucherie, leur mettaient une bague à l'oreille, et les renvoyaient dans les élevages comme reproducteurs. D'où des problèmes sanitaires, plus le fait que la logique de l'hybridation veut qu'on ne fasse pas d'auto-renouvellement..."

La charte, qui relève d'un engagement mutuel entre le fournisseur d'animaux reproducteurs et la FENALAP, fixe donc un certain nombre d'exigences à respecter par le fournisseur, parmi lesquelles l'obligation d'identifier toute la filiation, de tatouer les animaux, de suivre sur les troupeaux une gestion technique individuelle (nous y reviendrons), de pratiquer des auto-contrôles sanitaires. La charte fixe également un certain nombre de normes pour l'installation des bâtiments, pour les cages, la ventilation, et des critères de tri des animaux.

Aujourd'hui, il semble que la charte, en jouant comme argument commercial, ait effectivement permis *"d'apurer"* le marché et *"de faire disparaître les rigolos"*, et garantisse donc à l'éleveur la qualité de la sélection des animaux. Sans être un système d'assurance pour l'éleveur, celui-ci peut néanmoins déposer plainte en cas de problème. La FENALAP engage alors une procédure pour savoir si le problème est lié au fournisseur ou à l'éleveur, et *"se positionne comme arbitre entre l'éleveur et le sélectionneur si le problème ne se règle pas à l'amiable avant"*. Dans les faits toutefois, les plaintes semblent assez rares, car d'une part les problèmes sont peu fréquents, les sélectionneurs restant sur le marché étant *"vraiment des professionnels"*, d'autre part les problèmes, lorsqu'ils surviennent, sont souvent résolus à l'amiable.

b. Le développement de la conduite en bande, et de l'insémination artificielle

Les conduites d'élevage sont marquées aujourd'hui par d'importantes évolutions, avec le développement de la conduite en bande et de l'insémination artificielle. Ces pratiques s'instaurent progressivement en France depuis quelques années, à l'instar des Pays de l'Est notamment :

"En 1988, les abatteurs ont fait un voyage d'études dans les Pays de l'Est (à l'époque, les Pays de l'Est avaient une des productions les plus importantes). Ils se sont rendus compte que la production y est organisée très différemment. Que c'étaient des grosses unités, de 1000 à 2000 femelles, avec insémination artificielle. Ensuite, il y a eu des discussions avec les groupements de producteurs et les sélectionneurs, la question de l'insémination artificielle a émergé, et une réflexion sur «quel mode d'élevage ?», etc..."

Les modèles d'élevage se diffusent semble-t-il par ce type de voyages d'études, (*"par exemple pour l'insémination artificielle il y a eu des voyages en Italie, et copie des modèles italiens"*), mais aussi par les firmes d'aliments qui sont installées dans plusieurs pays.

L'objectif de la conduite en bande, en rationalisant les interventions sur l'élevage (en faisant saillir toutes les femelles de la bande au même moment), est de réduire le temps de travail de l'éleveur. Parallèlement, l'insémination artificielle apporte un gain de temps, car la mise en reproduction représente en saillie naturelle *"30 à 40% du temps de travail de l'éleveur"*, et l'oblige au déplacement des femelles dans la cage du mâle⁹. Avec l'insémination artificielle, l'éleveur n'a plus de mâle sur l'exploitation, et achète de la semence en paillettes, fraîche ou refroidie, à des centres d'insémination. La systématisation de la production permet par ailleurs, sur les gros élevages, de pouvoir envisager un travail salarié.

Aujourd'hui en France, les modes de conduite sont encore assez disparates suivant les éleveurs et les régions. D'après nos informateurs, dans le Grand Ouest, région de forte production, la conduite en bande unique avec insémination artificielle se développe très rapidement :

"Dans notre groupement, 22% d'éleveurs font de l'insémination artificielle. Les conduites en bande à 3 semaines sont très souvent en IA. Il y a peut-être cinq ou six éleveurs [à 3 semaines] qui sont en saillie naturelle, mais ça glissera petit à petit vers la bande unique et l'insémination artificielle".

⁹ Le taux de fertilité en insémination artificielle reste toutefois aujourd'hui inférieur à celui en saillie naturelle.

Ailleurs, la conduite en bande se développe également, mais pas forcément en bande unique. Les éleveurs ont plutôt deux, voire trois bandes¹⁰, et pratiquent l'insémination artificielle de façon encore marginale. Dans le Languedoc Roussillon par exemple (qui compte une soixantaine d'éleveurs, avec une taille d'élevage de 180 femelles en moyenne), la conduite en bande se développe depuis deux ou trois ans, pour être pratiquée aujourd'hui par environ 60% des éleveurs de cette région. Mais d'après un technicien, c'est pour le moment encore une conduite en plusieurs bandes, sans insémination artificielle :

"On est en train de réfléchir à la conduite en bande unique, pour l'insémination artificielle. Aujourd'hui trois éleveurs font de l'insémination artificielle."

Certains techniciens préconisent d'ailleurs plutôt la conduite en deux bandes qu'en bande unique, qui a l'avantage *"d'avoir moins de stock qu'à six semaines"*. Effectivement, la conduite en deux bandes permet de récupérer les femelles dont la saillie est infructueuse pour les remettre dans la seconde bande, alors qu'en bande unique, l'éleveur doit attendre six semaines pour les faire saillir à nouveau.

Sur la région Midi-Pyrénées, le développement de l'insémination artificielle semble un peu plus rapide qu'en Languedoc Roussillon :

"Sur la région Midi Pyrénées, 80% [des 110 éleveurs] font de la conduite en bande, et il y a un très fort développement de l'insémination artificielle. Environ 10 élevages aujourd'hui font de l'IA, mais je pense qu'on sera à environ 30% d'ici la fin de l'année."

D'autres régions en revanche, comme le Gard ou l'Hérault par exemple, sont plutôt des régions de pratique extensive, avec des conduites traditionnelles, à la semaine avec saillies naturelles.

Toutefois, d'après un technicien, tous les éleveurs qui sont en production intensive vont être à court terme contraints de pratiquer l'insémination artificielle, pour pouvoir suivre, au niveau du coût de production, les producteurs qui ont déjà adopté cette technique :

"En Vendée, ils sont déjà à la majorité des éleveurs en IA. Vu le gain de temps, il y a une diminution sensible du coût de production. On est contraint d'adopter la même conduite qu'en Vendée, parce qu'ils arrivent à 1,50 à 2 F de moins du kilo en coût de production."

¹⁰ En bande unique, toutes les femelles de l'élevage sont saillies toutes les six semaines (31 jours de gestation, et saillie 11 jours après la mise bas). Avec deux bandes, l'éleveur fait saillir la moitié du cheptel toutes les trois semaines, et avec trois bandes le tiers du cheptel tous les deux semaines.

Les cinq éleveurs que nous avons rencontrés, dont les exploitations se trouvent respectivement dans l'Hérault, l'Aude, le Tarn, le Maine et Loire, et la Seine-Maritime, ont des élevages qui comptent entre 100 et 300 cages mères.

Parmi eux, trois conduisent leur élevage de façon traditionnelle. Un éleveur justifie cette pratique par son souhait de ne pas avoir à faire face à des pointes de travail : *"La conduite en bande, c'est moins de boulot, mais des pics de travail. Moi, je préfère ne pas avoir de pic de travail. Là, j'ai groupé deux saillies par semaine"*.

Un autre producteur, une femme dont l'élevage compte 220 femelles et 176 cages mères, est venu progressivement à la conduite en bande, et pratique aujourd'hui une conduite en deux bandes. Le surcroît de travail au moment de la saillie, qu'elle redoutait, a été finalement évité grâce à l'adoption de nouvelles pratiques d'élevage, comme la fermeture des boîtes à nid :

"J'ai commencé à la semaine, ensuite à la quinzaine, et cette année, je suis passée à trois semaines. J'ai hésité car j'avais peur des pointes de travail. Mais finalement c'est bien. C'est moins «rengaine», il y a plus de souplesse en temps de travail. À quinze jours, j'avais 70 saillies, je mettais presque autant de temps qu'aujourd'hui à trois semaines avec 120 saillies. Parce que j'ai changé certaines choses. Par exemple, deux jours avant la saillie, je ferme la boîte à nid¹¹ Je ne le faisais pas avant, psychologiquement, je trouvais ça dur. Aujourd'hui, sur 120 femelles, j'en n'ai que 10 qui refusent. Il n'y a qu'avec les coups de chaleur que c'est plus long [lorsqu'il fait chaud les femelles acceptent moins facilement le mâle]."

En revanche, cette personne n'a pas de projet de faire de l'insémination artificielle, préférant garder son autonomie :

"Je suis toute seule, assez autonome, et les taux de réussite en insémination artificielle ne sont pas encore bien évident. Si j'étais en insémination artificielle, il me faudrait un salarié."

Enfin, le dernier éleveur rencontré pratique une conduite en trois bandes, avec une bande de 120 femelles qui fonctionne en insémination artificielle, et les deux autres bandes en saillie naturelle. Cet éleveur a un salarié 8 heures par semaine, et son objectif est de

¹¹ La contrainte pour l'éleveur est le temps passé à présenter les femelles au mâle pour la saillie, avec l'incertitude de savoir si la femelle va accepter le mâle, et du temps que cela va prendre. L'objectif est donc de stimuler la femelle, et une technique est de fermer l'accès de la lapine à ses petits, puis, juste avant de la présenter au mâle, de l'autoriser à allaiter, ce qui la stimule.

passer une seconde bande, qui est dans le même bâtiment, en insémination artificielle, afin de diminuer son temps de travail et son coût de production sur la partie de l'élevage qui vendue à un gros abattoir. Selon cette personne, l'IA lui permet effectivement de passer moins de temps à la saillie, mais a nécessité néanmoins un apprentissage pour parvenir à un taux de fertilité satisfaisant : *"Au début, j'ai eu du mal à avoir la rigueur pour la préparation du cheptel de femelles ; c'est tout un nouvel apprentissage"*.

Pour ce qui concerne les autres phases de la production, les pratiques des éleveurs rencontrés sont également assez variées. Certains par exemple n'utilisent pas d'aliments médicamenteux, d'autres qu'au moment du sevrage, et d'autres encore systématiquement. Pour l'engraissement, certains sont en bâtiment fermé, d'autres en semi plein air. Cette seconde solution a l'intérêt de réduire les charges de bâtiment ; la contrepartie est l'obligation de vacciner les animaux.

Pour la conduite de leur élevage, les producteurs sont assistés par le technicien de leur groupement, qui assure un rôle de prescription plus ou moins reconnu, mais souvent assez certain.

Certains des éleveurs rencontrés s'estiment réellement aidés par le technicien de leur groupement :

"Le technicien fait une visite tous les mois. Il me conseille beaucoup sur les aliments et les techniques d'élevage. Une grande partie de la réussite de mon élevage est due à lui. La conduite à trois semaines, c'est lui qui m'a décidé à m'y mettre. C'est lui qui m'a convaincu de fermer les boîtes à nid. A chaque réunion du groupement on revient avec des nouvelles choses. On essaie et si ça marche tant mieux. Il faut parler de son travail."

D'autres au contraire regrettent que le technicien ne dispose pas de suffisamment de temps pour se perfectionner en technique, et soit trop occupé par des tâches de gestion :

"Les techniciens ne suivent plus les élevages comme ils devraient. J'attends du technicien un oeil différent du mien sur le bâtiment, sur les critères sanitaires. J'aimerais qu'il regarde les femelles, me dise «celle-là elle est à réformer». Aujourd'hui, les techniciens lapins sont moins bons que les éleveurs. Dans le groupement on a un technicien à mi-temps, qui est intéressé par le lapin. Mais il a aussi le canard, et en plus, on lui colle la GTE à faire, il est obligé de ramasser les données auprès de 30 éleveurs. Je préférerais que le technicien soit plus pointu en technique. Le technicien n'a pas le temps de se tenir au courant des évolutions dans les conduites d'élevage."

Mis à part le technicien, les autres sources de conseil pour l'éleveur peuvent être celle du vétérinaire, qui n'intervient toutefois que très rarement dans les élevages, *"que si le cas est très grave"*, celle des techniciens de chambre d'agriculture pour le financement des bâtiments, ou encore celles, plus commerciales, des représentants des fabricants d'aliments et ou des fournisseurs de matériel. Enfin, certains éleveurs dans la région de Toulouse bénéficient du conseil direct de l'INRA : *"On a l'INRA de Toulouse. Ce sont eux qui bouchent les gros trous. On a la chance d'avoir à des réunions des gens qui sont de la recherche"*.

3. LA COMMERCIALISATION DE LA PRODUCTION

La variation des pratiques des éleveurs (conduite en bande ou traditionnelle, insémination artificielle ou saillie naturelle, auto-renouvellement ou non, recours à des aliments médicamenteux, etc...) se comprend en partie en fonction des débouchés commerciaux de leur production, lesquels leur imposent des contraintes plus ou moins fortes en terme de coût de production.

En effet, la production de lapins peut suivre plusieurs voies de commercialisation. Tout d'abord, une partie de la production ne passe pas par des circuits de commercialisation, mais est auto-consommée, ou écoulée en vente directe :

"Les abattages contrôlés par le service du ministère [Service des Nouvelles des Marchés, qui centralise les informations relatives à l'abattage] représentent 60 000 tonnes. Et si l'on fait l'estimation de la production nationale à partir du tonnage d'aliment lapins, on arrive à 100 000 tonnes. Donc il y a 40 000 tonnes qui échappent au contrôle du ministère, qui sont vraisemblablement auto-consommés et commercialisés dans les circuits courts."

Par ailleurs, pour la partie commercialisée, l'achat par l'abattoir, qui fait l'objet d'une contractualisation avec l'éleveur ou le groupement de producteurs, peut être fixé à un prix plus ou moins élevé, selon que l'abatteur commercialise sur des circuits courts ou en grande et moyenne surface (GMS).

Dans les faits, le marché du lapin est toutefois régulé par les "gros" abatteurs, qui commercialisent essentiellement en GMS¹². Ces abatteurs, regroupés dans une association,

¹² La structure de l'abattage est très déséquilibrée, avec, parmi les 500 abattoirs environ en France, seuls 10 d'entre eux *"présents de façon significative en grande surface"*. Par ailleurs le leader, Loetul Piriou, possède à lui seul près de 30% des parts de marché.

l'ANTAL (Association Nationale des Transformateurs et Abatteurs de Lapins), fixent le prix du lapin par négociation avec les groupements de producteurs.

Jusqu'en 94, le prix du lapin était fixé entre les abattoirs et la FENALAP toutes les semaines. Mais fin 94, la FENALAP a décidé d'abandonner cette négociation, car la fédération estimait que *"le rapport de force [entre abattoirs et producteurs] n'était pas équilibré, car les abattoirs ont accès à des sources d'information sur les ventes, ils ont une meilleure information sur la demande, étant en prise directe avec l'aval"*, et a souhaité que les groupements de producteurs négocient directement avec les abatteurs. Suite à cette décision, et face à la difficulté rencontrée de négocier individuellement avec les abatteurs, un certain nombre de groupements de l'Ouest, dotés d'un pouvoir économique fort, se sont groupés pour faire un contre poids par rapport aux abatteurs, et ont créé une seconde fédération, la FGCO.

Début 1995, la FGCO a négocié avec les abattoirs un nouveau système de fixation du prix, qui part aujourd'hui de la définition d'un objectif de prix annuel (10,50 F pour 1995 et 96), réaffecté par semaine en fonction des variations saisonnières, et corrigé selon un indicateur qui est le prix moyen de la carcasse sur le marché de Rungis¹³.

Aujourd'hui, *"dans les faits, ce sont les prix négociés par la FGCO avec les abatteurs qui servent de référence nationale, et qui sont ensuite renégociés à la hausse dans les petits bassins de production"*. Mais le nouveau système de fixation du prix ne semble pas satisfaire les producteurs. L'indicateur du marché de Rungis est très contesté, car Rungis représente seulement 5% des volumes échangés sur le marché national, et les abatteurs *"peuvent très facilement manipuler le marché de Rungis, il suffit qu'ils vendent artificiellement plus une semaine sur Rungis pour que les prix baissent"*. D'après un informateur, il est difficile de trouver un mode de fixation du prix qui satisfasse toutes les parties, car *"le problème du lapin, c'est qu'il n'y a pas de marché physique en dehors de Rungis"*. Ainsi *"la difficulté du marché du lapin, c'est que c'est un marché libre soumis à la loi de l'offre et de la demande, et c'est difficile d'avoir un lieu de confrontation réelle de l'offre et la demande, il n'existe pas vraiment"*. Ainsi aujourd'hui, ce sont pour l'essentiel *"les gros abattoirs du Grand Ouest"*, qui vendent essentiellement en GMS, qui fixent le prix du lapin, alors qu'au total, *"50% à peine de la production est vendue en GMS"*.

¹³ L'objectif de prix annuel peut également être renégocié en cours d'année, si le marché a évolué de manière non prévue. C'est ce qui s'est passé cette année, où *"la grille a été réévaluée en milieu d'année"*, car la base de négociation pour 96 a été fixée fin 95, dans un contexte de marché moins bon, alors qu'aujourd'hui, *"le marché se tient mieux"*. Cette amélioration est due notamment aux cessations d'activité et à l'engagement de maîtrise de la production en été, auxquels s'ajoute probablement un petit report de consommation de la viande bovine sur le lapin, dû à l'épizootie d'encéphalopathie spongiforme bovine (EBS, ou "maladie de la vache folle"). Mais d'après un interviewé du secteur de la production, *"même s'il est possible de renégocier, en cas d'amélioration non prévue, les abattoirs auront toujours intérêt à renégocier le plus tard possible"*.

Pour remédier à cette insatisfaction, la FENALAP travaille actuellement sur "un système qui convienne à tout le monde", et a pour objectif de reprendre un rôle dans la fixation des prix¹⁴, puisque ce rôle constitue un des fondements de sa crédibilité :

"L'objectif de la FENALAP est d'être acteur au niveau de la définition du prix. Le prix est le point central qui intéresse les éleveurs, c'est ce qui focalise tout le monde et c'est logique. Donc c'est un des piliers de la crédibilité de l'existence de la FENALAP."

Face à cette organisation du marché, les éleveurs rencontrés adoptent plusieurs stratégies. Certains vendent aux abattoirs qui paient à la cotation nationale. Ils ont un contrat avec leur groupement, lequel a lui-même un contrat avec un ou plusieurs "gros" abattoirs. Dans ce cas, le poids des lapereaux est normalisé (la norme fixée est de 2,3 kg), et les éleveurs sont tenus de donner un état prévisionnel de leur production au prochain ramassage. Le ramassage est effectué soit par l'abatteur, soit par le groupement, qui vend alors les lapins vifs ramassés aux abattoirs.

Le groupement peut semble-t-il également livrer à la demande, ce qui lui donne plus de souplesse dans l'écoulement de sa production :

"On travaillait avec Loeul, mais le groupement ne le livre plus. Loeul est le plus gros, il a le monopole des prix. Le groupement a dit «on aimerait bien gérer notre commercialisation», et Loeul a expulsé le groupement. Le groupement a pris ça en main, et s'est aperçu que certains abattoirs manquaient de lapins. Maintenant, on livre le lapin à la demande. Le groupement a trouvé des abattoirs prêts à prendre nos lapins, alors que Loeul disait qu'il y avait trop de lapins."

Ces éleveurs vendent en moyenne autour de 10 F le kilo, et estiment s'en sortir de façon très serrée :

¹⁴ Depuis la fin 94, moment où elle a décidé de sortir des négociations, jusqu'à aujourd'hui, la FENALAP était bloquée dans son action de défense des éleveurs par le fait qu'elle était la Fédération des Unions Régionales des Groupements (c'est-à-dire avec une structure pyramidale : éleveurs => groupements => unions régionales => FENALAP), et qu'une partie des groupements - ceux de l'Ouest, les plus importants - avait fait scission pour créer la FGCO. Ainsi, la FENALAP n'a plus eu de représentant dans l'Ouest et dans les Pays de Loire, et "ne pouvait pas défendre la profession d'éleveurs de lapins sans le Grand Ouest". Elle se retrouvait par ailleurs à fédérer des unions régionales dont l'existence n'était pas toujours rationnelle : certaines unions régionales avaient cessé leur activité, les groupements estimant que la structure représentait un coût trop important par rapport aux services rendus, et d'autres étaient de trop petite taille pour arriver à financer leur animateur. Cet état de fait a conduit la FENALAP à entreprendre une restructuration, en supprimant le niveau régional, et en devenant directement une fédération de groupements d'éleveurs : "La filière est petite, multiplier les interlocuteurs, ce n'était pas rationnel". Aujourd'hui, il semblerait que cette restructuration satisfasse les souhaits de la FGCO de redonner un rôle plus actif aux groupements, et que les groupements du Grand Ouest acceptent d'adhérer à nouveau à la FENALAP, autorisant cette dernière à reprendre un rôle actif dans la fixation des prix du marché du lapin.

"J'ai vendu en moyenne sur un an à 10,32 F. En ce moment, je vends à 9,42 F le kilo [on est en été, les prix sont plus bas]. On souhaiterait 11 F. Là, ça va si techniquement on suit bien. Mais s'il y a le moindre problème, c'est juste."

D'autres éleveurs, en dehors du Grand Ouest notamment, parallèlement à un contrat avec un "gros" abatteur, ou de façon exclusive, cherchent à commercialiser leur production auprès d'abattoirs qui achètent le lapin plus cher, parce qu'ils commercialisent en circuit court, avec un label de qualité :

"Il y a deux gros abatteurs sur la région, mais pour qu'ils viennent il faut plusieurs éleveurs sur la région. Et ils paient mal, donc on évite de travailler avec eux. Il y a un petit abattoir avec qui je travaille, avec un contrat. Il ramasse 3 ou 4 éleveurs, moins de 2000 lapins par semaine. Il vend à des marchés bouchers et des supérettes, en circuit court. [...] L'été je vends les lapins à 2,3 - 2,4 kg, l'hiver à 2,6 - 2,7 kg. Je les vends autour de 14 F, et un peu plus gros que la moyenne, parce que l'abattoir fait de la découpe, et ça l'intéresse de faire du gros."

"Avec la crise depuis deux ans, il y a un petit abattoir qui s'est créé, à vocation de promouvoir les produits de Lozère. Il achète plus cher, autour de 14 F le kilo."

Enfin, un des éleveurs rencontrés a choisi une voie de commercialisation totalement différente, puisqu'après avoir abandonné sa tentative initiale de faire du lapin découpé, marché sur lequel il se trouvait en concurrence avec de grosses sociétés, il a décidé de faire du lapin cuisiné, production pour laquelle un marché spécifique restait à conquérir :

"Avec le lapin cuisiné, on se lançait dans un marché complètement hors normes. Au départ, j'ai mis en route le lapin cuisiné, et le reste je vendais à l'abattoir. Aujourd'hui on a 300 mères, et on cuisine tout. On suit au plus près le marché du cuisiné. J'essaie de fidéliser une clientèle sur les produits. Si j'ai du rab de lapin, je vends pour les gens qui font les marchés. Je vends 15-16 F le kg aux volaillers qui vendent sur les marchés, ils abattent eux-mêmes. Au niveau commercial, on a bénéficié du développement de la vente directe et des marchés fermiers. Il y a une clientèle intéressée par tous ces produits [foie gras, fromage, cidre...]. C'est un marché sur lequel on s'est bien implanté, je n'ai pas de concurrence. On travaille aussi avec les épiceries fines, avec des supérettes en direct, et avec des grandes surfaces, en particulier Carrefour. On travaille sur la région, eux aussi s'intéressent aux produits régionaux."

Si les éleveurs sont pour la plupart soumis aux contraintes imposées par les "gros abatteurs", en terme de normes de poids et de prix d'achat du lapin vif, ces abatteurs sont à

leur tour contraints par les règles de la grande distribution : la nécessité de fournir de manière régulière, sans rupture de stock, et l'obligation de livrer un produit qui corresponde, en terme de poids, de qualité et de prix, à ce que les GMS définissent comme étant la demande du consommateur.

Une première incertitude pour l'abatteur est le volume du ramassage qu'il va effectivement réaliser. La conduite en bande facilite pour l'abatteur le ramassage :

"Il y a quelques années, c'était des conduites en saillie naturelle, par semaine. Les tournées étaient régulières, avec l'inconvénient de ramasser peu de lapins par point de ramassage. Puis il y a eu le système à deux semaines, à trois semaines et aujourd'hui à six semaines. Le système n'est pas achevé, donc on a une irrégularité des tournées. Six semaines est intéressant pour nous, on a à nouveau une rationalisation."

Mais la contrepartie de cette évolution vers la conduite en bande unique est que les prévisions de production sont plus incertaines, puisque l'échéance du ramassage suivant est plus lointaine :

"Les éleveurs donnent leur volume prévisionnel du passage suivant. Avec une conduite à 15 jours, le taux de précision est correct, à 6 semaines c'est plus délicat. Par exemple, pour tel éleveur, il y a tant d'IA à telle date ; ça donne une approximation. Mais on ne connaît pas les taux de fécondité, de 70% à 90%, ça fait une grande variation."

Or une variation de son volume prévisionnel de ramassage "désorganise complètement" l'abatteur :

"500 lapins représentent une demi-heure de travail à l'abattoir. Donc 500 lapins en moins, ça fait une rupture de chaîne, un changement dans les prévisions de vente, voire des problèmes pour assurer le stock."

Pour faire face à cette incertitude, l'abatteur rencontré d'une part dispose de sa propre production (6 000 femelles placées chez des éleveurs), qu'il utilise comme vivier d'animaux pour pallier aux ruptures de chaîne sur l'abattoir. D'autre part, il expérimente actuellement avec un groupement un système où "on demande à l'éleveur de faire une pesée des lapereaux quinze jours avant la date théorique de l'enlèvement, comme ça là on sait si le poids sera celui prévu, et on a les mortalités"¹⁵.

¹⁵ Notons que ce système revient à externaliser sur l'éleveur la surcharge de travail nécessaire à réduire l'incertitude qui pèse sur l'abatteur !

L'objectif des abatteurs est effectivement d'avoir des informations les plus fiables possibles sur les quantités qui vont être produites, de façon à pouvoir ajuster leur offre de prix face à la distribution, proposer des promotions lorsque les volumes sont importants, et à l'inverse monter les prix lorsque la production baisse. Mais l'absence de précision des informations relatives aux volumes prévisionnels de production ne relève pas semble-t-il que d'une question technique, mais aussi stratégique :

"Ce qu'on souhaite, c'est avoir des informations sur les quantités, le poids, et les problèmes éventuellement. Certains groupements ne veulent pas donner les quantités qui vont être produites, car ils pensent, à tort ou à raison, que vous allez pouvoir anticiper, et provoquer des promotions. Certains groupements aussi n'ont pas les moyens de récolter les informations."

La seconde incertitude pour l'abatteur est celle de la qualité, du point de vue du rendement de la carcasse, du lapereau qu'il achète au producteur. Ainsi le professionnel rencontré souhaiterait, pour se garantir des animaux de souche lourde, ou des pratiques possibles de gavage des animaux juste avant le ramassage, pouvoir mettre en place un système de règlement au rendement :

"Aujourd'hui, le lapin enlevé est un lapin payé. Ce qui me gêne, c'est qu'un lapin ressemble à un lapin. Tant qu'on a pas mis en place un règlement à la qualité [payer à l'éleveur en fonction du rendement en viande et non pas du poids vivant], les éleveurs peuvent utiliser une souche lourde, avec beaucoup d'os et peu de rendement. Ce qui manque, c'est l'obligation d'avoir un critère homogène, parce que sous le même poids vif, il y a une hétérogénéité qualitative. Si demain on paie à la qualité, ça permettrait de récompenser les bons, et d'obliger les mauvais à être plus vigilants."

En terme de qualité, l'abatteur est soumis aux normes définies par les réseaux de distribution. En effet, pour parvenir à se positionner dans la guerre du référencement en GMS ("*pour le référencement, on se bat comme des chiens*"), l'abatteur doit pouvoir livrer un produit qui corresponde aux standards attendus, en terme de poids, et de rapport qualité de la viande / prix¹⁶. Ainsi par exemple, c'est le fait que les grandes surfaces constatent que leur consommateur est sensible au prix de la barquette de lapin qui définit la norme de 2,3

¹⁶ Outre le prix et la qualité, la capacité logistique de l'abattoir, et les services commerciaux qu'il propose, sont également des critères qui jouent dans les relations avec les enseignes. Pour se positionner, les abattoirs cherchent aussi à sortir des produits innovants, comme des animaux de souches différentes, ou des produits élaborés assortis de services, comme par exemple du lapin découpé avec des recettes ou des conseils d'utilisation.

kg pour le poids du lapereau vif acheté à l'éleveur, et qui conduit les abatteurs à appliquer aux producteurs des pénalités si ceux-ci livrent des lapins plus lourds :

"Le consommateur est attentif au prix paquet. Les prescripteurs, fabricants d'aliments ou sélectionneurs, incitent les éleveurs à faire des lapins plus lourds. Ils sont déconnectés du marché. Alors que moi, mon souci c'est le consommateur. A un moment, j'ai mis des pénalités pour des lapins trop lourds."

De la même façon, en terme de qualité de viande, l'abatteur doit produire un lapin qui satisfasse l'attente des acheteurs. Cette attente se situerait aujourd'hui, d'après le professionnel interviewé, sur un produit plutôt moyenne gamme / haute gamme, et il serait à son avis dangereux en terme de marché qu'une recherche d'accélération de la vitesse de croissance des lapereaux conduise à produire une viande de moindre qualité :

"Aujourd'hui, on a un produit qui donne satisfaction. Si la recherche génétique peut augmenter la qualité du produit, d'accord, mais si c'est pour dégrader le produit, je dis «non». Au nom du commercial ou de la productivité, s'ils trouvent une souche qui peut s'abattre à huit semaines, rien ne va les arrêter. Les sélectionneurs tendent à faire des animaux de plus en plus précoces, et c'est au détriment de la qualité. Plus un animal est jeune, moins il a de persillé, moins il a de goût. C'est l'exemple du coquelet. Je ne voudrais pas qu'au nom de la productivité, on abatte des souches de plus en plus jeunes, et donc avec une viande qui a de moins en moins de goût. Aujourd'hui, la tendance [du marché] est à l'inverse, le poulet label est en augmentation de 30%, la pintade est en augmentation. Le lapin a une bonne image, il faut le positionner dans cette moyenne gamme. On ne va pas le positionner comme le poulet bas de gamme. De toute façon, on n'y arriverait pas côté prix de revient."

Si, comme on le voit, les intérêts des différents acteurs de la filière sont a priori contradictoires (en termes de poids du lapereau mis à l'abattage, de vitesse de croissance de l'animal, etc...), des tentatives existent néanmoins pour créer les conditions d'une coopération positive, comme en témoigne la création d'un comité interprofessionnel, le CLIPP (Comité Lapin Interprofessionnel Promotion Produit). Ce comité rassemble des groupements de producteurs, des sélectionneurs, des fabricants d'aliments, des abattoirs, et a un rôle de promotion du produit "Lapin de France" :

"C'est une commission interprofessionnelle officieuse, mais qui a le mérite de discuter, plutôt que de s'étriper. Dans la «guerre des produits carnés», il faut bien positionner notre produit, et fabriquer le produit qui correspond au choix du consommateur. [...] On est tous dans le même bateau."

II. L'ÉTAT DES LIEUX DES PRATIQUES DE GESTION TECHNIQUE

Pour suivre la conduite de leur élevage, les producteurs disposent de deux principales méthodologies : la gestion technique individuelle (GTI), et la gestion technico-économique (GTE). La GTI, qui consiste à enregistrer et contrôler les performances techniques des animaux pris individuellement, est surtout utilisée par les sélectionneurs et les multiplicateurs, et de façon plus marginale par les éleveurs producteurs de chair. Ces derniers en revanche sont plus nombreux à suivre sur leur élevage une GTE, qui est une analyse technico-économique sur l'ensemble du troupeau considéré de manière indifférenciée.

A. LES OUTILS DE GTI

La pratique d'un contrôle et d'un suivi des performances individuelles des animaux semble assez ancienne dans la filière lapins, puisque déjà *"dans les années 65-70, il y avait des sélectionneurs regroupés au sein du SNEALC [syndicat d'éleveurs] qui avaient déjà un système de CPL [Contrôle de Performances Lapins]"*.

À l'INRA, le suivi individuel des animaux s'est imposé pour la recherche en amélioration génétique, qui nécessite de contrôler les performances des animaux issus des souches expérimentales, et de suivre la filiation aux différents niveaux de reproduction, des AGP, des GP et des parentaux.

La démarche de la SAGA d'enregistrement et de traitement des données génétiques sur l'espèce lapin, et son souhait actuel de développer une base de données pour l'ensemble de la profession, découle également du fait que l'INRA dispose depuis le début des années 70 d'un centre de traitement des informations génétiques (CTIG), que l'organisme public partage avec le ministère de l'Agriculture. Ce centre de calcul, implanté à Jouy-en-Josas, concerne toutes les espèces, avec pour chacune d'elles un échelon local, un échelon régional et un échelon national, et son existence explique l'importance accordée à l'informatique au sein de la SAGA.

1. LE CPL PAPIER, PREMIER OUTIL DE CONTROLE DE PERFORMANCE DEVELOPPE PAR L'INRA

Le contrôle de performance s'est fait tout d'abord sur papier, à partir d'un outil créé par l'INRA, dénommé aujourd'hui CPL Papier, par opposition à la version informatique qui a suivi, dénommée CPL Micro.

Le CPL Papier, qui fonctionne depuis 1978, est constitué de deux documents d'enregistrements, une fiche d'entrée des reproducteurs et une fiche d'enregistrement des résultats des lapines et des performances des mâles¹⁷. L'enregistrement est mensuel, et porte, pour les résultats des lapines, sur les femelles ayant sevré une portée durant le mois ou étant sorties de l'élevage (mort ou réforme). La fiche d'entrée des reproducteurs permet la mise à jour du cheptel. L'éleveur note pour chaque animal entré : numéro de la cage, numéro du reproducteur, sexe, type génétique (souche) et origine, date d'entrée en cage maternité, âge à l'entrée et âge à la première saillie, et pour le cas où la femelle aurait déjà produit ailleurs, numéro de portée à venir et nombre de lapereaux sevrés. Sur la fiche de résultats, outre les numéros d'identification, le producteur relève les informations synthétiques sur les performances reproductives antérieures de la femelle (nombre de portées totale de la femelle, nombre de lapereaux nés en moyenne par portée, nombre de lapereaux sevrés en moyenne par portée, nombre de lapereaux nés par mois de présence de la femelle, numéro de la dernière saillie, numéro de la portée attendue), sur les résultats de la portée sevrée durant le mois considéré (numéro de la saillie fécondante, numéro de la cage du mâle qui a fait la saillie fécondante, date de mise bas, nombre de nés vivants, nombre de nés morts, nombre de lapereaux ajoutés et retirés, nombre de lapereaux sevrés, poids de la portée au sevrage), sur les performances du mâle (nombre de saillies effectuées par le mâle durant le mois considéré), et enfin sur la sortie du reproducteur (date de sortie, cause de réforme ou numéro de la nouvelle cage). D'après nos informateurs, l'ensemble des ces enregistrements sur CPL Papier prend environ à l'éleveur une heure par mois pour cent femelles.

Avec le CPL Papier, les données qui arrivent des élevages sont centralisées mensuellement par la SAGA, qui établit des bilans et les renvoient aux producteurs :

"On récupère les données, on les traite, on les stocke sur une base de données. Puis on redistribue le bilan au niveau des éleveurs. Il y a une «liste échange» entre les éleveurs et nous, on renvoie la «liste échange»."

¹⁷ Notre objectif n'est pas ici de décrire de façon exhaustive les fonctionnalités des différents outils, papier ou informatique (ce que nous ne pourrions de toute façon faire avec précision), mais d'une part de donner les informations suffisantes à la compréhension de la philosophie générale des outils, et d'autre part de mettre en évidence les éléments qui fondent leur intérêt pour la gestion du cheptel de l'éleveur.

La "liste échange" constitue une sorte de "tableau de bord" pour l'éleveur, et des mentions spécifiques l'aident à gérer son troupeau :

"Les étoiles signalent les femelles qui n'ont pas produit pendant trois mois. Elles attirent l'attention de l'éleveur, l'aide au renouvellement des animaux."

Cette "liste échange" s'accompagne tous les mois de documents d'analyse, constitués d'une part du bilan mensuel, et d'autre part du bilan trimestriel "glissant". Le bilan mensuel est établi à partir de la totalisation des résultats bruts de l'élevage, et donne un certain nombre d'indicateurs du fonctionnement du troupeau, et notamment : taux d'occupation des cages, pourcentage de mise bas (nombre de portées nées / nombre total de cages), nombre de mises bas pour 100 saillies, nombre moyen de nés vivants, nés morts et sevrés par portée, taux de mortalité à la naissance et au sevrage, taux de fonte (nombre de femelles réformées par rapport au nombre de cages occupées) et répartition des réformes par cause. Le bilan trimestriel reprend en partie ces critères pour les trois derniers mois écoulés, et donne les taux de productivité des mères, le taux de gestation (nombre de portées nées par rapport au nombre de saillies), les taux de mortalité, les intervalles moyens entre deux sevrages, l'âge moyen des femelles mises en place et à la première saillie, le taux d'introduction des femelles et le taux de fonte sur le trimestre. Le bilan trimestriel glissant favorise un suivi optimum de l'élevage, puisqu'il permet *"de mesurer l'incidence du mois précédent sur les résultats du trimestre"*. Par ailleurs ces bilans, réalisés pour chaque producteur, s'accompagnent d'une analyse de groupe : *"groupe des producteurs de chair ; groupe des multiplicateurs ; groupe des démultiplicateurs [sélectionneurs associés à l'INRA] ; groupe lignées mâles [pour les sélectionneurs] ; groupe races pures"*, et donnent donc à l'éleveur, mentionné entre parenthèses à côté de ses résultats, la moyenne du groupe auquel il appartient.

Actuellement, d'après nos informateurs, une cinquantaine d'éleveurs (sélectionneurs, multiplicateurs et producteurs de chair ou de race pure) suivraient leur cheptel en gestion technique individuelle à partir de CPL Papier. Mais dans la pratique, le système s'avère très lourd et assez peu performant, de par le circuit d'information qu'il impose et les délais qu'il engendre, trop longs eu égard au rythme court de reproduction des lapines :

"Le circuit d'information, c'est là où le bât blesse. Le circuit est lourd : on envoie les documents [listings et bilans] à l'éleveur. Lui regarde les bilans. Il ne fait pas forcément de suite le relevé de ses données, c'est le premier retard. Puis l'éleveur renvoie les documents. Là il peut y avoir un problème de courrier, c'est un second retard. A la réception des documents, on fait un premier contrôle visuel, et on

stocke les papiers. Quand il y en a une certaine quantité, on expédie à l'ARSOE [Association Régionale de Service aux Organismes d'Élevage], chargée de mettre les informations sur disquettes. Ensuite ça revient par la poste sous forme de disquette ; on rentre sur la base de données nationale à Jouy [par ligne Renater, spécialisée pour les organismes de recherche]. Plus le temps de traitement et d'édition des nouveaux listings et des bilans. [...] Le retour de l'information qui repart vers l'éleveur lui arrive avec un mois et demi de décalage : c'est très tard pour intervenir s'il y a eu un problème."

2. LE CPL MICRO, VERSION INFORMATISEE ET ELABOREE DU CONTROLE DE PERFORMANCE

Il y a une quinzaine d'années, le développement de la micro-informatique a permis à la SAGA de mettre au point, parallèlement au CPL Papier et en collaboration avec le GIE Midi-Pyrénées, une version informatique de l'outil de GTI. Le CPL Micro reprend la même logique que la version papier, avec des fonctions de conduite et d'analyse du troupeau, mais l'informatique permet d'en faire un outil plus élaboré.

Le logiciel est tout d'abord un outil de gestion journalière dans les élevages. En effet, l'enregistrement des événements (saillies, palpations, mises bas et sevrages), et l'introduction d'un certain nombre de paramètres (par exemple nombre de jours entre saillie et palpation, nombre de jours entre mise bas et présentation pour une nouvelle saillie, etc..) permettent à l'éleveur d'éditer des plannings de travail quotidien : planning des saillies, liste des femelles à palper, liste des portées à sevrer, etc...

Par ailleurs l'outil, en stockant les informations relatives à la carrière des animaux, est un outil de gestion du cheptel, et une aide, pour l'éleveur, au choix de ses meilleurs reproducteurs. D'une part, l'éleveur peut entrer des paramètres de productivité de la femelle qui lui permettent d'identifier les mauvaises reproductrices. D'autre part, un module "INDICE" permet de classer les femelles selon leur niveau de productivité¹⁸ :

"Le CPL Micro permet le classement des femelles individuellement. L'éleveur va avoir en main un outil pour le renouvellement des animaux. Les femelles vont être classées sur les critères de durée de production, nombre de portée, fertilité, nombre de nés vivants, nombre de sevrés."

¹⁸ Le classement peut se faire selon trois modalités : sur la totalité de la carrière pour les femelles qui ont plus de trois portées ; sur les trois dernières portées (pour ces mêmes femelles) ; sur les femelles qui ont moins de trois portées.

Actuellement, la gestion technique individuelle "s'arrête à la maternité". Mais le module de base CPL Micro est "interfacé" avec d'autres modules, parmi lesquels "CPL ENG", qui permet *"de gérer l'engraissement par bande"*. Par ailleurs, un module "CRITERE" permet le calcul des critères de GTI définis par la charte sanitaire de la FENALAP.

Aujourd'hui, CPL Micro est diffusé à environ 50 exemplaires, auprès de certains des sélectionneurs partenaires de l'INRA, de multiplicateurs, et d'éleveurs de lapins de chair. Sa commercialisation est prise en charge par le GIE Midi Pyrénées, et l'INRA assure la maintenance et la réactualisation du logiciel. Le GIE Midi Pyrénées a financé sur la région certaines acquisitions d'éleveurs, pour un ordinateur et le logiciel CPL Micro. L'investissement s'élève à environ 12 000 F au total, et l'INRA aide à la mise en oeuvre technique de l'outil sur l'élevage : *"L'INRA propose du matériel équipé, installé chez l'éleveur, pour ce prix"*. Les éleveurs saisissent leurs données, et envoient les disquettes mensuellement à la SAGA, qui renvoient les bilans et les analyses par groupe. Par ailleurs, un chercheur de la SAGA visite périodiquement les élevages sur lesquels CPL Micro est implanté. D'après un informateur, *"l'INRA aurait souhaité un développement national, mais le logiciel de la SAGA a une zone de commercialisation régionale. 90% des utilisateurs sont dans la région"*.

3. CLAP, LOGICIEL DE GTI COMMERCIALISE PAR UNE SOCIETE INDEPENDANTE

Parallèlement aux outils mis en place par l'INRA, seuls quelques autres programmes de GTI coexistent aujourd'hui. Comme le constate un de nos informateurs :

"Sur le lapin en individuel, il y a peu de gens qui développent. Ce sont surtout les sélectionneurs et multiplicateurs qui ont développé en interne, et l'INRA. En logiciel agricole, ISAGRI [le concepteur / diffuseur le plus important] a complètement négligé le lapin."

Effectivement, à notre connaissance, il y a parmi les outils de GTI, et outre le CPL, d'une part les programmes construits par certains acteurs comme les sélectionneurs ou d'autres professionnels, pour leurs besoins spécifiques, qui ne sont pas commercialisés ; il y a d'autre part le logiciel CUNILOG, mis au point par le sélectionneur CUNIFRANCE, qui serait d'après nos informations utilisé par cinq éleveurs ; et enfin le logiciel CLAP, mis au point par la société ÉCLAT, et davantage destiné aux producteurs de lapins de chair. Ce logiciel CLAP est né semble-t-il, en 1984, de la rencontre entre un informaticien et un producteur soucieux de suivre de plus près les performances de son troupeau :

"Je suis ingénieur électronicien, et le laboratoire d'informatique industrielle dans lequel je travaillais a fermé. Je connaissais un éleveur de lapins qui m'avait parlé

de ce qu'il ressentait comme besoin pour gérer son élevage. J'ai fait un premier programme. [...] C'était une GTI mâle et femelle, puisque c'était le souci de l'éleveur. C'était quelqu'un d'assez indépendant, et en fait je crois qu'il ne faisait pas confiance aux sélectionneurs. Il voulait mesurer les performances des animaux."

Le logiciel, qui était donc initialement une GTI, a été dans un second temps assorti d'une extension à la gestion technico-économique de l'élevage, suite à une rencontre fortuite, en 1985 sur l'exploitation de l'éleveur, du concepteur de CLAP et d'un membre de l'ITAVI, le second parlant au premier *"de tout le potentiel qu'il pouvait y avoir à développer de la GTE"*. Le logiciel CLAP GTI dispose donc aujourd'hui d'un module GTE, sur lequel le producteur peut entrer les données économiques de son élevage (montants des ventes, des aliments, etc...), et également créer, s'il le souhaite, des postes de charges supplémentaires (comme "frais de vétérinaire", "frais de main d'oeuvre", etc...).

Une autre évolution du logiciel initial a consisté en la création d'un outil permettant la saisie des données sur l'élevage, puis leur transfert à l'ordinateur central. Mais cette innovation n'a semble-t-il pas réellement rencontré de succès, les éleveurs préférant une saisie manuelle à une saisie informatique :

"La première évolution du logiciel, ça a été l'intégration d'une GTE. Ensuite, pendant plusieurs années, les évolutions ont surtout porté sur la convivialité, la rapidité de saisie. On a même créé un petit logiciel de transfert, pour faire de la saisie sur site, à l'aide d'un «organiseur», une sorte de grosse calculatrice. Mais ça, très peu de gens l'utilisent. A mon avis, c'est trop abstrait. Au départ on sentait déjà qu'il y aurait un problème. [...] Les organisateurs sont peu utilisés, peut-être par 3 ou 4 éleveurs. Et quand l'éleveur revient vers l'ordinateur, il y a quand même une petite manipulation pour ramener les données vers l'ordinateur."

Les concepteurs des logiciels, CPL Micro ou CLAP, ont également fait évoluer leur outil pour que la saisie soit adaptée à l'arrivée de la conduite en bande et de l'insémination artificielle, et permette à l'éleveur *"de mettre à jour l'ensemble des femelles"*, sans avoir *"à passer fiche par fiche"*. Enfin, ÉCLAT travaille actuellement à mettre le logiciel CLAP sous Windows, pour améliorer sa convivialité, et permettre une personnalisation des sorties graphiques¹⁹.

¹⁹ Notre interlocuteur fait toutefois remarquer qu'il n'est pas évident que la personnalisation satisfasse les utilisateurs, les demandes pouvant être paradoxales. Il cite l'exemple d'un logiciel de suivi des événements du terrain sous Windows, qui semble ne satisfaire ni les utilisateurs : *"les gens trouvent ça pénible d'avoir à personnaliser leur sortie, leur réaction est que c'est un peu enquinant d'avoir à s'occuper de construire"*

Aujourd'hui, CLAP, d'après son concepteur, touche réellement dans la pratique une cinquantaine d'éleveurs :

"En individuel [CLAP GTI], on a 140 références, avec la moitié qui doivent l'utiliser, et une petite cinquantaine qui travaillent bien avec. [...] Certainement quelques uns ont dû l'acheter parce que ça faisait bien, et aujourd'hui ne s'en servent pas. Aujourd'hui, environ 50 éleveurs s'en servent sérieusement. C'est difficile à estimer, mais on le voit à la maintenance [aux contrats annuels], et aux gens qui téléphonent pour faire des suggestions."

La société ÉCLAT, créée pour commercialiser ce logiciel, développe aujourd'hui des programmes pour tous styles d'élevage (GTI et GTE pour les lapins, gestion de ration pour les ruminants, logiciels pour la volaille, ...). Le logiciel CLAP en GTI est vendu 3 600 F pour sa version de base, qui peut gérer jusqu'à mille femelles. ÉCLAT a commercialisé le logiciel en le présentant au SIMAVIP (branche du salon de l'agriculture consacrée à l'élevage intensif), et en faisant un peu de publicité dans les journaux professionnels (*Cuniculture* et *Éleveurs de Lapins*). Le logiciel a également été présenté dans la presse spécialisée, et enfin *"il y a eu beaucoup de bouche à oreilles"*.

B. LA GTI, UNE PRATIQUE QUI TOUCHE ESSENTIELLEMENT LES SELECTIONNEURS ET LES MULTIPLICATEURS

1. L'OBLIGATION, POUR LES SELECTIONNEURS ET LES MULTIPLICATEURS, DE SUIVRE UNE GTI

La pratique de la GTI, initiée dans un premier temps par l'INRA avec le CPL Papier, a été systématisée au milieu des années 80 pour les sélectionneurs et les multiplicateurs, en parallèle par l'INRA et par la FENALAP. En effet, la SAGA demande à ses sélectionneurs associés de suivre leur cheptel de femelles AGP et GP en contrôle de performance individuel :

"On passe une convention avec nos partenaires sélectionneurs. Sur le plan technique, c'est assez exigeant, il y a un cahier des charges qui les oblige à utiliser une GTI pour l'ensemble des femelles en sélection et multiplication."

son état", ni les techniciens : *"il y aurait eu un état figé, les techniciens auraient été plus contents ; alors que là, les documents qu'ils récupèrent ne sont pas homogènes, chaque éleveur a fait son état"*.

Les sélectionneurs associés à l'INRA suivent donc sur leur élevage une GTI, et envoient les résultats de leurs souches femelles à la SAGA, qui procède à l'indexation des femelles du niveau AGP. La SAGA renvoie un listing des femelles "classées" selon leurs performances, afin que le sélectionneur puisse reprendre les filles des meilleures reproductrices pour remplacer leur mère, et choisir parmi les autres celles qui constitueront le stock de GP et celles qui iront à l'engraissement.

La FENALAP de son côté, nous l'avons évoqué, a fait de la GTI un critère obligatoire dans la charte sanitaire qui la lie aux fournisseurs d'animaux reproducteurs. En effet, au moment de mettre en place cette charte, la FENALAP et la direction de l'alimentation se sont "*heurtées à la difficulté d'appréciation du sanitaire*", et ont estimé que le meilleur indicateur de la bonne santé des animaux était le résultat technique individuel de ces animaux :

"Finalement, ce qui a été retenu, c'est que le meilleur reflet de l'état sanitaire d'une reproductrice est ses performances individuelles. D'où la GTI. Parce que le seul diagnostic clinique ne permet pas de tout déceler. Le vétérinaire présent lors des visites pour l'agrément ne peut que déceler des problèmes visibles. Mais une baisse de performance de la femelle permet de soupçonner un problème. Le contrôle sanitaire, il n'y a pas de meilleur moyen que les résultats GTI pour l'apprécier."

Les fournisseurs d'animaux reproducteurs, pour être agréés à la charte sanitaire, doivent donc suivre sur leur cheptel une gestion technique individuelle pour chacune des souches présentes dans l'élevage, à tous les étages de la reproduction²⁰. La charte détaille un certain nombre de "critères obligatoires" qui doivent figurer dans cette GTI, comme par exemple, pour chaque période, des informations sur la fertilité (nombre de reproductrices présentes, répartition par classe d'âge, nombre de portées par rapport au nombre de saillies, nombre de saillies par mâle,...), sur les portées (nombre de lapereaux nés vivants, nés morts, adoptés, retirés,...), sur les réformes, etc...

La GTI est réalisée par les sélectionneurs et les multiplicateurs soit à partir du programme informatique conçu par l'INRA (CPL Papier ou Micro), soit à partir de leur propre programme. Les sélectionneurs rencontrés ont choisi de construire leur propre outil en interne, afin qu'il soit parfaitement adapté à leurs besoins spécifiques, en prenant plus ou moins soin de ménager des compatibilités avec le système de la SAGA, selon qu'ils sont ou non associés à l'INRA :

"Au niveau GTI, on a un programme propre, qu'on a conçu complètement en fonction de nos propres besoins, et qui répond également aux exigences de la GTI pour l'agrément FENALAP."

"D'emblée on a eu une GTI, du fait qu'on est sélectionneur. Au début, la GTI ne se faisait que par papier, puis par informatique, on sous-traitait, mais ce n'était pas

²⁰ Il semble toutefois que dans les faits, les sélectionneurs et multiplicateurs ne pratiquent pas tous une GTI, et nous verrons plus loin qu'un sélectionneur s'offusque du fait qu'un de ses collègues reçoive l'agrément de la FENALAP alors que, selon lui, ce fournisseur d'animaux ne suit pas de GTI sur son élevage.

très performant. Le vrai démarrage de la GTI a commencé en 83 ; on a mis en place un logiciel pour la lignée mâle. On a choisi de développer nos propres programmes, on a embauché un informaticien. On a demandé les conseils de l'INRA, mais on a fait notre propre logiciel. Au départ, il y avait une gestion technique collective, et une gestion technique individuelle, pour l'indexation par l'INRA des lignées femelles, et pour la généalogie des parentales."

Les relations entre l'INRA et le sélectionneur partenaire rencontré sont toutefois en cours d'évolution, puisque le sélectionneur, tout en maintenant une coopération avec l'INRA à des fins d'études, souhaite avoir un programme d'évaluation génétique chez lui, afin de réaliser l'indexation des femelles en interne. Un nouveau programme GTI est donc actuellement mis en place au sein de l'entreprise dans cet objectif :

"On envoie nos données à l'INRA tous les mois, qui renvoie le classement des animaux, l'indexation. Mais aujourd'hui, on cherche à faire évoluer ce système, à faire nous mêmes l'indexation. Il y a deux ans, nos gestions techniques avaient vieilli, la conduite des élevages avait changé (vente à un jour, conduite en bande, insémination artificielle, ..). On a conçu une nouvelle GTI pour l'ensemble, pour pouvoir faire l'indexation ici. On a travaillé avec eux (INRA) pour ménager une certaine compatibilité, pour que eux puissent avoir nos données."

En effet ce sélectionneur, tout en reconnaissant les nombreux avantages que lui apportent les relations avec l'INRA, pointe un certain nombre de difficultés matérielles liées à la réalisation de l'indexation à l'extérieur de l'entreprise. Une première difficulté est celle de la redistribution des informations reçues de l'INRA sur chacun des sites de sélection de la firme :

"On reçoit les listings des animaux. Mais nous, une même lignée est dans plusieurs sites. Moi je ne peux pas renvoyer le listing [tel quel] sur les sites [c'est un document trop épais, trop fastidieux à analyser]. Donc il faut que je classe site par site, que je sorte les animaux site par site. Et sur le site, ensuite il faut retrouver les animaux."

La seconde difficulté est relative aux délais de traitement des informations. Vu le nombre important de femelles à indexer (1 700 à chaque période), la procédure d'indexation et le temps de circulation de l'information, l'information retournée par l'INRA peut être obsolète au moment où elle arrive chez le sélectionneur, notamment par rapport au choix des femelles à réformer :

"Il y a un problème de délais. L'INRA indexe sur les sevrés. Si la femelle est en fin de carrière, le temps de sevrage, plus le temps que l'INRA traite et renvoie les données, la femelle est morte. Il n'y a rien de plus décevant d'avoir le résultat d'une femelle excellente et de savoir qu'elle est déjà réformée ! Les gens de l'INRA souhaitent être très précis, mais il ne faut pas oublier la zootechnie. La durée de vie est très courte, et à force de précision, quand on a les résultats les animaux ne sont plus là ! Attention, je ne suis pas contre le calcul, je sais que les données brutes ne suffisent pas, mais il ne faut pas non plus oublier le terrain."

Enfin, la dernière difficulté porte sur le rythme de traitement, trimestriel par l'INRA, alors que le sélectionneur souhaite réaliser un traitement des informations toutes les six semaines, afin *"d'avoir une GTI à chaque événement"*. C'est donc l'ensemble de ces constats qui explique que le sélectionneur créé aujourd'hui son propre programme pour réaliser l'indexation des femelles au sein de son entreprise :

"C'est pour ça qu'on souhaite que l'indexation se fasse ici. On a besoin de pratiquement travailler en temps réel. C'est pour ça qu'on développe notre propre système aujourd'hui. La "télésélection", je n'y crois pas beaucoup. Ici on a nos exigences. On est en flux tendu. On a de moins en moins de délais, il faut traiter sur place."

2. LA GTI DANS LA PRATIQUE

Les sélectionneurs rencontrés suivent donc en gestion technique individuelle les cheptels sur leurs sites de sélection, ainsi que ceux de leurs multiplicateurs. Dans la pratique, la centralisation des données se fait en deux temps, un enregistrement manuel sur la fiche de chaque cage, puis une saisie des données de chaque fiche sur l'ordinateur central. Un des sélectionneurs est en train de mettre en place des ordinateurs, sur les sites et chez les multiplicateurs. Sur les sites de sélection, un système de calculette existait déjà, qui permet un stockage des données, puis un rebasculé sur ordinateur. Mais ce système n'est pas totalement satisfaisant, dans la mesure où *"les appareils ne vérifient pas les données, et vu le brassage de données..."*, il y a beaucoup de risques d'erreurs. Les ordinateurs, *"plus performants, et qui arrivent aujourd'hui à être moins chers que les calculettes"*, opéreront la vérification des données, et permettront à chaque élevage d'être autonome. Avec les multiplicateurs, la transmission des données, qui se faisait jusqu'à aujourd'hui manuellement, va être informatisée grâce à la mise en place d'ordinateurs et d'une saisie décentralisée :

"Pour les multiplicateurs, on utilise des fiches. Actuellement, le multiplicateur envoie la fiche de la femelle, et on ressaisit. Mais ça, c'est en phase de mort lente. On va mettre en place des ordinateurs chez les multiplicateurs."

Mais le double système, fiche papier sur la cage dans l'élevage, puis saisie sur ordinateur, restera :

"L'ordinateur ne pose pas de problème quand on est en poste fixe. C'est différent quand il s'agit de passer devant les cages. On a imaginé un système de ramassage de fiches. Le micro restera assez souvent en poste, et le multiplicateur entrera ses fiches de façon groupée."

En effet, les sélectionneurs expriment sur ce point un désaccord avec l'INRA, lorsque l'organisme public estime que l'outil informatique permet de faire l'économie des fiches sur l'élevage. Selon eux, d'une part, si la solution de l'ordinateur portable sur l'élevage est séduisante, elle s'avère dans la pratique peu réaliste, et d'autre part le nombre de manipulations est tel qu'il est plus aisé, plus rapide et plus sûr de les noter manuellement :

"L'INRA présente CPL Micro comme supprimant les fiches. Moi je ne suis pas d'accord. Porter un crayon c'est plus facile. Travailler sur un micro demande de la concentration. Un crayon sale, pas de problème, alors qu'un micro sale, qui prend la poussière, ... Nous, on a beaucoup cherché à optimiser les temps de saisie, on essaie d'optimiser le temps passé à la cage mère. S'il n'y a plus de fiche, dès qu'il y a une quelconque opération, un retrait, .. il faut avoir le micro. Par exemple vous passez, vous voyez deux lapereaux morts, vous notez sur la fiche. Nous on garde le système de fiche au niveau de la cage, et on groupe la saisie. L'INRA dit que ça fait double saisie, mais moi je suis persuadé qu'on gagne du temps. Par exemple vous avez 100 lapins de 1 jour à préparer. Vous ne savez pas à l'avance dans quelle cage vous allez les prendre. En passant vous les prenez, vous notez deux vendus. Et il y a beaucoup moins d'erreur avec une saisie groupée."

"On fait tout en double. On ne veut pas travailler sans fiche. D'une part, un ordinateur dans l'élevage, ce n'est pas évident. D'autre part, on a beaucoup de personnel, beaucoup de gens susceptibles d'intervenir pour déplacer une femelle. A l'INRA, il y a une personne qui est responsable d'une salle, ils peuvent se passer de fiches. [Ici], les manipulations de la femelles sont notées manuellement et

*retranscrites. C'est un choix. On a 3 000 femelles, je vois mal un listing de palpations avec 350 femelles à palper."*²¹

C. LA GTI, UNE PRATIQUE MARGINALE CHEZ LES PRODUCTEURS DE LAPINS DE CHAIR

Comme le montrent les chiffres cités plus haut de la commercialisation des logiciels GTI, la pratique de cette forme de suivi est marginale chez les producteurs de lapins de chair. Elle toucherait une centaine de personnes, sur les trois mille cinq cents éleveurs rationnels que compte la profession.

Certains des techniciens rencontrés ont souvenir d'expériences de GTI menées par des éleveurs dans leur région, mais qui semblent avoir été relativement marginales et éphémères. De plus, elles ne paraissent pas, au ton de leur discours, les avoir totalement convaincus :

"Un éleveur avait créé un logiciel pour sélectionner les femelles ; il permettait de calculer l'âge moyen du troupeau [en terme de nombre de mise bas], qui est intéressant à connaître pour savoir le taux de renouvellement. L'idéal c'est 6 à 7 mises bas par femelle présente. Si le troupeau est trop jeune, ça signifie que vous renouvelez trop, ça cache d'autres problèmes, s'il est trop âgé, c'est que vous avez un mauvais renouvellement. C'était intéressant, mais lourd à l'enregistrement."

"Il n'y a pas d'éleveurs qui font de la GTI. On avait deux éleveurs qui au moment de la mise en place de l'insémination artificielle, avaient mis une GTI, en collaboration avec l'ITAVI. C'était probablement CPL Micro. Je n'ai pas suivi, mais je me souviens que c'était très lourd. C'était difficile car à chaque fois qu'il y avait un transfert de femelle, on avait toujours peur de la perdre [du fait de l'enregistrement par numéro de cage et non par femelle]. Parfois, il fallait remonter sur les fiches [papier] pour savoir quelle femelle avait été mise où."

Tout en constatant qu'il est difficile de caractériser les producteurs de lapins de chair qui pratiquent une GTI, un interlocuteur émet l'hypothèse selon laquelle ce sont *"peut-être des gens qui sont plus indépendants que les autres, des gens qui ont moins besoin du*

²¹ Ce point de vue est également partagé par un autre acteur de la filière, qui a eu l'occasion d'utiliser un micro-ordinateur portable sur l'élevage : *"Le portable dans l'exploitation, à l'expérience, ce n'est pas pratique. La pile se décharge, il prend plein de poussière, il faut le balader sur un chariot pour qu'il ne soit pas trop secoué. Et ça va beaucoup plus vite d'aller voir trois cages avant, que d'aller fouiller dans les fiches sur le micro. C'est loin d'être à l'utilisation aussi agréable qu'on peut l'imaginer"*.

technicien ; certains sont un peu des francs-tireurs". Un autre interviewé s'accorde à penser également que ce sont "des éleveurs un peu expérimentateurs", ou encore "des éleveurs perfectionnistes". Il ajoute aussi que ce peut être, pour les utilisateurs de CPL Micro, "des gens qui sont partis avec l'INRA", car il estime que "l'étiquette INRA est positive ; la SAGA a su mettre les moyens, il y a une personne à temps plein pour suivre les GTI".

Par ailleurs, du point de vue de certains interviewés, la GTI chez l'éleveur serait plutôt en régression, au profit des analyses technico-économiques. Une hypothèse explicative de cette tendance à la baisse de la GTI serait que les éleveurs de lapins sont de moins en moins professionnels, qu'ils sont moins pointus techniquement qu'il y a une dizaine d'années, et donc moins intéressés au suivi des performances techniques des animaux. Ainsi, un de nos informateurs pense que *"la GTI avait plus de chances de se développer il y a dix ans"*, car avec *"le gros développement du lapin il y a six ou sept ans, surtout dans l'Ouest, des gens sont venus d'autres productions, qui sont moins techniques"*.

Nous avons pour notre part choisi de rencontrer deux éleveurs pratiquant une GTI, l'un avec CPL Micro, et l'autre avec CLAP. Tous deux ont commencé un suivi en GTI peu de temps après la mise en place de leur élevage. L'éleveur qui utilise CPL Micro l'a adopté après l'avoir reçu en cadeau. La mise en place du logiciel et les premiers apprentissages ont effectivement été réalisés avec l'aide de l'INRA. La familiarisation avec le logiciel a été facilitée par le fait que cette personne était déjà informatisée pour la gestion comptable de son élevage :

"J'ai la GTI depuis le départ. Quand j'ai commencé, la Coopérative de ... voulait faire de l'élevage. Ils m'ont demandé de leur faire visiter mon élevage. J'avais 100 femelles, un bâtiment. Ils m'ont offert le CPL Micro en cadeau. J'avais déjà un ordinateur pour la compta : il y a quelques années, il y a eu des aides pour s'équiper en informatique. J'ai mis tout l'élevage sur informatique. Si vous êtes déjà informatisé, c'est plus facile. Il y a une démarche d'informatique à faire, parallèlement à la démarche de GTI. [Comment avez-vous appris à utiliser le logiciel ?] Il y a quelqu'un qui est venu de l'INRA, qui m'a expliqué comment il fonctionnait. Puis, par téléphone, on s'est débrouillé."

Le second éleveur, a pour sa part entrepris une démarche d'informatisation suite à une information dans la presse spécialisée, et a installé le logiciel CLAP en étroite collaboration avec ÉCLAT :

"Je suis informatisé depuis 1986. Je lisais Cuniculture, on parlait informatisation des élevages. J'ai téléphoné à l'ITAVI, qui m'a parlé de CLAP. ÉCLAT commençait. J'ai travaillé avec ÉCLAT au début, pour l'adaptation du logiciel. Mais maintenant, c'est à peu près au point."

Dans la conduite quotidienne de leur élevage, ces deux producteurs ont recours à l'édition des plannings de travail, et n'ont pas gardé de fiches par cage dans l'élevage. Ils estiment le travail à partir des fiches de planning plus pratique et plus satisfaisant :

"Au niveau enregistrement, je n'ai pas de fiche dans l'élevage. Je sors des programmes, de saillie, sevrage, ouverture des boîtes à nid, etc... Sans ordinateur, avec la fiche sur la cage, on est obligé de parcourir toutes les cages. Alors que là, l'ordinateur [le programme de travail édité] me conduit directement sur la cage concernée. [...] L'enregistrement n'est pas contraignant. L'enregistrement manuel est très contraignant, lui. Ici non, on a juste à remplir en face sur la liste."

"C'est plus agréable d'enregistrer que de travailler sur les fiches. Cette histoire de fiches, je n'étais pas à l'aise avec. Parce que je faisais tourner mes femelles [de cage en cage] ; il y avait un mélange de fiche femelle et de fiche cage, et heureusement je n'avais qu'un bâtiment à l'époque. La GTI apporte beaucoup de solutions. Aujourd'hui, si je devais me remettre avec des fiches, je ne pourrais pas."

Cette pratique semble conforme à ce qu'un des concepteurs estime être une "bonne" utilisation de la GTI :

"Ceux qui utilisent bien la GTI ont une fiche individuelle dans un classeur, sur l'élevage. Mais pas sur les cages. Tous les listings d'état sont préparés pour recevoir les annotations manuscrites, les éleveurs sortent leur planning et remplissent à la main, et enregistrent ensuite sur le micro."

Les producteurs semblent satisfaits de cette organisation du travail, et n'envisagent pas, à priori, s'orienter vers une saisie informatisée directement sur l'élevage. Ils rejoignent ici l'avis des sélectionneurs rencontrés sur la non praticité d'un portable dans les bâtiments :

"Je ne sais pas si j'irai jusqu'à un portable, pour enregistrer directement dans le bâtiment. Il y a des choses qu'on ne peut pas faire dans le bâtiment, on est pris par une activité. C'est dans le bureau qu'on a envie d'en savoir plus."

Les deux éleveurs interviewés estiment ne pas avoir de difficulté à manier leur GTI, mais ils rencontrent néanmoins quelques problèmes techniques. Sur CPL Micro, l'éleveur souhaiterait par exemple pouvoir supprimer des cages mères, lorsque les femelles ont été transférées, et il semble que ce ne soit pas possible, ce qui fait qu'ensuite, *"les taux d'occupation sont aberrants"*. Cette personne se heurte également à des problèmes de décalage entre l'événement et la saisie de l'événement, notamment *"quand le logiciel calcule les réformes"* : *"Je réforme le mercredi, et j'enregistre le vendredi, et le logiciel calcule deux jours de cage vide. Si c'est pour trente femelles, ça fausse totalement les calculs"*. Le producteur qui utilise CLAP regrette pour sa part que les fiches de saillies ne fassent pas figurer le numéro du mâle de la précédente saillie. Cette information permettrait d'éviter *"de mettre la femelle deux fois de suite au même mâle"*, ce à quoi il veillait lorsqu'il conduisait son élevage avec des fiches : *"C'est un principe de ne pas mettre deux fois de suite la même femelle avec le même mâle. Quand je faisais avec des fiches, on regardait. Parfois une femelle peut sortir en réforme, et c'est à cause du mâle"*.

Mis à part ces détails techniques, ils apprécient l'outil, et, comme nous le verrons dans l'analyse au chapitre suivant, le considèrent comme une réelle aide à la conduite de leur élevage, essentiellement pour la réforme des animaux.

Toutefois, nous n'avons pas recueilli que des avis positifs sur les outils de GTI, puisque nous avons rencontré par ailleurs un autre acteur qui a été amené à utiliser CPL Micro pour un élevage de race pure qu'il gérait, et qui en a été mécontent. Au départ attiré par le fait que l'INRA devait valoriser les données, il n'a en pratique pas été satisfait, du fait de l'absence de convivialité du logiciel notamment, et parce qu'il n'a jamais eu aucun retour d'information de la part de l'organisme public. Cette insatisfaction l'a conduit à créer son propre programme :

"Ici, on gère chez une éleveuse 300 femelles lapins de Garenne. On avait acheté CPL Micro. Ça a été tellement catastrophique, mes secrétaires déprimaient tellement c'était rasoir à utiliser, ce logiciel était une catastrophe du point de vue présentation ; et il mouline. Ça, il faut leur dire, il n'y a pas d'effort de présentation. Il y avait encore les points d'exclamation qui tracent les lignes ! [...] On a fait notre propre programme. Pour nous, c'était plus simple et plus rapide de refaire un programme, on a pu se perfectionner sur certains critères. On a quatre générations, et on va jusqu'à l'engraissement. Sur CPL Micro, on pouvait aussi rajouter des modules. Mais il fallait toujours passer par l'INRA, il n'y avait pas d'évolution possible du produit [sans passer par eux]. [...] Au départ, ce qui nous avait plu, c'est que l'INRA devait faire du traitement de données sur ce qu'on envoyait. Mais on n'a pas eu de retour, jamais ! S'ils avaient eu un bon produit, il

n'y aurait pas eu de problème. Mais là, on n'était pas très content. La conception est OK, mais c'est tellement rébarbatif, c'est un peu comme un livre sans image."

D. LA GTE, UNE PRATIQUE DAVANTAGE REPANDUE CHEZ LES PRODUCTEURS DE LAPINS DE CHAIR

Si les producteurs de lapins de chair qui utilisent une GTI sont assez rares, ils sont plus nombreux à suivre leur élevage avec un outil de gestion technico-économique (GTE), puisqu'un de nos interlocuteurs estime leur nombre à environ 1 500.

1. LA GTE, UNE PRATIQUE ENCOURAGEE ET SOUTENUE PAR LE MINISTERE

La gestion technico-économique consiste pour l'éleveur à relever toutes les semaines, à la main sur un "cahier d'enregistrement", les totaux des performances de son cheptel. L'éleveur suit en fait une GTI de façon manuelle, sur la fiche de chaque cage, puis il reprend ses fiches, en reporte les résultats sur le listing du cahier d'enregistrement, et totalise par semaine. L'éleveur complète en outre ces données techniques par des informations économiques, relatives aux ventes (nombre de lapins vendus, poids total, prix au kg et prix total), aux dépenses en aliments, et aux montants des charges annexes (frais de vétérinaire, frais financiers, amortissements, etc...). Il transmet ensuite ces données au technicien de son groupement.

Le groupement récupère les données de l'ensemble des éleveurs, et produit l'analyse technique et économique. Les critères techniques (taux de renouvellement du troupeau, taux de fertilité, taux de mortalité des reproducteurs, mortalité des lapereaux avant sevrage, mortalité à l'engraissement, etc...), à la différence de la gestion technique individuelle, ne sont pas calculés reproducteur par reproducteur, mais sur l'ensemble du troupeau. L'analyse fournie à l'éleveur comprend en général les résultats de son élevage, et la moyenne de ceux des éleveurs de son groupement, sur la période considérée et sur une période "glissante" plus étendue.

Ce suivi de la conduite de l'élevage en GTE est préconisé par le ministère de l'Agriculture, qui agréé avec l'ITAVI un certain nombre de logiciels. Dans la pratique, ce sont les groupements de producteurs qui sont détenteurs du logiciel, et prescripteurs de la méthode auprès des éleveurs. Les groupements sont encouragés à prescrire et développer le suivi en GTE chez les éleveurs par le moyen d'aides financières. Tout d'abord les contrats de plan État / région prévoient *"une aide à l'appui technique si 50% des éleveurs sont suivis en GTE"*. Par ailleurs, depuis 1994, les pouvoirs publics octroient *"une aide pour la maîtrise de la production²², avec obligation d'engager une politique de contractualisation avec les abattoirs, et obligation des groupements de suivre 70% des éleveurs en GTE"*. La

²² En 1994, l'ensemble de la filière a souhaité une réduction de la production en été (*"moins 10% durant les semaines 24 à 33, en référence aux semaines 48 à 8"*), réduction qui est compensée par l'OFIVAL sous ces conditions de *"70% des productions en GTE"*.

profession a semble-t-il *"demandé une tolérance à 50%, pour que ce soit en cohérence avec les contrats de plan État / région"*. De l'avis de plusieurs interlocuteurs, cette aide de l'État constitue *"une incitation forte pour les groupements de producteurs à développer la GTE"*, et traduit la *"volonté très nette du ministère de suivre la GTE"*. L'objectif des pouvoirs publics et de la profession serait que *"50% des éleveurs soient en GTE à fin 98"*.

Les logiciels de GTE agréés, développés par des groupements de producteurs, des firmes d'aliments, ou des éditeurs de logiciels, sont au nombre de six : LAPICALCUL (Sanders), MICRO RABLO (Centrale Coopérative de Productions Animales - CCPA), GT CLAP Groupe (ÉCLAT)²³, GLMC (Union régionale d'Auvergne), et AVILAP (Union régionale Poitou Charente). Par ailleurs, l'ITAVI disposait de son propre système, CUNITEL, qui avait pour spécificité d'utiliser l'intermédiaire du minitel. Mais ce système n'a pas été remanié pour s'adapter aux évolutions techniques de la conduite d'élevage, et ne semble plus guère utilisé aujourd'hui.

Les données GTE relatives aux élevages sont centralisées, via les groupements de producteurs, sur une base de données nationale (RENALAP), dont l'ITAVI est dépositaire. Cette base recueille dans les faits les données d'environ 1 000 élevages²⁴, et l'ITAVI produit annuellement une analyse globale des résultats, ainsi qu'éventuellement des analyses plus ciblées :

"Chaque année est produite une analyse globale des résultats. C'est le premier mode de valorisation de RENALAP. Le second mode, ce sont les analyses plus fines sur certains points. Par exemple une analyse trimestre par trimestre pour dégager un effet coup de chaleur ; ou une étude plus approfondie, par exemple l'ITAVI refait une enquête sur la structure du bâtiment."

2. LA GTE DANS LA PRATIQUE

Les techniciens que nous avons rencontrés utilisent comme logiciel de GTE LAPICALCUL, MICRO RABLO, ou TECHNALAP (qui est une version de CLAP Groupe). Depuis qu'ils ont commencé la GTE, certains ont changé de logiciel, n'étant pas

²³ La société Éclat a effectivement, après avoir développé un module GTE en extension de la GTI initiale, à usage individuel pour l'éleveur, *"sorti un nouveau produit GTE groupe, pour les groupements"*. Ce logiciel est diffusé aujourd'hui auprès d'une trentaine de groupements, sous différentes appellations qui correspondent chacune à un "habillage" de l'outil réalisé spécifiquement pour tel client en particulier.

²⁴ *"Pour 1 500 élevages suivis en GTE, il en apparaît 1 000 dans la base de données RENALAP. La différence de 500, ce sont ceux qui n'ont pas fait l'année, plus éventuellement ceux où il y a des problèmes de cohérence. Mais normalement, les problèmes de cohérence sont traités à la base, à l'entrée des données [par les groupements]. C'est une des contraintes de l'agrément FENALAP ; et vu le type de critères entrés, il y a peu d'erreurs."*

satisfaits de leur premier outil. Ainsi un technicien a abandonné AVILAP pour LAPICALCUL, du fait de l'irrégularité des retours d'informations par l'union régionale :

"Au départ, on travaillait avec AVILAP. On a eu un problème de traitement, le logiciel était trop complexe, le système de traitement n'était pas bon. On a travaillé avec Sanders. Chez Sanders, il y a une grande régularité. L'intérêt de Sanders, c'est qu'ils ont un groupement qui sert de référence, qui a permis de mettre le logiciel au point."

Un autre a abandonné MICRO RABLO pour TECHNALAP, du fait de son coût d'utilisation principalement, et aussi pour acquérir un outil qui offre plus de souplesse d'utilisation :

"Au début, on était CCPA, MICRO RABLO. Ça coûtait 300 F par éleveur et par an, soit 6 000 F par an [20 éleveurs]. On a fait une proposition avec un coût de maintenance, ils ont refusé. On a acheté le logiciel TECHNALAP à ÉCLAT, pour 8 000 F. Sur RABLO, on ne peut pas innover, on ne peut pas ajouter ou changer des critères. Par exemple, ils [CCPA] ont supprimé un critère, le poids au sevrage ; on ne connaîtra pas la qualité d'une portée. Avec TECHNALAP, on met ce qu'on veut, il y a plus de variantes."

La pratique de la GTE au sein du groupement est plus ou moins généralisée suivant les techniciens rencontrés. Certains ont la quasi-totalité de leurs producteurs qui l'ont adopté, d'autres à peine 30%. Par ailleurs, la circulation de l'information est plus ou moins régulière, et en conséquence l'exploitation des résultats est plus ou moins pertinente, que ce soit pour le technicien ou pour l'éleveur.

a. Le recueil des données

Les techniciens rencontrés relèvent les données à un rythme variable suivant les cas. Certains, qui utilisent LAPICALCUL (Sanders), et qui sous-traitent au fabricant d'aliment, semblent assez organisés et parviennent à retourner à l'éleveur un résultat hebdomadaire, grâce à un relevé par téléphone chaque semaine :

"Les données sont collectées par téléphone toutes les semaines, le lundi matin. Il y a un cahier d'enregistrement pour l'éleveur, nous au téléphone on enregistre au crayon. Puis on faxe au centre de traitement Sanders, qui nous les retourne le vendredi."

Pour d'autres, le relevé se fait mensuellement :

"J'ai un cahier sur lequel je note. C'est des renseignements qu'on a besoin de noter, combien on sort de lapereaux, combien on vend. Chaque animal a son numéro d'identification, avec jour de saillie, nombre de lapereaux nés vivants, nombre de nés morts, résultat au sevrage, poids au sevrage, nombre de lapereaux vendus. On totalise les fiches, et les totalisations de la semaine, on les recopie sur une fiche de 4 semaines qu'on envoie au groupement."

"Il y a une sortie par mois, par trimestre, semestre et année. Il y a une synthèse annuelle comparée avec la moyenne du groupement et la moyenne annuelle."

D'autres encore relèvent les données à un rythme trimestriel :

"Les éleveurs saisissent à la main sur les documents papier, qu'ils renvoient tous les trois mois. Nous on sort le résultat de l'éleveur, la moyenne du groupement, le quart supérieur, la moyenne sur un trimestre et sur un an glissant."

Dans certains cas, spécifiquement lorsque le rythme de collecte est peu fréquent, les techniciens semblent éprouver des difficultés à collecter de façon régulière, et sans retard, les données des éleveurs. Face à cette difficulté, quelques unes des personnes rencontrées imaginent une saisie directe par le technicien sur l'exploitation, mais sans l'avoir encore mise en place :

"On s'est posé la question d'avoir un micro portable pour le technicien. On entrerait les résultats de la bande sur place, et on pourrait sortir les analyses sur le moment. La visite serait plus longue, mais les éleveurs auraient leurs résultats tout de suite, et il n'y aurait pas la saisie ici. Et on éviterait les problèmes de saisie : une erreur de l'éleveur, on lui demanderait tout de suite, et les erreurs dans la lecture des chiffres, les 2 à la place des 8, etc..."

Une autre réflexion, toujours dans l'objectif de faciliter la production et la remontée de l'information pour l'éleveur, porte sur la possibilité de récupérer directement les informations économiques qui existent au sein des autres départements du groupement, pour éviter à l'éleveur d'avoir à les rechercher et à les recopier :

"Les données économiques, on a plus de difficultés à les récupérer, car elles ne sont pas toujours sur l'élevage. [...] On a réfléchi à simplifier les documents, pour récupérer les données liées aux aliments (poids livrés, supplémentation et prix), et les données de la vente des lapins. Les adhérents se fournissent automatiquement au groupement en aliments, et vendent aussi obligatoirement ici. Donc on cherche à ce que ces données soient saisies automatiquement. Ça

pose des problèmes informatiques, car pour chaque activité c'est un logiciel spécifique. Mais déjà, ils ne remplissent plus les ventes de lapins. C'est les secrétaires du groupement qui me fournissent les listings que je ressaisis."

b. Le traitement et la valorisation des données

Les données recueillies sont donc soit traitées directement par le technicien, soit sous-traitées à l'éditeur du logiciel. Dans ce cas, comme pour les contrats passés avec Sanders par exemple, le groupement paie la prestation, *"sans qu'il y ait d'avantages commerciaux ou de contrat spécifique d'exclusivité sur l'aliment par exemple"*.

Les données sont par ailleurs centralisées par les maîtres d'oeuvre des logiciels, qui retournent aux groupements des bilans trimestriels et/ou annuels, calculés pour chacun d'eux et avec des moyennes pour l'ensemble des groupements qui utilisent leur outil. Les maîtres d'oeuvre remontent également les informations dans le réseau RENALAP.

Les traitements et leur pertinence varient suivant les rythmes de collecte : *"Il y a des différences entre ceux qui se servent des résultats hebdomadaires, comme Sanders, et ceux qui en font une valorisation moins intéressante"*. Effectivement dans le système LAPICALCUL, le producteur reçoit des résultats réguliers. En conduite traditionnelle, *"le traitement permet de sortir le résultat de la semaine passée et les résultats cumulés sur 13 semaines, avec la moyenne, et la situation de l'éleveur par rapport au quart supérieur et au quart inférieur"*. En conduite en bande, l'éleveur reçoit *"les résultats de la dernière bande terminée, et la moyenne des cinq dernières bandes"*.

Les analyses trimestrielles produites par les maîtres d'oeuvre des logiciels, lorsqu'elles existent, sont plus ou moins exploitées selon les cas. Certains techniciens les utilisent, et nous verrons ci-dessous qu'ils estiment ces documents importants pour leur conseil. D'autres à l'opposé ne voient pas tellement la pertinence de ce type de document, ni les variations saisonnières, ni la comparaison nationale ne leur paraissant avoir de réelle utilité :

"Les analyses trimestrielles, on ne les exploite pas spécialement. Je ne pense pas que ça serve à grand chose aux éleveurs. Les variations été / hiver ne sont pas très intéressantes, et la comparaison à la totalité de la France, ça a peu de sens. Ici les résultats sont en général meilleurs que sur le reste de la France. Les éleveurs veulent se comparer aux meilleurs. La GTE sert à l'éleveur et au technicien, pour visualiser les performances de l'élevage. La comparaison nationale a peu d'intérêt pour l'éleveur."

Un technicien fait remarquer par ailleurs que dans sa région, la comparaison aux autres groupements n'a pas de sens, dans la mesure où les autres groupements n'ont pas la totalité de leurs éleveurs en GTE, mais seulement ceux qui sont les plus impliqués, lesquels sont aussi les plus performants, ce qui fausse par conséquent les résultats :

"Dans l'échantillon régional, il y a 200 éleveurs, c'est-à-dire pas la moitié des éleveurs de la région. Donc ça ne veut plus rien dire. Nous, on a un échantillon de 48 éleveurs sur 50. Tous les groupements ne font pas de la GTE systématique. Il y en a qui n'ont pas de contacts hebdomadaires, et dans lesquels une partie des éleveurs ne fournit pas de données. Il n'y a que les gens qui sont intéressés qui restent dans les statistiques du groupement, et ce sont les plus performants. Nous, les éleveurs s'engagent à donner la GTE toutes les semaines. Au sein du groupement, on maîtrise notre échantillon. On est inférieur de 10 points aux résultats des autres, mais si leur échantillon est de 50%, ça ne veut rien dire. Nous aussi, si on ne prend que les meilleurs, on va remonter."

De même, la valorisation des résultats nationaux produits par l'ITAVI à partir de RENALAP semblent être valorisés de façon inégale suivant les groupements de producteurs :

"Il y a des grosses différences [quant à la qualité de la valorisation]. Certains groupements vont demander [à l'ITAVI] de présenter les résultats, et des études annexes, par exemple sur les temps de travail. Là, il y a une valorisation directe et complète. L'ITAVI intervient par exemple régulièrement dans un groupement de l'Ouest. Par contre, il y a des groupements de production où les éleveurs n'ont même pas connaissance des résultats annuels."

Un de nos interlocuteurs souligne à ce propos la difficulté à faire "descendre" l'information vers les éleveurs :

"La valorisation [des résultats RENALAP] jusqu'à l'éleveur à mon avis ne doit pas aller très loin. C'est sûrement plus utilisé par les techniciens. Le problème, c'est d'arriver à informer l'éleveur de ce qui se passe ; faire descendre de l'information jusqu'à l'éleveur, c'est difficile. On peut le faire par l'intermédiaire des revues spécialisées comme Cuniculture, mais c'est un public marginal par rapport à la cible. Quant à l'information par les unions régionales, plus il y a d'intermédiaire, plus il y a de déperdition. Puis il y a encore le filtre du groupement. Dans les petits groupements, les techniciens sont débordés. Pour la mise en valeur des résultats RENALAP, il y a sûrement des choses à faire. Certains producteurs, on se rend compte qu'ils ne sont au courant de rien."

3. L'INTERET ET L'AVENIR DE LA GTE

a. L'intérêt de la GTE pour la profession en général

Les organisations professionnelles qui représentent les producteurs de lapins, comme la FENALAP, accordent de l'importance au développement d'un suivi technico-économique des élevages par les producteurs, dans la mesure où cette pratique concourt à leur sens à fonder la crédibilité de la filière, et qu'il leur paraît *"important de défendre une profession qui ait un minimum de crédibilité"* :

"L'aspect GTE, c'est le moyen de montrer que les gens du lapin sont des professionnels, des professionnels responsables. L'image du lapin a longtemps été celle d'une production marginale, de diversification, avec une connotation baba cool. Parce qu'il y a beaucoup de gens qui ne viennent pas du milieu agricole ; il y a dans le lapin une ouverture d'esprit très particulière ; c'est un animal plus facile à approcher, il y a un aspect technicité important, il n'y a pas de culture agricole nécessaire. La GTE est un élément de connaissance de la production, et de crédibilité de la filière."

Par ailleurs, le suivi technico-économique des élevages, et la valorisation qui est en faite par la centralisation des résultats au sein de la base de données RENALAP, constituent des outils de réflexion et de connaissance pour une optimisation des conduites d'élevage et des performances techniques. Si effectivement, une exploitation "directe" des résultats produits à partir de RENALAP n'est pas évidente (*"une exploitation directe en terme de référence n'est pas facile, il y a une difficulté d'interprétation ; pour l'éleveur, se comparer à la moyenne nationale, ça n'a pas vraiment de sens"*), il y a en revanche une exploitation "indirecte" en termes d'analyse interprétative des résultats, et de possibilité de mener des études plus précises pour tester certaines des hypothèses interprétatives :

"Il y a une valorisation indirecte de RENALAP. Par exemple, rechercher des explications aux différences de marges, ça permet de mettre en évidence des points sur lesquels travailler. Il y a aussi un aspect méthodologique, une démarche commune de valorisation des chiffres entre l'ensemble des systèmes GTE qui participent à RENALAP. Et lors de la présentation annuelle des résultats, les responsables des différents systèmes sont présents, il y a un échange, une expression des besoins par rapport aux analyses des différents critères, des demandes d'analyses complémentaires. Dans ce sens, il y a valorisation. Le chiffre n'a pas tellement de sens, mais ce sont toutes les analyses interprétatives qu'on peut faire qui sont importantes."

"Il y avait eu dans Cuniculture une étude de l'ITAVI, qui avait fait une enquête dans les élevages, et une analyse des résultats RENALAP en fonction des caractéristiques des élevages : par exemple plutôt trois aliments ou deux aliments, renouvellement par GP ou autorenouvellement, etc.... Ce genre d'études est très intéressant."

L'intérêt de la base de données RENALAP est aussi de permettre une accumulation des données au fil des ans, et de contenir donc *"un aspect historique important qu'il faut entretenir et développer"*. C'est un vecteur d'analyse diachronique : *"Il y a un aspect évolution des performances techniques, tendance en matière de techniques d'élevage, c'est aussi un moyen d'apprécier la technicité et le progrès génétique"*, et également un vecteur de connaissance du marché : *"C'est un outil de connaissance réel. Il y a aussi les prix des aliments, les prix de vente, on voit les facteurs sur lesquels on peut intervenir. La grosse difficulté en lapin, c'est de connaître l'offre. Il ne faut pas se priver de tous les outils qui permettent de mieux connaître le marché"*.

b. L'intérêt de la GTE pour les techniciens

Comme nous l'avons vu, et comme le constate un de nos interlocuteurs, *"l'exploitation des GTE est extrêmement liée à la personnalité du technicien du groupement"*. Toutefois, cet interviewé n'imagine pas l'avenir de la GTE menacé, dans la mesure où elle lui apparaît comme un outil indispensable pour le technicien : *"Je ne me fais pas trop de souci par rapport à la GTE, car je ne vois pas comment un groupement peut travailler et évoluer sans références chiffrées"*.

Les techniciens rencontrés qui suivent régulièrement des GTE chez les éleveurs de leur groupement partagent quant à eux cet avis, et estiment que ce type de gestion est effectivement un outil important d'aide au conseil :

"On ne saurait pas suivre les élevages sans GTE. Il faut qu'on soit en conseil permanent. En plus du contact téléphonique, on assure un passage systématique toutes les 3 semaines. Avant de partir sur l'élevage, on calcule l'objectif de la personne. Par exemple 8,5 vendus par mise bas. Et on remonte les critères, on passe forcément sur les zones sensibles, la fertilité, la mortalité à l'engraissement. On se donne des objectifs ; des objectifs essentiellement économiques, tant de vendus par mise bas. La comparaison permet de voir où sont les critères qu'il faut travailler pour l'éleveur."

"La GTE me permet de faire la synthèse, et de voir l'évolution des élevages. Ça permet aussi un retour d'information de nos aliments."

Selon certains, la GTE est particulièrement indispensable pour les élevages qui pratiquent la conduite en bande unique avec insémination artificielle, car dans ce cas, les enjeux sont plus importants vu la taille des lots :

"On recommande fortement la GTE, on l'impose presque, pour les éleveurs qui font de l'insémination artificielle. On est obligé de savoir où on va. Il faut être capable de mesurer le problème s'il y a un problème, de le comparer. S'il n'y a pas de GTE, on ne contrôle rien. Pour les éleveurs qui ne font pas d'IA, on incite à la GTE, mais on n'impose pas."

Par rapport aux logiciels, ces techniciens estiment que *"maintenant, ça commence à être au point"*, et qu'ils ont tous les critères pertinents pour l'analyse technique et économique de l'élevage suivi. Au niveau informatique, un système d'astérisque, qui s'accorde au résultat quand celui-ci est trop loin de l'objectif fixé (par concertation entre l'éleveur, le technicien et le maître d'oeuvre de la GTE), facilite la lecture et le diagnostic. Par ailleurs, certains logiciels permettent d'éditer *"des courbes pour la mortalité à l'engraissement et pour la fertilité"*, visualisations qui aident au diagnostic et à l'interprétation : *"On voit les évolutions ; visualiser sur les courbes, c'est plus facile, ça permet de ne pas partir dans de fausses explications"*.

La GTE facilite finalement pour le technicien une sorte de contrôle à distance de la bonne conduite de l'élevage. Les données que l'éleveur lui transmet lui permettent de vérifier que les résultats globaux sont corrects et conformes aux objectifs fixés, et le cas échéant, de détecter une anomalie, dont l'origine sera alors recherchée au niveau des animaux pris individuellement, en allant sur l'exploitation voir les fiches par cage :

"Moi, quand je reçois les résultats, j'y consacre le temps qu'il faut. S'il y a un dérapage, je téléphone et je rends visite à l'éleveur. [Qu'est ce qu'un dérapage ?] Sur les aspects mortalité, c'est ça qui est le plus visible."

"En GTE, un problème qu'on voit bien, c'est le vieillissement des troupeaux. On voit l'âge moyen du troupeau, s'il y a baisse de fertilité. Dans la GTE, c'est le total de l'élevage, et une moyenne peut être élevée parce qu'une femelle est très âgée. Il faut aller dans l'élevage. Moi, pour me repérer, je suis obligé de raisonner à la femelle."

Cette possibilité de contrôle à distance conduit d'ailleurs un technicien qui travaille dans une zone où les élevages sont très disséminés à souhaiter que la GTE permette d'espacer les visites sur les exploitations :

"Le problème du technicien, c'est que les exploitations sont très disséminées. Et on a la contrainte de voir les éleveurs une fois par mois. Ça fait beaucoup de déplacements, et qui ne sont pas forcément utiles. Avec la GTE et le téléphone, on peut suivre très bien. On a le retour des abattoirs²⁵, on peut vérifier que tout est OK."²⁶

Outre l'intérêt de la GTE pour le conseil individuel à l'éleveur, l'accumulation des résultats GTE de plusieurs élevages constitue un outil analytique plus large pour le technicien d'un groupement. Certains des conseillers rencontrés estiment qu'avec *"30% [des éleveurs du groupement qui suivent une GTE], c'est assez représentatif, on a une tendance de fond"*. D'autres, au contraire, souhaiteraient avoir une plus forte proportion de leurs élevages en GTE, pour *"conforter les orientations techniques"*, qu'ils prennent de façon empiriste, par *"des résultats statistiques"*.

Enfin, certains techniciens voient un intérêt dans les bilans trimestriels réalisés par les maîtres d'oeuvre des logiciels. Ils estiment tout d'abord que ces bilans constituent des étapes de redéfinition des objectifs avec l'éleveur :

"Sanders récupère les données trimestriellement, et fait des analyses trimestrielles. Au niveau trimestriel, le point important, c'est que c'est un outil de discussion entre le technicien et l'éleveur, par rapport aux objectifs qu'ils ont fixé en commun. Ça permet de faire le point, de redéfinir d'autres moyens à mettre en oeuvre. Pour tous les élevages, on a un objectif de tant de lapins produits par semaine, et de nombre de lapins produits par femelle et par an. Si on n'atteint pas ces objectifs, on va aller chercher quels sont les critères qui ont dérapé."

Ces bilans ont de plus l'intérêt de calculer un certain nombre de critères économiques, qui permettent au technicien de chiffrer le poids relatif des différents critères techniques :

²⁵ A l'issue de chaque enlèvement, l'abattoir informe le groupement (et l'éleveur) du nombre de lapins ramassés, du poids moyen, du nombre de lapins trop petits pour être commercialisés, du nombre d'hématomes, etc...

²⁶ Rappelons à ce propos que le suivi des élevages en GTE est un travail qui est perçu comme lourd par les techniciens, ce qui explique d'ailleurs que certains ne le prescrivent pas, ou ne le prescrivent que pour la forme, sans qu'ils parviennent à une valorisation réelle des résultats. Dans les groupements importants, il peut y avoir plusieurs techniciens salariés, et à ce moment chacun, en plus des élevages qu'il suit sur le plan technique, peut avoir une spécialité, comme par exemple les bâtiments, l'alimentation, ou la GTE. En revanche, dans les petits groupements, le technicien doit "tout faire", et n'y parvient pas forcément.

"La CCPA fait ses études sur l'ensemble des coopératives qu'ils suivent. [Le retour d'information est pertinent pour nous], car il y a une étude économique qui est faite par la CCPA. On arrive à donner une valeur économique à un critère technique, à connaître le poids économique de chaque critère. Par exemple, le travail réalisé sur la fertilité est plus payant que celui réalisé sur la mortalité. On a la part relative de chaque critère dans l'élaboration de la marge."

De plus, de par cet aspect économique, ces documents sont un témoin de la situation financière de l'élevage, et peuvent servir de justificatifs vis-à-vis des banques :

"Ce qui est intéressant dans la gestion trimestrielle, c'est que chaque trimestre il y a 4 ou 5 critères rajoutés : l'indice de consommation économique, c'est-à-dire la quantité d'aliments sortis par rapport à la quantité de lapins sortis, le coût alimentaire du kilo de lapin, la marge par rapport au coût alimentaire. C'est un type de document qui peut être parfois demandé par les banques. C'est un justificatif de la performance de l'élevage."

Toutefois, à propos de cet aspect économique, un de nos interlocuteurs souligne la nécessité de préciser encore les méthodologies de calcul, de *"définir les termes, pour parler de la même chose"*. Il cite l'exemple du chiffrage de la main d'oeuvre, sur lequel *"personne n'est d'accord"*.

c. L'intérêt de la GTE pour les éleveurs

La GTE est enfin, de l'avis des interviewés chargés d'encadrer les producteurs, un outil important et intéressant pour l'éleveur, pour la gestion de son travail, et pour qu'il puisse se situer par rapport aux autres producteurs de son groupement :

"La GTE est importante car c'est un tableau de bord qui permet à l'éleveur de savoir où il va en terme de résultats ; ce sont les aspects techniques qui doivent permettre d'améliorer ses résultats, et c'est son objectif. Les résultats purement techniques, il sait à peu près, en étant sur son élevage, mais ce qu'il ne connaît pas forcément, c'est les moyens pour les améliorer. [...] Il y a aussi un phénomène d'émulation : les résultats GTE d'un éleveur sont intégrés dans les résultats de son groupement, ça lui permet de se situer, de voir comment il peut progresser."

Un de nos interlocuteurs considère ainsi que le développement d'une pratique systématique de GTE par l'élève est indispensable, et relève "presque de «l'éducation» des producteurs" :

"C'est un outil de gestion de son travail. Je serais élève, ça ne me tomberait pas sous le sens de ne pas faire de GTE. Pour tous les aspects maîtrise des charges aussi. C'est presque de «l'éducation» des producteurs. Tant que le producteur n'a pas compris l'intérêt, il ne peut pas avoir envie, il voit forcément ça comme une contrainte. Mais après non. Le problème, c'est de sauter le pas."

Selon les techniciens rencontrés, les avis divergent sur la pénétration de cette pratique chez les élèves, et sur l'intérêt qu'ils y portent.

Selon certains de nos interlocuteurs, la GTE serait aujourd'hui un "réflexe acquis" pour le producteur :

"Le réflexe suivi de bande, c'est acquis. L'enregistrement des données fait partie du travail hebdomadaire des élèves. Même quand on avait des problèmes de retour, ils donnaient leurs enregistrements. Les élèves suivent, regardent les traitements qui leur sont retournés. Ils se comparent par rapport aux autres."

Sur cet intérêt de la comparaison, un des conseillers rencontrés note toutefois que selon lui, la GTE est plus intéressante pour l'élève comme analyse de l'évolution dans le temps de ses propres performances, plutôt que comme analyse comparative par rapport à ses collègues :

"C'est bien de se comparer au groupe, surtout quand on est dans le quart supérieur. Mais si on est dans le quart inférieur, c'est déjà moins bien. On a des élèves qui ne remplissent plus les fiches car ils disent à quoi bon se comparer, on sait qu'on est dans les moins bons. La comparaison à d'autres a des limites. L'intérêt, c'est plus pour le même élève, lorsqu'il fait évoluer sa conduite, lorsqu'il travaille sur les critères déficients."

Cet interviewé explique ainsi que dans son groupement, ils ont cessé de sortir les moyennes du quart inférieur, pour ne garder que la moyenne générale et la moyenne du quart supérieur, à la demande des élèves, qui trouvaient "que ce n'était pas la peine, que ce n'était pas intéressant de se comparer aux moins bons".

De l'avis d'autres techniciens, la GTE reste une contrainte pour les producteurs qui ne s'y mettent pas facilement :

"Parmi les membres du groupement, 30% environ font de la GTE, ceux qui font de la bande unique essentiellement. [...] La GTE hebdomadaire a un côté répétitif, contraignant, usant. Il y a un phénomène de lassitude. La GTE est dure à mettre en place. C'est une contrainte pour les éleveurs. Il faut voir aussi l'histogramme de l'âge des adhérents, 40% ont plus de 45 ans, et parmi eux 10% 55 ans et plus. On a plus de mal à les amener à un cadre comme celui là [la GTE]."

"Certains ont l'impression de ne faire de la GTE que pour le technicien. D'autres sont contents de voir leurs résultats, de se comparer. Mais ceux qu'on force, ils ont l'impression de faire ça pour le technicien. La GTE reste une contrainte pour l'éleveur. Le technique, ils voient mieux, c'est plus concret. C'est l'aspect économique qui est plus difficile. C'est quand il faut aller chercher les factures, d'aliments, de vétérinaire, etc..."

Par rapport à cette contrainte d'enregistrement, le technicien du groupement qui tente de mettre en place une saisie automatique des données économiques par liaison avec les autres départements de l'organisation reste optimiste sur le développement de la GTE. Il estime qu'ils sont aujourd'hui *"à l'étape de familiarisation des éleveurs avec la GTE"*, et que quand ils auront réalisé leur objectif de saisie directe, *"ça va appeler la GTE"*, car *"la saisie directe va répondre aux contraintes des éleveurs"*.

Enfin, d'autres interviewés font encore remarquer que parfois, *"les gens d'une certaine dimension ont leur propre tableau de bord"*, c'est-à-dire que *"les moyens sont là"*, sans que l'outil soit *"forcément formalisé"*.

Les techniciens s'accordent toutefois à penser que la réaction des éleveurs vis-à-vis de la GTE dépend en partie aussi du retour d'information qu'ils peuvent assurer. Ils estiment nécessaire *"que le technicien ait le réflexe GTE, pour récupérer les données, et aussi pour analyser ces données ; qu'il ait le réflexe de lire la GTE avant d'entrer dans l'élevage, et de l'interpréter devant le producteur"*.

Certains, qui collectent une GTE hebdomadaire, affirment par exemple que *"le contact téléphonique est primordial"*. D'autres, qui ne parviennent pas à assurer des retours d'information réguliers et rapides, ont conscience de ne pas satisfaire la partie des éleveurs intéressée par la GTE :

"Il y a le problème du délai de retour. Pour les intéressés, ils aimeraient avoir les résultats tout de suite après la bande ou le trimestre. Si les résultats arrivaient

trois semaines après, ça irait. Mais aujourd'hui, ils arrivent un mois et demi après. Car il faut attendre les retardataires, plus le temps de saisie et d'analyse."

Ainsi certains techniciens rencontrés semblent moins persuadés de l'intérêt de la GTE pour l'éleveur, dans la mesure aussi où ils ne parviennent pas, dans la pratique, à faire fonctionner un échange d'informations régulier :

"On demande aux gens de remplir les données, mais ils ne sont pas assez assidus. Ça oblige les gens à reprendre les données pour me les envoyer. On travaille sur un passé qui est trop long. Quand l'éleveur envoie, moi je n'ai pas toujours le temps de saisir. Et dans les faits, beaucoup d'éleveurs ne renvoient pas. Je fais peu de retour d'informations, on n'utilise pas vraiment les résultats. On le fait parce qu'il faut le faire. J'envoie les données à la CCPA et à la région, mais je ne fais pas de retour vers les éleveurs. La GTE je le fais, mais c'est trop long pour nous, et j'ai le sentiment que ça n'amène rien aux éleveurs. Sauf pour se comparer."

Les éleveurs rencontrés, quant à eux, ont des opinions diverses quant à la GTE.

L'éleveur qui commercialise sa production en lapin cuisiné, qui suit son cheptel en GTI avec CLAP, dit ne pas utiliser le module GTE du logiciel :

"Sur CLAP, on a toute la partie technique, et toute la GTE, les états économiques, dont je ne me sers pas du tout. Je ne travaille pas du tout sur la GTE, c'est trop compliqué pour moi. Je ne connais pas le prix de vente de mes lapins. Il y a seulement les coûts alimentaires que je pourrais faire sur ordinateur. Mais il se trouve qu'en aliment, j'ai une livraison par mois, et je sais combien je sors de lapin par mois. [...] Je ne suis pas une gestion à la semaine. J'ai simplement un budget prévisionnel en fonction du nombre de lapins que je transforme, qui me donne un résultat. Je travaille sur des tranches, sur un chiffre d'affaires du lapin cuisiné, et je remonte au nombre de lapins nécessaire. Et je suis mes ventes."

Le second éleveur qui suit une GTI (avec CPL Micro), effectue pour sa part une gestion technico-économique, mais sans que celle-ci lui soit très utile, car le retour d'information du groupement est très tardif :

"Je fais de la GTE avec le groupement. Je fais les totaux par semaine, et j'envoie toutes les fins de mois. Le retour d'information arrive trop tard, quand il arrive. Les éleveurs envoient la GTE, et puis plus rien. L'idéal, c'est avoir l'information chez soi directement. Là on remplit le document, on l'envoie au technicien, qui

entre les informations, et attend un mois pour les retourner. Quand vous recevez votre document c'est trop tard. Le lapin, comme ça tourne très vite, il faut une gestion de cheptel très rapide. Il faut tout de suite repérer la femelle ou le mâle qui ne fonctionne pas. Sinon, on s'habitue à certaines choses qui ne vont pas, on ne les voit plus."

Parmi les éleveurs qui ne pratiquent pas de GTI, mais seulement une GTE, certains estiment effectivement intéressant d'avoir la synthèse de leurs résultats :

"Je me rends compte si je n'ai pas beaucoup de lapines pleines, ou si j'ai plus de mortalité. Là, il y a des totalisations, des récapitulations qu'on n'a pas en tête."

Ils sont intéressés par ailleurs par les comparaisons avec les élevages de leur groupement, ou de leur région, plus que par les comparaisons nationales qui n'ont pas beaucoup de sens pour eux, vu la disparité des modes de production entre les régions :

"La moyenne nationale, je ne regarde pas. La production nationale, c'est 80% par les Pays de Loire. Ce n'est pas tellement comparable, ils n'ont pas la même commercialisation. C'est plus une moyenne régionale qui est intéressante."

Toutefois, pour certains, le problème est effectivement les délais trop longs du retour de l'information :

"J'ai mes fiches, et par semaine je remplis un cahier. On a un cahier trimestriel, on remplit les lignes par semaine. Chaque trimestre on envoie les fiches, et ils nous renvoient les résultats. [...] Ce qui est intéressant, c'est quand on a les résultats du groupement en même temps. C'est ça qui m'intéresse, car les taux, moi je les calcule déjà pour moi [sans attendre le retour du groupement]. Mais certains éleveurs envoient tard leurs fiches. Le groupement ne peut pas envoyer les résultats du groupe, ils attendent d'avoir un bon groupe. Donc on a les résultats, mais plus tard."

... Voire l'absence de retour, qui ne les incite pas à être motivés pour remplir les documents :

"Avec le groupement je remplis les fiches... [Est-ce que c'est le groupement qui vous l'a imposé ?] ... Oui, un petit peu. Je suis en retard, je suis au mois d'avril ! [nous sommes en juillet]. En principe, il faut rendre tous les mois. J'ai un carnet où je marque tout, tous les jours, et je reporte les totaux par semaine. Si on le fait régulièrement ça va. Il faut une paire d'heures pour le mois. Il faut tout

additionner. Pour la vente, il faut quand même rechercher les papiers... [Est-ce que vous avez un retour d'informations de la part du groupement ?] Non, ... c'est pour ça qu'on n'est pas très motivé."

III. LA PERTINENCE DU DEVELOPPEMENT DE LA GTI EN QUESTION

Après avoir analysé la place des deux modes de gestion - technique individuelle et technico-économique -, dans la pratique respective des différents acteurs de la filière, nous allons maintenant revenir à la GTI plus spécifiquement, pour analyser les perceptions et opinions des personnes rencontrées quant à la pertinence de cette gestion aux différents maillons du système d'action, et mettre en évidence les enjeux liés à son développement.

A. UNE RECONNAISSANCE UNANIME DE LA PERTINENCE DE LA GTI POUR LES SELECTIONNEURS ET LES MULTIPLICATEURS

Tous les acteurs interviewés conviennent du bien-fondé de la gestion technique individuelle pour les fournisseurs d'animaux reproducteurs : ils sont unanimes à en reconnaître la nécessité et la pertinence.

Le premier intérêt de la GTI est d'être un outil fondamental pour l'activité de sélection. C'est l'objet même du travail de sélection que de rapporter des performances techniques à une filiation génétique, et la constitution d'une banque de données crée une base de suivi et d'expérimentation pour le sélectionneur.

Le second intérêt de la GTI, - la profession ayant décidé que les performances techniques des animaux sont un critère d'appréciation de leur qualité sanitaire -, est que le suivi des souches en gestion technique individuelle permet aux sélectionneurs ou aux multiplicateurs d'obtenir l'agrément de la FENALAP :

"La GTI est indispensable, obligatoire. On est adhérent à la charte FENALAP, qui impose la GTI. Jusqu'au niveau GP, c'est l'activité de sélection qui motive la GTI. Au niveau des parentaux, la GTI est motivée par la FENALAP. La FENALAP demande de donner la généalogie de tous les parentaux. On ne doit livrer que des sujets tatoués."

Or cet agrément est un critère important du point de vue commercial. Tout d'abord, il semble qu'il y ait, dans certaines régions, des aides financières aux éleveurs qui achètent à des fournisseurs agréés. Par ailleurs, l'agrément FENALAP offre à l'éleveur une possibilité de recours en cas de problème. Enfin, - et surtout -, le risque sanitaire est, nous l'avons vu, une des principales sources d'incertitude du producteur, qui cherche à protéger son élevage de l'intrusion d'animaux malsains, et l'agrément de la FENALAP joue comme une garantie de la qualité sanitaire des animaux. Aux yeux d'un éleveur rencontré, l'adhésion à la charte sanitaire signifie rigueur et contrôle dans le suivi des troupeaux :

"Pour les GP, je travaille avec X. Je travaillais avec Y, avec qui je n'avais pas de bons résultats, donc j'ai changé de fournisseur. J'ai choisi X parce que j'en avais entendu parler, qu'on m'avait dit que c'était correct. Le problème, c'est qu'on lui a enlevé l'agrément. Les animaux qui sortent de chez lui n'ont plus l'agrément de la FENALAP et de l'INRA. Ça me pose un problème. La levée de l'agrément date d'un mois, je ne sais pas où je vais me tourner. [Vous ne resterez pas chez lui ?] Je préfère travailler avec des multiplicateurs agréés INRA [FENALAP en fait]. Rien ne m'y oblige, mais on sait qu'ils répondent à certains critères. Il y a une commission qui passe tous les ans chez les gens qui font des reproducteurs, avec des professionnels, l'INRA, un vétérinaire. C'est une garantie de qualité. Ils ont un suivi sanitaire rigoureux. C'est très différent d'un élevage de chair, il y a beaucoup plus de contrôles."

A propos de ce rôle commercial de garantie sanitaire que joue l'agrément de la FENALAP, un des sélectionneurs rencontrés s'élève contre le fait qu'un des ses collègues bénéficie de l'agrément, sans qu'il suive sur son cheptel une GTI. Notre interviewé menace, si ce qu'il perçoit comme une iniquité continue, de "sortir" du système, en le décrédibilisant publiquement :

"Si cette année la FENALAP continue à donner l'agrément à des sélectionneurs qui ne font pas de GTI sérieusement, je sors du système. Je ne veux pas cautionner un tel système. Il faut voir qu'il y a des aides régionales aux éleveurs qui achètent leurs animaux à des sélectionneurs agréés. Or la GTI coûte cher, la conception du programme, les bécanes, etc... Ce n'est pas normal que quelqu'un qui en fait sérieusement n'ait pas d'avantages par rapport à quelqu'un qui n'en fait pas. Nous aujourd'hui, les gens savent qu'on est sérieux, on ne perdra pas à sortir du système. On le fera savoir haut et fort. Je peux faire des articles dans la presse, «pourquoi je quitte la charte sanitaire», avec la communication de nos données GTI."

La FENALAP de son côté reconnaît *"qu'il y a un problème"* avec un sélectionneur, et explique la *"tolérance"* vis-à-vis de cette firme par la volonté de l'organisation professionnelle de ne pas acculer les petits sélectionneurs, et de leur *"laisser le temps de se retourner"*. C'est dans ce *"souci de trouver un juste milieu en termes d'exigences, pour permettre aux petits d'exister"*, que la FENALAP *"accepte un an de délai de mise en conformité, en particulier sur la GTI"*. Notre interlocuteur convient que vis-à-vis de ce sélectionneur, *"la tolérance a été reconduite"*, mais assure qu'elle ne le sera plus à l'avenir : *"Là, on vient de faire la visite, et on a demandé la mise en conformité avant la fin de l'année, sinon il sort de la charte. Il fait une GTE troupeau mais pas de GTI. Lui prétend que tout est consigné sur les fiches femelles. C'est un problème réel, d'autant plus que la GTI est un des points centraux de la charte. Désormais, la tolérance est finie"*.

D'autres acteurs rencontrés partagent également le sentiment qu'il est dommageable que les sélectionneurs et multiplicateurs ne pratiquent pas tous une GTI : *"C'est indispensable que sélectionneurs et multiplicateurs travaillent en GTI. Il y a une notion de transmissibilité des gènes. X ne fait pas de GTI, ses multiplicateurs encore moins. Là je dis c'est regrettable"*.

Enfin, le troisième intérêt de la GTI pour les sélectionneurs, toujours dans cet objectif de garantie de la qualité sanitaire de leurs animaux reproducteurs, est que la GTI constitue pour eux un outil de contrôle de l'activité de leurs multiplicateurs. Ainsi, le système d'identification et de tatouage des animaux reproducteurs permet au sélectionneur de s'assurer que le multiplicateur ne vend pas des lapins qui auraient été éliminés au contrôle sanitaire, et de garantir la qualité des reproducteurs qu'il commercialise :

"S'il n'y avait pas la FENALAP, on suivrait quand même les multiplicateurs en GTI. [Pourquoi ?] D'abord parce qu'on est équipé pour. Et au niveau des parentales, le suivi individuel permet une remontée d'information, et c'est un moyen de contrôler les multiplicateurs. Nos multiplicateurs, ce n'est pas eux qui ont la responsabilité de la vente des animaux. L'éleveur nous envoie le nombre d'animaux à tatouer, et nous on regarde par rapport à l'historique de la femelle ; l'ordinateur valide les animaux à tatouer, et donne un numéro de tatouage. Les animaux à tatouer sont mis en élevage, et au moment de la vente, ce sont des personnes de chez nous qui vont faire le tri pour choisir les reproducteurs. On va avec l'ordinateur sur place, et on met un numéro client en face de l'animal tatoué. On sait exactement quels animaux ont été vendus à qui, avec leur historique. La GTI est un instrument de contrôle du multiplicateur ; parce qu'au final, c'est nous qui garantissons l'animal au client."

La GTI apparaît donc finalement être un instrument assez stratégique de contrôle de la filière de production de lapins, grâce auquel chaque groupe d'acteurs à une étape de la production dans la filière tente de se garantir contre une éventuelle attitude peu responsable d'un acteur à une autre étape de la filière, dont il aurait à subir les conséquences : Les sélectionneurs, responsables de leur commercialisation d'animaux reproducteurs, contrôlent grâce à la GTI (à l'identification individuelle des lapins) les conditions de productions de ces animaux, pour se garantir de ventes non conformes, et se protéger d'éventuels recours de la part des éleveurs. Les éleveurs, par l'existence d'une charte obligeant à la GTI, contrôlent les sélectionneurs, se protègent de sélectionneurs ou de multiplicateurs éventuellement peu scrupuleux, et se donnent ainsi le maximum de garanties pour acheter des animaux de qualité génétique satisfaisante et éviter les risques sanitaires sur leur élevage.

B. UN INTERET PLUS CONTESTE DE LA GTI POUR LES PRODUCTEURS DE LAPINS DE CHAIR

Si la nécessité de suivre une GTI est reconnue de façon unanime pour les fournisseurs d'animaux reproducteurs (sélectionneurs et multiplicateurs), son intérêt pour les producteurs de lapins de chair est en revanche très diversement apprécié.

Ainsi une partie des interviewés estime la GTI intéressante, voire indispensable pour les producteurs de chair, et l'autre au contraire la déclare superflue. Après avoir exposé les points qui sont au coeur du débat, et les arguments de chacun, nous allons essayer de comprendre, face à cette dichotomie des points de vue, en quoi les opinions des acteurs peuvent être comprises en fonction de leur position dans le système d'action que constitue la filière lapins.

1. LES POINTS DE DEBAT QUANT A L'INTERET DE LA GTI POUR L'ELEVEUR

Que l'éleveur choisisse de vendre à un "gros abattoir" à des prix fixés sur la cotation nationale, ou qu'il parvienne à trouver de meilleurs débouchés commerciaux pour un produit de qualité supérieure, son objectif est dans tous les cas de limiter ses coûts de production, et tous les acteurs rencontrés s'accordent sur le fait que cette limitation des coûts passe notamment, outre par la mise en oeuvre de mesures d'hygiène et d'une alimentation adaptée, par une gestion technique des animaux la plus rigoureuse possible. L'objectif de l'éleveur est donc de suivre au plus près les performances individuelles des lapins, mâles et femelles, pour optimiser le choix des animaux reproducteurs et de ceux, pas ou plus suffisamment performants, qui doivent être réformés.

Toutefois, si cette nécessité d'une rigueur dans le choix des animaux reproducteurs est reconnue par tous, les démarches et outils pour y parvenir ne font en revanche pas l'unanimité, et l'intérêt de la gestion technique individuelle, telle qu'elle peut être proposée à partir des logiciels CPL Micro ou CLAP par exemple, fait l'objet d'avis contradictoires sur plusieurs points qui s'articulent les uns aux autres.

a. Fiche manuelle d'élevage, ou enregistrement informatisé ?

Un premier point de débat porte sur le caractère nécessaire ou non, pour le contrôle des performances techniques des animaux, d'une démarche et d'un outil d'enregistrement systématique et informatisé, par rapport aux fiches tenues manuellement par les éleveurs sur chaque cage mère.

Pour les défenseurs de la GTI pour l'éleveur, seul un outil informatisé permet une gestion rigoureuse, qui aidera l'éleveur à baisser ses coûts de production. Le système des fiches manuelles ne permet pas d'assurer un contrôle suffisant, *"par exemple il y a des femelles qui ne reproduisent pas, et l'éleveur en a perdu la trace"* ; ou encore *"on a des exemples de gens qui faisaient saillir toujours par le même mâle parce qu'il paraissait performant, et en fait il n'était pas bon"*.

Avec les fiches par cage, l'éleveur peut contrôler les performances des lapines *"sur une fiche ou deux"*, mais pas de façon systématique et rigoureuse sur l'ensemble du troupeau, et ceci d'autant plus si la taille du cheptel est importante :

"Ce n'est pas parce qu'il y a des fiches sur les cages que la gestion est correctement faite, s'il n'y a pas de recoupement. [...] L'argument selon lequel l'éleveur connaît ses reproducteurs, d'accord s'il a 50 femelles, mais quand on arrive à plus de 100, ça devient difficile. Surtout sur une production comme le lapin où les animaux changent très vite, où le temps de passage peut être de moins d'un an."

Si toutefois l'éleveur avait une démarche d'analyse des performances systématique à partir des fiches, alors c'est *"le temps à passer pour étudier les fiches"* qui ne serait *"ni rationnel, ni productif"*. Sinon, si l'analyse n'est que ponctuelle, il ne faut pas parler de gestion technique individuelle :

"Si les gens lorsqu'ils parlent de GTI parlent de quelque chose où ils vont un peu à la pêche, «je prends une fiche comme ça et je regarde», là c'est sûr qu'il vaut mieux la faire à la main."

A l'opposé de ces opinions, le principal argument des détracteurs de la GTI pour l'éleveur est d'estimer que les fiches individuelles par cage, associées à la connaissance des animaux, suffisent à l'éleveur pour choisir les lapins et avoir une bonne gestion de la réforme, eu égard aux contraintes de la GTI, en terme d'enregistrement :

"L'éleveur connaît ses animaux, ses femelles. Les performances individuelles, il les connaît à travers ce qu'il note sur ses fiches, il fait sa sélection au niveau de son cheptel tout seul."

"Si la GTI peut se faire rapidement, et sans trop de contraintes, un bon éleveur a peut être intérêt à en faire, pour l'aide au choix des animaux. Mais il reste un problème de temps. Il faut voir que l'éleveur a les fiches. Quand on a 300 mères, on connaît les bonnes mères. Le choix au début, c'est essentiellement sanitaire. Si on veut faire ensuite un travail sur la carrière de la femelle, il faut une GTI. Mais ils ont leurs fiches."

"Pour l'éleveur, la GTI n'a pas d'intérêt. Les fiches manuscrites permettent la gestion des carrières. Pour l'éleveur, saisir les fiches du planning maternité sur informatique, il faut avoir la fibre informatique. Et il ne faut pas se tromper. C'est plus rapide de remplir une fiche à la main pour quelqu'un qui n'a pas l'habitude."

Selon un de nos interlocuteurs, la GTI est d'autant plus prématurée, ou inadaptée, que certains éleveurs rencontrent déjà des difficultés à bien gérer leur cheptel à partir des fiches :

[La GTI a un intérêt pour la réforme des animaux, c'est vrai.] Mais il ne faut pas demander aux gens de faire ce qu'ils ne peuvent ou ne veulent pas faire. Il y a déjà beaucoup d'éleveurs qui ont des fiches et qui n'interprètent pas leur fiches. On passe, «regarde, la femelle a fait deux mises bas avec moins de six lapereaux, il faut la réformer ; - oh elle est en bon état, etc...». La GTI d'accord, mais à condition que l'éleveur ait l'envie et la compétence pour le faire."

b. Un enregistrement plus lourd, ou un "gain de temps énorme" ?

Comme viennent de l'illustrer plusieurs citations, le débat sur la nécessité d'une recension informatisée systématique renvoie à celui sur le temps d'enregistrement, et sur l'ampleur de la contrainte qu'il représente. Plusieurs interlocuteurs avancent cet argument, - les éleveurs dans la pratique n'ont pas le temps d'enregistrer -, à l'appui de leur affirmation de l'absence d'intérêt de la GTI pour le producteur de lapins de chair :

"La GTI pour l'éleveur au niveau P, il ne le fera pas car il n'a pas le temps de le faire. Les gens ont déjà bien du mal à récupérer le nombre de petits nés et sevrés. Au niveau individuel, c'est trop tôt."

A l'opposé, parmi les partisans de la GTI pour le producteur de lapins de chair, certains contestent le fait que l'enregistrement soit plus lourd pour l'éleveur. Si l'éleveur pratique déjà *"une très bonne gestion sur les fiches sur l'élevage"*, il va *"gagner un temps énorme"* avec l'informatique :

"Si on veut vraiment connaître les performances individuelles des mâles et femelles, avec l'informatique on va vraiment plus vite. [...] Que l'enregistrement soit plus lourd, moi je pense que c'est faux. L'éleveur qui travaille sérieusement fait déjà de la GTI manuellement. Mais il faut perdre l'idée d'avoir une fiche sur la cage. Il faut une fiche dans un classeur. [Il y a un élevage où], l'éleveur a chronométré le temps passé pour faire la GTI par rapport à la gestion manuelle, qui était poussée, il met moins de 50% du temps passé auparavant ; sur une gestion complète, toutes les semaines en fonction de la production, «je veux tant de production, il faut que je saillisse 150 femelles, lesquelles je prends ?»."

c. De la présence physique de la fiche d'élevage sur la cage...

Comme on le voit, le débat sur le temps d'enregistrement s'articule à son tour avec celui de la nécessité ou non de la présence physique de la fiche d'élevage sur la cage, puisque le gain de temps ne semble possible qu'à condition, comme le dit cet interviewé *"de perdre l'idée d'avoir une fiche sur la cage"*. Nous avons déjà vu dans l'analyse des pratiques que les comportements par rapport à ces fiches sur les cages peuvent être différents, les sélectionneurs rencontrés les ayant maintenues, alors que les deux éleveurs qui réalisent une GTI les ont supprimées. Cette question de la pertinence de garder ou de supprimer la fiche, fait effectivement l'objet d'avis contradictoires, et même parmi les défenseurs de la GTI pour l'éleveur, certains reconnaissent que l'enregistrement des données apparaît comme une contrainte pour le développement de cet outil, parce qu'ils estiment que les plannings de travail et l'enregistrement informatisé ne remplacent pas les fiches par cage, qui restent plus pratiques et visuellement plus "parlantes" :

"Le papier sera toujours plus pratique que le micro. Je ne sais pas si c'est parce qu'on est trop habitué à la fiche qu'on arrive pas à s'en passer, ou si c'est que si on a abouti à ce système, c'est parce que c'est le meilleur système. On a toutes les informations sur une fiche. La forme d'une fiche va donner une idée immédiate de la carrière d'une femelle : s'il y a des lignes à trou ou non, s'il y a 2 chiffres ou 1

chiffre dans une case, ça on le perçoit facilement. À la limite, on peut dire qu'une fiche bien noire et bien remplie, c'est une bonne femelle ; il y a des signaux non écrits."

Un autre argument en faveur des fiches sur l'élevage consiste aussi à dire que les performances numériques ne suffisent pas à établir le diagnostic de l'animal, et que celui-ci nécessite de pouvoir visualiser en même temps les résultats techniques de la femelle et son état sanitaire :

"Je suis tout à fait d'accord qu'il faut bien choisir les animaux individuellement. Mais la question, c'est sur quel support on le fait. Les fiches sont adaptées à ça. L'ordinateur sort des fiches ; mais il reste un état qui n'est pas quantifiable, il y a l'importance du visuel de l'état sanitaire de la femelle. La performance en production numérique ne dit pas tout."

"Les éleveurs choisissent par rapport à leur fiche, et à l'état visuel de la femelle. Ils ne voient pas l'intérêt de la GTI. [...] Pour un observateur extérieur, tous les lapins se ressemblent. Mais pas pour l'éleveur. L'éleveur connaît les femelles qui sortent de la moyenne, il y a une relation à l'animal. On ne peut pas traduire tout en chiffre. On a besoin de fiches, parce qu'on a besoin d'avoir à la fois le chiffre et l'animal sous les yeux."

d. GTI et évolution vers la conduite en bande unique : deux données contradictoires ?

Un autre point de débat est de savoir si l'évolution des modes d'élevages vers la conduite en bande unique, d'autant plus avec insémination artificielle, minimise ou non l'intérêt d'un suivi individuel des animaux en GTI.

Les acteurs qui ne voient pas l'intérêt d'une GTI pour le producteur de lapins de chair constatent ainsi que *"le ministère de l'Agriculture et l'INRA veulent centrer le développement sur la GTI, avec le paradoxe que la GTI ne correspond plus à la philosophie des élevages"*. Ils estiment effectivement que la GTI n'est pas adaptée à la conduite en bande, car *"avec la conduite en bande, on ne réfléchit plus à la femelle"*, mais au contraire *"on raisonne pour tant de mises bas, on définit la taille de la bande par rapport à l'engraissement, en fonction du taux de fertilité"*. Ce mode de conduite amène un de nos interlocuteurs à rapprocher l'élevage du lapin de celui de la volaille, pour lequel la gestion n'est pas individuelle mais "massiale" :

"Si je prends deux comparaisons : en vache laitière, le suivi individuel est nécessaire, il faut une approche de la carrière des géniteurs et les suivre à travers leurs filles. En volaille, c'est une approche massiale. On travaille sur toutes les données concernant l'environnement de l'animal, l'air, l'eau, le nutriment, les conditions sanitaires. Mais avec l'approche conduite en bande, en lapins on est dans le cas de la volaille."

D'autres acteurs font remarquer aussi que parallèlement, le développement de l'insémination artificielle limite de fait la gestion technique individuelle aux performances de reproduction des femelles :

"Quand l'éleveur est en insémination artificielle, on ne connaît pas le père, on travaille en boules de semence. C'est vraiment une GTI pour la femelle."

"Il se développe beaucoup d'insémination artificielle, là, pour votre GTI, c'est la catastrophe ! Dans les centres d'insémination, ce sont des flacons mélangés avec des dizaines de mâles !"

Enfin, toujours dans cette logique, les détracteurs de la GTI arguent également qu'un des principaux intérêts de ce mode de gestion informatisée réside pour l'éleveur dans l'édition de plannings de travail quotidiens, et que cet intérêt disparaît aujourd'hui que la conduite en bande a rationalisé à l'extrême, en les regroupant, les opérations à effectuer :

"L'intérêt de la GTI, c'est que tous les matins l'ordinateur sortait à l'éleveur son planning sur la journée. C'était intéressant car la conduite était complexe. Aujourd'hui, on sait qu'on a 42 jours."

De leur côté, les défenseurs de l'utilité de la GTI pour le producteur de lapins de chair, s'ils admettent effectivement que *"l'intérêt de la programmation du travail disparaît avec l'élevage en bande"*, estiment que cela ne suffit pas à rejeter l'intérêt de ce type de gestion. Leur premier argument est tout d'abord qu'un enregistrement des performances individuelles des femelles qui constituent la bande est nécessaire dans la mesure où la conduite en bande est une pratique nouvelle, sur laquelle on n'a encore que peu expérimenté, et la GTI leur paraît ainsi *"importante pour comprendre ce qui se passe dans l'élevage"*. Par ailleurs, ils estiment que la profession a trop fondé l'intérêt de la GTI sur les plannings de travail, alors que son intérêt principal réside dans la possibilité d'indexer les femelles et d'obtenir leur classement en fonction des performances, capacité qui n'est pas suffisamment valorisée à l'heure actuelle :

"Pour les éleveurs, la GTI a un intérêt dans la gestion directe de l'élevage. Dans la conduite classique, ils voyaient l'aspect planning. Dans la conduite en bande, la GTI ne leur semble plus utile. Mais la GTI sur micro est trop utilisée comme moyen de planning. Les gens ne la valorisent pas assez comme outil de gestion des femelles."

Or justement, la GTI est un outil qui reste tout à fait adapté à la conduite en bande, puisque, de l'avis des partisans de cette démarche, même en bande la conduite de l'élevage continue à passer par le contrôle des résultats des lapins pris individuellement, et la GTI aide à repérer les animaux éventuellement responsables des mauvaises performances d'une bande :

"[Quand les éleveurs pensent que la GTI n'est pas utile avec la conduite en bande], je pense que c'est là qu'ils commettent une erreur. Je reste persuadé que la réussite d'un troupeau passe par la surveillance individuelle des animaux. Un résultat «bande» est un résultat économique, mais il reste évident que ce n'est pas à partir de ça qu'on gère un troupeau. La gestion de l'élevage va se faire au niveau de la femelle. Pour l'éleveur, la GTE apporte des résultats techniques au niveau de la bande ; mais on ne va pas dire «ce groupe est mauvais, on le réforme». C'est ce que je n'ai jamais compris dans la réticence des gens par rapport à la GTI."

"Que la conduite en bande n'aille pas dans le sens de la GTI, beaucoup de techniciens le pensent. Moi, je pense le contraire. Avec la conduite en bande, on peut avoir 2 ou 3 animaux qui produisent peu, ça permet de les repérer."²⁷

e. Une priorité du sanitaire ?

Alors que les défenseurs de la GTI estiment primordial pour l'éleveur d'avoir un outil de suivi systématique et rigoureux des performances individuelles des femelles, pour bien gérer la réforme des animaux, d'autres acteurs relativisent cet intérêt en estimant que le contrôle des performances ne constitue pas, ou pas encore, une action prioritaire à mettre en oeuvre par l'éleveur. À leurs yeux, d'autres évolutions sont à l'heure actuelle plus importantes et encore à initier, notamment en matière sanitaire :

²⁷ A ce propos, un de nos interlocuteurs affirme que *"la conduite en bande est une façon déguisée de limiter la productivité"*, dans la mesure où *"il y a beaucoup plus de temps mort de l'élevage"* : *"Avant c'était l'excès inverse, les reproducteurs étaient toujours sollicités. Maintenant, avec l'effet de balancier, on a l'effet inverse. Une femelle qui n'a pas pris le mâle peut rester six semaines, et si c'est deux fois de suite, elle reste près de trois mois sans produire. La productivité à la cage mère et à la femelle a baissé. Il y a une étude de l'ITAVI qui l'a montré."*

"Le lapin est une production récente. Il y a des étapes à mettre en place avant de penser à un outil de ce type là [GTI] : par exemple la pesée au sevrage ; tout ce qui touche l'hygiène, la désinfection ; le contrôle du matériel. Il me semble que dans d'autres productions, les réflexes de ce type sont acquis. En porc, sauf exception, vous ne verrez pas du matériel ou une seringue traîner comme ça n'importe où, alors que ce n'est pas rare de voir des choses comme ça chez les producteurs de lapins. Le lapin est une production complexe, parce que c'est un cycle court, avec maternité + engraissement. Il y a beaucoup de questions sanitaires, et de questions sur les mortalités. En revanche, il y a eu une évolution très rapide, du passage de la conduite traditionnelle à la conduite en bande. Mais les connaissances des nutritionnistes et des vétérinaires n'ont pas suivi. Il y a une méconnaissance de cette production encore aujourd'hui."

De plus, ces acteurs estiment que le temps des éleveurs étant limité, celui qu'ils passeraient à enregistrer les performances techniques des animaux serait pris sur celui qu'ils passent, et doivent passer à s'occuper de leur élevage, sur le plan sanitaire notamment.

f. L'articulation entre performances techniques et résultats économiques

Enfin, un dernier point de débat porte sur l'articulation entre résultats techniques et résultats économiques, et sur leur intérêt respectif pour l'éleveur. Ainsi, les détracteurs de la GTI pour les producteurs de lapins de chair affirment que *"l'intérêt du producteur, c'est de dégager du revenu, de vendre le plus de lapins au meilleur prix"*. Selon eux, les producteurs sont avant tout intéressés par les résultats économiques de leur élevage, et la GTE est, dans cet objectif, un outil suffisant. Ainsi, la priorité serait d'abord d'élargir la pratique d'un suivi technico-économique, et d'affiner les outils de lecture et de valorisation des résultats de GTE, avant de penser à un suivi technique individuel :

"Sur le terrain, il y a déjà des difficultés importantes à faire faire de la GTE. Il y a sûrement quelques marginaux qui le font [un suivi en GTI], mais c'est tout. [...] Il y a déjà des éleveurs qui ont du mal à intégrer l'intérêt d'une GTE, alors une GTI..."

En réponse à cette critique, les défenseurs de la GTI pour les producteurs de lapins de chair, tout en reconnaissant que les éleveurs regardent avant tout les critères économiques, mettent en avant l'influence des performances techniques sur les résultats économiques. Ils argumentent ainsi que *"la première intervention est sur la maternité et l'engraissement"*, et que *"à partir du moment où il y a de bons résultats GTI, il y a de bons résultats économiques"*.

g. Une GTI malgré tout pertinente dans quelques cas spécifiques...

Pour conclure sur les points de débat, soulignons que les personnes qui ne voient pas d'intérêt à ce que l'éleveur suive sur son cheptel une gestion technique individuelle décrivent néanmoins quelques situations où une GTI pourrait être pertinente. Ces situations, telles que nous les avons repérées, sont au nombre de trois :

— Lorsque l'éleveur possède son propre troupeau d'animaux grands-parentaux, et produit sur son exploitation ses reproducteurs :

"L'intérêt de la GTI sur l'élevage peut exister dans un souci de sélection. Il pourrait y avoir une GTI sur les femelles GP."

"La GTI n'intéresse pas l'éleveur. [...] Sauf peut-être les gens prêts à faire ça sur des GP, les femelles sont en moins grand nombre."

— Pour les éleveurs de races pures, dans la mesure où les performances comparatives des différentes races restent mal connues aujourd'hui. Les tentatives de mise en oeuvre d'une GTI chez des éleveurs de races pures semblent toutefois ne pas avoir rencontré jusqu'à présent beaucoup de succès :

"Avec l'ITAVI, on fait une GTI pour comparer les performances selon les races. Parce qu'on est capable de décrire le phénotype très bien, mais on n'a rien sur la performance. [...] Mais on a du mal dans le projet, les éleveurs ne sont pas motivés. Ils ne relèvent pas ce qu'on veut. Ils ont leur cahier à eux, ils relèvent par exemple les prix aux concours, ce n'est pas vraiment de la génétique !"

— Enfin, le développement des produits labellisés, qui d'après un interlocuteur nécessitera de fournir des informations quant à l'origine génétique des animaux, pourrait faire de la GTI un outil pertinent pour les éleveurs, si elle permet d'attester de cette origine :

"Un aspect qui devrait être pris en compte dans l'évolution de la GTI, c'est la nécessité d'une certaine traçabilité sur le produit. Si demain on produit un lapin label, il y aura une génétique. Il faudra qu'on puisse dire de quel croisement il provient, et il faudra que le logiciel permette d'attester de cette traçabilité."

Toutefois, il semble que le premier label sur le lapin, qui était au moment de l'enquête en cours d'enregistrement, contraigne l'éleveur à donner des informations sur l'origine du

lot des animaux (*"le label demande la traçabilité par lot"*), pour éviter que des animaux qui ont eu une moins bonne vitesse de croissance soient remis dans un lot suivant (*"on a un suivi plus strict du lot, on ne peut pas avoir une queue de bande qui parte avec la bande suivante"*), mais ne le contraigne pas à identifier l'origine génétique des animaux parentaux pris individuellement.

2. DES OPINIONS RELATIVES A LA POSITION DES ACTEURS DANS LA FILIERE

Ces différentes opinions et argumentations en faveur ou en défaveur de la GTI pour le producteur de lapins de chair se comprennent en grande partie en fonction de la place occupée par les acteurs dans la filière, qui détermine l'intérêt qu'ils ont ou non à ce que les éleveurs développent un contrôle de performances individualisé sur leur production.

a. La recherche appliquée et le développement

Les acteurs dont la fonction dans le système d'action est de faire progresser les connaissances, de réaliser des protocoles expérimentaux, de fournir des références à la profession, comme l'INRA ou l'ITAVI par exemple, sont des défenseurs de l'intérêt de la GTI pour l'éleveur. Leurs arguments s'articulent essentiellement autour du bénéfice pour la profession d'une meilleure connaissance de la production.

Tout d'abord, un suivi des performances individuelles des animaux producteurs de lapins de chair, au moins sur un petit nombre d'élevages, permet de *"regarder ce que [les] souches donnent sur le terrain"*. Il constitue un moyen de retour et de validation des orientations prises en amont, aussi bien au niveau de la sélection des souches qu'au niveau de la mise au point de la composition des aliments. À ce propos, certains de nos interlocuteurs situés à cette position dans la filière disent ne pas comprendre comment les sélectionneurs ou les fabricants d'aliments n'ont pas quelques élevages en GTI, et se contentent des résultats de GTE, *"sans se préoccuper de ce que donne leur produit sur le terrain"*.

Par ailleurs et de manière plus générale, la constitution d'un stock d'informations sur la carrière des animaux et leurs performances fournit une base d'expérimentation pour réaliser différents protocoles, dont les résultats permettront à terme de définir les orientations pertinentes à développer en matière de conduite d'élevage :

"Un autre intérêt de la GTI, c'est pour l'expérimentation. Par exemple un groupement fait des essais de semences congelées. Avec le contrôle de performance, on a la carrière de la femelle, on peut replacer l'expérimentation

dans la carrière. On s'aperçoit qu'il faut suivre le résultat femelle par femelle. Par exemple aussi pour l'étude sur la manière de renouveler, pour distinguer les performances des femelles auto-renouvelées et des femelles GP."

En effet, si la gestion technico-économique des élevages et la centralisation des données au sein de RENALAP, est une démarche qui contribue à une meilleure connaissance de la production, notamment parce qu'elle intègre des données économiques, ce type de gestion n'est toutefois pas suffisant, puisqu'il n'autorise pas d'expérimentations techniques fines, les données ne pouvant pas être rapportées à la carrière de l'animal :

"A défaut de GTI, la GTE est un moindre mal. On n'aurait pas de moyens de mesures économiques sans ça. Par exemple les études sur les temps de travaux, on ramène les temps de travaux aux résultats économiques. Pour l'instant, la GTE est le seul instrument de mesure dont on dispose dans les élevages. Mais pour les procédures expérimentales, la GTE est limitée car on ne mesure pas à la femelle."

De l'avis d'un interviewé, en matière d'expérimentation, il y a par exemple beaucoup à faire au niveau de l'exploitation du fondement même de la GTI, pour valoriser le classement des femelles et engager un travail plus prospectif que la définition de seuils pour la réforme des animaux :

"Il faut valoriser les résultats de la GTI, notamment pour la réforme des animaux. Il y a des critères seuils [par exemple si la femelle a fait deux portées de suite de moins de cinq lapereaux, elle apparaît dans les animaux à réformer], ça c'est assez facile. Mais il faudrait travailler sur les critères un peu plus prédictifs. Par exemple, entre les performances sur les trois premières inséminations artificielles et les performances sur les trois inséminations artificielles suivantes, il y a des corrélations significatives. On peut penser que si la femelle dure un an aujourd'hui, ce type de corrélation est un critère pertinent. On peut se permettre de réformer des animaux dont on sait que la carrière ne va pas être bonne."

Cet interlocuteur explique ce qu'il considère comme la faiblesse du raisonnement sur la réforme des animaux par le caractère nouveau de cette problématique, apparue avec l'évolution récente de la conduite d'élevage qui a totalement modifié les données objectives que doivent gérer les producteurs :

"[Que la réflexion sur la réforme des animaux ne soit pas suffisamment poussée], ça s'explique si on remonte à l'histoire du lapin. En lapin, le taux de fonte [mortalité] est très important ; on était soumis à la contrainte de la réforme «catastrophique», il n'y avait pas besoin de réformer, les mères se réformaient

toutes seules. Un bon éleveur, c'était celui qui limitait la casse. Ça c'était pour le lapin avant la conduite en bande. Avec la conduite en bande, le taux de fonte a subi une cassure nette, et aujourd'hui, on a des femelles qui peuvent durer un an. Là, la stratégie change complètement. Il faut s'assurer d'avoir le maximum de femelles qui sont entre trois et huit portées. Donc il faut réformer, sur les aspects sanitaires, et sur des critères techniques. Il n'y a que la GTI qui permette ça."

Les acteurs de la recherche et du développement, comme les personnes en charge du développement informatique et/ou commercial des logiciels de GTI, tout en se faisant les défenseurs de ce mode de gestion, sont toutefois conscients de la difficulté de pénétration de cette démarche dans le milieu professionnel.

D'une part, alors que l'ensemble des acteurs rencontrés, y compris les intéressés eux-mêmes, s'accorde à penser que les techniciens de groupements assurent un rôle charnière dans la filière, et représentent les principaux prescripteurs des modalités techniques de conduite d'élevage auprès des producteurs, plusieurs de nos interlocuteurs constatent que les techniciens ne sont pas, à l'heure actuelle, prescripteurs de la GTI. Alors qu'eux-mêmes pensent qu'une pratique de la GTI par l'éleveur peut *"fournir des critères pertinents dans la relation entre le technicien et le producteur"*, et être *"fructueuse pour le couple"*, ils affirment constater *"une inertie gigantesque de la part du milieu, des prescripteurs"*, estiment que les techniciens ressentent la GTI *"comme une concurrence"*, et pensent que le frein à la GTI vient plutôt des techniciens que des éleveurs eux-mêmes.

Il semblerait notamment que les techniciens ne soient pas suffisamment formés et informés²⁸, et très peu préparés à encadrer des éleveurs qui suivraient leur cheptel en GTI. A un extrême, ils auraient peur *"de voir les éleveurs s'empêtrer dans des tâches qui les dépassent un peu"*, et à l'autre extrême, ils auraient peur d'être eux-mêmes dépassés par des éleveurs qui développeraient une habileté informatique et technique supérieure à la leur, ce qui nuirait à la pertinence et à la légitimité de leur conseil. C'est cette peur de perdre la maîtrise de l'interprétation qui expliquerait que *"les techniciens préfèrent la GTE"*, mode de gestion qui ne menace pas leur position de conseil et la légitimité de leur fonction.

D'autre part, nos interlocuteurs constatent aussi que l'informatique et le temps d'enregistrement représentent un obstacle important pour les éleveurs²⁹ : *"Le recueil de*

²⁸ Ce que confirme les dires d'un éleveur rencontré qui utilise un logiciel de GTI : *"Dans le groupement, il y a trois ou quatre éleveurs qui font de la GTI. Le technicien n'est pas au courant de la GTI, il ne sait pas utiliser le logiciel"*.

²⁹ Certains chercheurs de l'INRA en charge de CPL Micro semblent d'ailleurs être confrontés directement à ce problème, si l'on en croit les dires d'un technicien rencontré : *"X [un éleveur de la région] a 500 cages mères, il fait l'enregistrement à la main. Il a CPL Micro, mais ne s'en sert pas. C'est l'INRA qui vient et reprend les fiches"*.

l'information est un frein, et la micro-informatique. La majorité des éleveurs ont tendance à penser que la GTI n'est pas utile. Dire qu'à partir du moment où il y a de bons résultats GTI, il y a de bons résultats économiques, les éleveurs n'entendent pas facilement ça. La GTE est plus facile que la GTI pour l'éleveur".

Tout en continuant à promouvoir une gestion technique individuelle pour l'éleveur, ils relativisent donc aujourd'hui leur opposition à d'autres modes de gestion comme la GTE, pour penser la complémentarité des outils :

"Au départ du CPL, on a rêvé que tout le monde pourrait faire du CPL. Mais s'est mis en place parallèlement la GTE, avec moins de choses à enregistrer. [...] La GTE, on a combattu au départ. Aujourd'hui, c'est clair que les choses sont complémentaires. [...] Aujourd'hui, on travaille avec AVILAP, pour un interfaçage avec leur logiciel GTE. [...] Le lien GTE / GTI est demandé par les éleveurs ; ça ne nous passionne pas, mais si c'est un frein à la GTI, on le fera."

b. La sélection

Les sélectionneurs auraient plutôt tendance, pour leur part, à estimer que les résultats GTE des groupements qui utilisent leurs souches leur suffisent, d'autant plus que ce retour d'information est complété par les échanges quotidiens qu'ils peuvent avoir par téléphone avec leurs clients. Même s'ils estiment que quelques retours de GTI peuvent être utiles, les sélectionneurs se déclarent plus intéressés par les performances de leurs femelles prises comme une entité collective, pour valider leurs choix quant aux critères et orientations de sélection, que par les performances individuelles des animaux, qui resteraient dans tous les cas difficiles à interpréter vu l'influence de la conduite de l'éleveur sur les résultats de son élevage :

"Les performances, collectivement on les connaît. On sait qu'une femelle moyenne de chez nous livrée dans tel groupement fait tel résultat. Ces résultats nous servent à valider nos choix, ils permettent de modifier le tir éventuellement [...] au niveau du choix des critères, des orientations. Les résultats viennent étayer le débat qu'on a avec les éleveurs. Parce que tous les jours on a des clients en ligne. On connaît les qualités et les défauts de nos produits."

"On n'a pas de client qui font de la GTI, mais pourquoi pas à l'avenir. Actuellement, on se contente de GTE. Au niveau de la remontée d'informations, la GTI n'est pas fondamentale, au niveau d'un client. On gère des populations. Si en 95 j'ai commercialisé X milliers de femelles, ce qui m'intéresse c'est quelle est la performance de cette production. [...] On a des clients capables de nous faire des tests. Ceux là, ça pourrait être intéressant pour nous qu'ils fassent de la GTI. Si

c'est 4 ou 5 éleveurs, ça m'intéresse. Mais 40 éleveurs qui remontent la GTI de nos animaux, je n'en ai pas besoin. La GTE me suffit. Les performances individuelles de l'animal sont influencées par tellement de facteurs dans l'élevage qu'on ne maîtrise pas, on aurait un problème d'interprétation des résultats."

c. Le conseil sanitaire

Pour établir un diagnostic sanitaire, le suivi de l'élevage en gestion technique individuelle informatisée n'apparaît pas indispensable, ni même nécessaire, aux yeux du spécialiste interviewé. Si l'historique de l'animal est important en cas de problème sanitaire, le lien est fait *"manuellement avec les fiches d'élevages"*. En effet, notre interlocuteur estime que ce serait un trop gros travail de mettre en lien de manière systématique les données épidémiologiques avec la génétique ou la généalogie des animaux, et l'intérêt dans l'élevage ne serait que très ponctuel. Les fiches d'élevages, avec les résultats techniques sur les bandes, suffisent au diagnostic épidémiologique :

"Par exemple on a plusieurs femelles qui ont des problèmes : on regarde les fiches d'élevage, on voit que c'est la même mère qui donne les femelles qui ne tiennent pas, on réforme la mère. [...] On a la GTE de l'éleveur : d'un point de vue sanitaire, c'est très important. Savoir qui était la mère de l'animal, c'est plus ponctuel, on s'en sort avec les fiches manuelles."

d. Le conseil technique

Les techniciens rencontrés sont effectivement, comme le laissaient entendre d'autres acteurs, très peu partisans du développement de la GTI pour le producteur de lapins de chair. Sur les points de débat que nous venons d'exposer, ils défendent en général l'ensemble des arguments d'opposition à une pratique de la GTI par l'éleveur.

Les deux principaux arguments sur lesquels les techniciens insistent spécifiquement, sont d'une part la priorité au sanitaire, et d'autre part le caractère suffisant de la fiche manuscrite d'élevage pour procéder à une bonne gestion des animaux.

Pour cette catégorie d'acteurs, les producteurs doivent donc se centrer de façon prioritaire sur le maintien d'une hygiène maximale de l'élevage, condition première de bons résultats techniques :

"Moi, un éleveur qui me dit «je ferais bien de la GTI», je lui dis «ton boulot à toi, c'est de bien faire ton travail au niveau de l'hygiène du nid, de l'hygiène globale, des plans de prévention sanitaire, et d'avoir des femelles qui produisent, de faire du tonnage»."

"On a accentué tout sur la GTE. On ne s'est pas posé la question de la GTI. La lourdeur d'enregistrement, au niveau des élevages, ce sera un frein. Tout est intéressant à étudier, mais il y a la réalité. Il faut être en contact terrain. Pour l'éleveur, ce n'est pas la peine de délaissier son travail quotidien pour relever les données. L'entretien des cages à nids est plus important que le relevé. Un mauvais entretien a une conséquence immédiate sur le taux de mortalité."

Les techniciens estiment effectivement que les éleveurs disposent d'un temps limité, et ils font preuve d'une certaine méfiance envers tout ce qui pourrait les "distraire" de ce travail primordial d'entretien de l'hygiène de l'élevage. L'informatique apparaît à certains comme un danger potentiel de ce point de vue :

"De plus, la GTI nécessite d'aimer l'informatique. Le plus grand danger, c'est que ça devienne un véritable jouet, et que l'éleveur s'occupe moins bien de son élevage. J'insiste sur le terme jouet. L'informatique c'est un moyen, ce n'est pas l'objectif premier."

Par ailleurs, la fiche individuelle est un outil suffisant pour l'éleveur pour gérer les femelles et choisir les animaux à réformer :

"Pour la réforme, le premier critère est sanitaire. Puis interviennent effectivement différents paramètres. Le producteur, avec sa fiche, voit si la femelle est à réformer ou pas. La gestion individuelle se fait sous forme de fiche, et grâce aux qualités d'animalier du producteur."

"L'objectif pour l'éleveur de lapin, c'est de travailler son coût de production. Et le coût de production, ce sont les performances génétiques, le sanitaire, un programme alimentaire adapté. [Comment évaluez-vous les performances génétiques ?] On a des moyens pratiques qui sont en place, on a les fiches papier femelle, où on se définit un certain nombre de critères de sélection, [...] ça c'est à la lecture de la fiche, ça se fait tout seul... Où alors c'est l'éleveur qui ne veut pas trier, et qui veut de l'ordre lui vienne d'une machine. Mais là, c'est le rôle du technicien de lui rappeler l'importance de la gestion de la carrière de la femelle. On travaille aussi en réunion technique, où on redit aux éleveurs l'importance d'une bonne gestion des carrières des femelles."

Finalement, les techniciens, pour les plus radicaux d'entre eux, s'ils considèrent la GTI utile et même indispensable pour le sélectionneur et le multiplicateur, se déclarent "opposés" à la GTI pour l'éleveur :

"[La GTI pour l'éleveur] Et d'abord pour quoi faire ? La GTI pour un sélectionneur, c'est un moyen de mesurer les résultats techniques par rapport à une stratégie de sélection, sur certains critères. Pour lui, l'intérêt de la GTI est de pouvoir comparer les femelles de même lignée dans différentes conditions environnementales ou alimentaires. Le comportement des animaux dans des environnements différents, c'est le boulot des sélectionneurs, peut être en relation avec l'ITAVI ou l'INRA. Mais ce n'est pas notre boulot à nous. A chacun son métier. [...] La GTI pour les sélectionneurs est indispensable. Pour l'éleveur, je suis opposé. C'est du temps perdu, ce n'est pas son métier. On est dans une démarche de tonnage, pas dans une démarche d'enregistrement."

Il semble donc, si l'on revient à l'interprétation d'un de nos interlocuteurs sur l'histoire du lapin et le caractère nouveau de la question de la réforme des animaux, l'objectif de l'éleveur étant jusqu'à récemment de "limiter la casse" vu le taux de fonte des cheptels, que les techniciens, à entendre leur discours, soient encore assez exclusivement tournés vers cette problématique sanitaire, et encore peu sensibilisés aux stratégies d'optimisation du choix des animaux reproducteurs.

Certains techniciens reconnaissent aussi que leurs réserves viennent d'un manque de formation, et que l'informatique constitue pour eux une barrière, puisque cette technologie ne leur est pas familière. Adapter leur conseil à une nouvelle démarche des éleveurs en GTI leur demanderait de rompre avec des habitudes bien intégrées, et nécessiterait un effort d'apprentissage dans lequel ils n'ont pas forcément le temps ni l'envie de s'engager :

"J'ai quelqu'un qui s'installe, il ne va faire que ça [du lapin]. La GTI peut l'intéresser, ça permet d'être plus rigoureux. Et les jeunes savent se servir d'un micro. Nous, on n'a pas de formation, on est tributaire des autres, on a moins envie de faire. Un jeune, il n'a pas connu autre chose, il ne sait pas ce que c'est les fiches. Alors que si ça fait 20 ans que vous travaillez sur les fiches..."

Enfin, il est effectivement possible que le développement d'une pratique de suivi du cheptel en gestion technique individuelle par les éleveurs empiète en partie sur le territoire des techniciens, menace leur position et soit ressenti comme une concurrence. Un des techniciens rencontrés nous parle ainsi d'une expérience de GTI ponctuelle et manuscrite que le groupement met en place actuellement pour aider les producteurs "à la pointe" dans le choix des animaux à réformer, qui pourrait confirmer cette hypothèse :

"Nous, on est en train de mettre en place un système d'audit, avec un calcul des taux de fertilité, pour une analyse sur les femelles sur lesquelles le producteur a

des difficultés à juger de leur valeur. C'est un audit expérimental, à la main, sous forme de fiche. C'est une sorte GTI pour 3 critères, et à un moment précis ; on fait un bilan une fois par an. C'est un outil du technicien qui va apporter un plus à un éleveur performant [celui qui déjà satisfait à toutes les conditions sanitaires]. C'est pour les producteurs au top ; pour appuyer le producteur dans son choix de réforme, quand visuellement il n'a plus de femelles à réformer."

On peut penser en effet que si le producteur "cible" pressenti pour ce conseil pratiquait une GTI informatisée sur son élevage, cet "*outil du technicien*", actuellement en expérimentation, n'aurait plus vraiment de raison d'être... Sans nier le rôle que peut jouer le technicien quant à l'interprétation des résultats, il est possible que la GTI, en le contraignant à travailler sur les documents de l'éleveur, soit perçue comme une "dépossession" de ses propres outils.

e. La production de lapins de chair

Les éleveurs ont pour leur part, pour ceux que nous avons rencontrés, des avis divergents quant à l'utilité et la pertinence d'un suivi en GTI de leur cheptel, et par rapport aux points de débat évoqués, occupent donc différentes positions selon les cas.

Les deux producteurs interviewés qui utilisent une GTI sont de farouches défenseurs de l'outil : "*La GTI, si je n'ai pas ça je ne peux plus travailler*". Ils considèrent la GTI comme une réelle aide à la conduite de leur élevage, essentiellement pour la réforme des animaux. La GTI leur permet effectivement :

— de paramétrer des seuils de réforme :

"À partir du moment où on enregistre, on a les résultats des performances techniques. On fixe des paramètres, par exemple pour la réforme des femelles. Ce sont les paramètres classiques, par exemple une mère qui fait zéro [saillie négative] deux fois de suite, ou moins de cinq lapins deux fois de suite, elle va sortir sur la liste des femelles à réformer."

— et de classer les femelles selon leurs performances :

"Les bilans [classement des femelles] c'est pas mal. Par exemple je sors les meilleures femelles. Je regarde si elles sont à moi, ou si je les ai achetées ailleurs. C'est comme ça que vous vous apercevez que vous avez des femelles en GP qui ne sont pas terribles. C'est comme ça que j'ai changé de fournisseur, parce que je n'avais pas de bons résultats. J'avais une fonte de cheptel plus importante."

Un de nos interviewés semble avoir totalement intégré le discours de la recherche et du développement, lorsqu'il affirme que *"l'économie commence par la gestion de la femelle"*, et qu'il *"a besoin de la GTI même avec l'insémination artificielle, car s'il y a un problème, il faut pouvoir repérer quelle femelle pose problème"*.

Par ailleurs, le travail sur informatique, même s'il a pour conséquence que l'éleveur *"se décharge beaucoup sur le logiciel [et] connaît moins visuellement les animaux"*, apparaît comme un outil sécurisant dans la pratique :

"L'avantage, par rapport à des gens qui travaillent avec des pinces à linge par exemple, c'est que si ce n'est pas vous qui travaillez, c'est beaucoup plus facile. Et si un lapin s'échappe et met en l'air toutes les pinces à linge ! Là il n'y a pas de risque d'erreur du tout : s'il y a une erreur dans le numéro de la femelle, l'ordinateur refuse. C'est très sécurisant d'un point de vue travail."

Enfin, l'éleveur qui utilise CPL Micro apprécie le fait de bénéficier des analyses de groupe de l'INRA : *"Tous les mois je transmets la disquette à l'INRA. Le retour permet de me situer par rapport à la moyenne nationale"*. Cette personne regrette seulement que le logiciel n'aille pas jusqu'à l'engraissement : *"On est censé mettre la date de naissance sur la cage engraissement ; lorsqu'on fait le planning, on pourrait, après le sevrage, avoir la cage engraissement et aller jusqu'au planning des ventes"* ; et souhaiterait qu'il existe une interface entre GTI et GTE, de façon à ne pas avoir à reprendre manuellement les données sur les fiches de la GTE à transmettre au groupement : *"Ça pourrait être faisable de faire le lien avec la GTE ; d'avoir un petit logiciel GTE pour enregistrer les frais, et transférer les données GTI sur la GTE"*. Notre interlocuteur estime également qu'il manque à l'heure actuelle une maintenance plus régulière du logiciel CPL Micro (qui est aujourd'hui assurée par l'INRA), et que d'une manière générale *"il manque un échelon de promotion / commercialisation du produit"*.

Les autres éleveurs rencontrés, qui n'enregistrent que des données technico-économiques, ont des opinions opposées, et ne voient pas quel intérêt ils pourraient avoir à suivre leur cheptel en gestion technique individuelle. Au sein de l'ensemble des arguments évoqués en défaveur de la GTI, ces éleveurs insistent particulièrement sur le faible intérêt du mode de gestion eu égard à la contrainte d'enregistrement, et sur le caractère suffisant et satisfaisant des fiches manuelles d'élevage et des instruments traditionnels d'organisation du travail (tableaux à pions, pinces à linge, ...).

Ainsi, ces producteurs estiment tout d'abord qu'une information sur la génétique et la carrière de la femelle, même si elle peut être intéressante, reste superflue pour une production à cycle court comme le lapin, eu égard aux contraintes qu'elle impose :

"Mon mari pour les bovins a une GTI et une GTE séparées. Moi, ça ne me manque pas, c'est difficile de suivre chaque femelle, la génétique et tout. Ce n'est intéressant que pour les multiplicateurs, et encore. Moi je ne marque que pour les GP. [...] La GTI, c'est intéressant pour la sélection. Mais pour nous non, ça ne me paraît pas primordial pour l'exploitation. Ce serait vraiment se compliquer la vie. Le lapin c'est ponctuel, ça produit trop vite, ce serait difficile. C'est une production contraignante, à surveiller de près. Ça en plus, je n'en vois pas l'utilité. Ce n'est pas notre travail. Si, par rapport aux femelles qu'on garde. Il faudrait que les GP qu'on a, on sache de quel AGP elle viennent, femelle et mâle. A condition de connaître leurs points faibles."

Ils estiment également qu'ils disposent d'outils - fiches manuelles et systèmes de plannings visuels - satisfaisants à la fois pour organiser leur travail au quotidien, et surveiller les animaux, sur le plan des performances techniques comme sur celui de l'alimentation. Ils semblent attachés aux fiches d'élevage :

"Ce serait embêtant de ne plus avoir la fiche de la lapine sur la cage. On voit tout de suite, par exemple le nombre de saillies infructueuses. Là sur l'ordinateur, il faut ressortir la fiche pour consulter."

Un éleveur nous explique par exemple comment la lecture de ses fiches lui permet de suivre la bonne marche de son élevage :

"J'ai des fiches individuelles : des fiches roses pour les femelles GP, et des fiches blanches pour les parentales simples. Et les fiches [jaunes] d'engraissement par lot. Les fiches permettent de repérer s'il y a un problème. Par exemple là [sur une fiche jaune], on voit tout de suite, selon l'aliment. On voit qu'à la cinquième semaine, la mortalité augmente. C'est l'aliment anti-stress qui ne convenait plus."

Certains expriment aussi un peu d'appréhension face à l'inconnu que représente l'informatique :

"M'équiper, je ne sais pas. Je ne sais pas s'il y a un logiciel qui existe. Le problème, c'est s'il est en panne, si on a tous ses renseignements là dedans, on ne peut plus travailler. Est-ce que les renseignements, ils risquent de s'effacer si on

fait une erreur ? Sinon, si jamais tout s'efface, je ne sais pas où on peut retrouver les renseignements."

Enfin, une femme producteur qui utilise actuellement CPL Micro, car elle réalise sur son élevage une expérimentation avec l'INRA sur l'alimentation des mâles, n'envisage pas de poursuivre une GTI une fois l'essai terminé, car elle a *"une habitude de travailler autrement"*, et préfère son système de fiches et de tableau à pions aux plannings de travail informatisés :

"L'INRA m'a demandé de faire un essai. Ils sont venus une matinée, pour tout mettre sur ordinateur. Je n'avais jamais touché un ordinateur. Il m'a fallu enregistrer toutes les femelles. Quand on ne sait pas se servir de l'ordinateur, on se bloque. [Après l'expérimentation] ça ne me dirait pas de continuer avec le CPL Micro. La femelle j'ai la fiche, je vois tout de suite. C'est une habitude de travailler autrement. Celui qui vient dans mon élevage qui voit toutes ces fiches, c'est vrai qu'il doit se dire comment elle fait ! L'informatique fait double, voire triple emploi. [...] Peut-être que les grosses unités ne peuvent pas se permettre d'avoir trop de fiches [et la GTI serait alors intéressante]. Le tableau de pions [Sanders], il ne faut pas avoir plus de 200 femelles. Un planning des saillies, c'est vrai que ça peut être utile, mais avec le tableau je m'y retrouve. Quand je regarde le tableau, d'un seul coup d'oeil je vois ce qu'il y a à faire. S'il y a beaucoup de vert, c'est qu'il y a beaucoup de petits."

f. L'abattoir

Enfin, au "bout" de la filière, l'abatteur voit l'intérêt d'une GTI comme pouvant répondre à son souci de connaître l'origine des animaux qu'il achète, pour se garantir des animaux auto-renouvelés, ou de souches lourdes :

"Moi, ce qui m'intéresse, c'est que le niveau de sélection soit contrôlé. Beaucoup d'éleveurs sont tentés de s'auto-renouveler. La filiation m'intéresse ; par exemple, j'aimerais savoir quelle souche est à l'origine du produit que j'achète, quelle est sa définition. Aujourd'hui, je suis sûr que j'ai des gens qui ne sont pas en sélection, qui font de l'auto-renouvellement. Avec l'auto-renouvellement, les femelles ont moins de prolificité, et le produit qui sort est moins performant au niveau boucherie."

Toutefois, s'il souhaite, pour se garantir, que les animaux qui entrent dans son abattoir soient certifiés, il n'imagine pas pour autant une GTI systématique chez les éleveurs, qui

créerait une contrainte trop lourde pour le producteur : *"Une GTI pure pour l'éleveur, je ne vois pas l'intérêt. Un contrôle GTI au jour le jour, d'abord, ce serait ingérable"*.

En conclusion, la GTI apparaît avoir, à l'échelon "horizontal" de la production de lapins de chair, un rôle moins stratégique que celui qu'elle assure dans les échanges "verticaux" au sein de la filière, comme moyen de contrôle respectif d'un échelon sur un autre. Si la GTI pour le producteur de chair apparaît nécessaire à la recherche et au développement pour élargir les bases d'expérimentation, elle n'est pas perçue comme une démarche prioritaire par les acteurs des autres échelons de la filière. Le développement de la GTI pour l'éleveur se heurte à l'absence d'enthousiasme des techniciens, qui ne portent pas, voire freinent, ce mode de gestion, et aux habitus professionnels des producteurs qui estiment disposer avec leurs méthodes manuelles d'outils suffisants pour gérer leur cheptel.

IV. LES ENJEUX DE LA CENTRALISATION DES DONNÉES GTI

Au-delà des conditions de développement des pratiques de GTI, par l'ensemble des sélectionneurs et multiplicateurs, et par les éleveurs, ce dernier chapitre va être consacré à l'analyse des conditions de la centralisation des données GTI au sein d'une base générale. Nous allons dans un premier temps étudier les intérêts et limites d'une base de données centralisée, en montrant que les perceptions de ces intérêts et limites se comprennent à nouveau en fonction de la position des acteurs dans la filière. Ensuite, nous analyserons les voies possibles de compromis sur ce projet.

A. LES INTERETS ET LES LIMITES D'UNE CENTRALISATION DES GTI : DES PERCEPTIONS À NOUVEAU RELATIVES A LA POSITION DES ACTEURS DANS LE SYSTEME

1. LES ACTEURS DE LA RECHERCHE : LES INITIATEURS DU PROJET

Les chercheurs de la SAGA à l'INRA sont à l'origine de la volonté d'harmoniser les différents systèmes de gestion technique individuelle existants, et de centraliser les données issues des GTI au sein d'une base de données nationale. L'objectif de ce projet est double : d'une part faciliter et développer le travail réalisé avec les sélectionneurs, et d'autre part mettre au service de la profession une base de données structurée.

a. Faciliter et développer le travail avec les sélectionneurs

L'INRA, comme nous l'avons vu dans la première partie, développe des collaborations avec les sélectionneurs plus ou moins étroites suivant les cas, certains sélectionneurs travaillant "*quasiment seuls*", et d'autres faisant régulièrement appel aux conseils et à l'expertise de l'organisme de recherche. Dans le cadre de ce travail, l'objectif de la SAGA est d'"avoir un système le plus transparent pour échanger des informations avec les sélectionneurs".

Actuellement, un sélectionneur peut demander à la SAGA son conseil, et lui envoyer une disquette de données, par exemple parce qu'il se heurte à "*un problème dans une souche*", sur laquelle "*il semble qu'il y ait une anomalie génétique*". Le fait que la

structuration des données du sélectionneur ne soit pas totalement compatible avec celle qui existe en interne demande aux chercheurs un ensemble de "manipulations", qui pourrait être évité si les GTI étaient pensées en cohérence.

Par ailleurs, l'objectif de l'INRA est, en regroupant un stock d'informations sur une base de données homogène, de créer les conditions d'un développement de recherches plus systématiques en collaboration avec les sélectionneurs. Un de nos interlocuteurs cite en exemple une expérimentation réalisée par la SAGA sur la vitesse de croissance post-sevrage, dont les résultats ont été confrontés à ceux d'un sélectionneur, et ont fait l'objet d'une publication commune. Pour la SAGA, cette collaboration a permis *"de pouvoir vérifier que chez un sélectionneur, on retrouvait la même chose"*, et d'une manière plus générale, ce type de travail en commun, et la possibilité d'expérimenter sur les données de plusieurs sélectionneurs, conduisent à un enrichissement de la connaissance, et donc à un bénéfice à terme pour les sélectionneurs et pour l'ensemble de la filière.

Enfin, un interviewé rajoute qu'une centralisation des données, et donc la possibilité de développer davantage d'expérimentations et de faire progresser la connaissance, serait un atout pour les sélectionneurs français face à la concurrence européenne qui ne va pas manquer de s'établir :

"Ce serait intéressant d'avoir toutes les données en main. On arrive à l'ouverture sur l'Europe. Les sélectionneurs français, - qui sont à la pointe avec les italiens -, vont devoir affronter la concurrence. En Espagne, il y a une profusion de sélectionneurs privés. Une base de données permettrait de mieux faire face à la concurrence européenne."

b. Mettre au service de la profession une base de données structurée

Le souhait de l'INRA, même s'il se situe de façon prioritaire au niveau d'une participation des sélectionneurs à la base de données, est également d'élargir cette base à des données d'élevage³⁰. L'objectif serait que les instituts techniques, les organisations professionnelles, les firmes d'aliments ou les groupements de producteurs enrichissent la base de données en menant des suivis expérimentaux sur un ensemble d'élevages³¹. Le

³⁰ Le fait que l'objectif de l'INRA soit double laisse parfois planer une certaine imprécision dans le discours de nos interlocuteurs, et explique que le projet de centralisation ne recouvre pas les mêmes réalités selon les acteurs rencontrés : certains se représentent le projet comme celui de la centralisation des données de la sélection et de la multiplication, d'autres se représentent la base de données élargie aux informations des élevages.

³¹ Les éleveurs, vu leur réticence *a priori* à mettre en place spontanément un système de suivi technique individuel, seraient pour ceux qui participent à la base de données, dédommagés pour le temps passé à

postulat des chercheurs de la SAGA est en effet de penser que des organismes comme l'ITAVI ou la FENALAP ont besoin de références terrain, et l'objectif est de mettre à leur disposition un outil structuré qu'ils pourront alimenter et exploiter :

"Le projet n'est pas qu'un projet «sélectionneurs» ; là l'idée, c'est au niveau de l'ensemble de la profession. [...] On espère qu'on ne sera pas les seuls à utiliser ces données. Par exemple la profession dit «on a tel problème», qu'elle se rende compte qu'il y a un outil à sa disposition. Que les gens prennent le réflexe de dire que tel élevage expérimental, on le suit en GTI ; pour les demandes de subventions par exemple. Au niveau des professionnels, je pense que c'est un outil dont ils ont besoin. [...] On propose quelque chose à une filière, à des acteurs. C'est le rôle des pouvoirs publics. Après les gens sont assez grands pour savoir ce qu'ils en font. [...] S'ils ne veulent pas, tant pis. Les seuls avec lesquels on insistera, ce sont les sélectionneurs."

c. Une rénovation de la base CPL

Sur le plan technique, l'objectif de l'INRA serait de faire converger les méthodologies et les outils de gestion technique individuelle utilisés actuellement (CPL Papier, CPL Micro, CLAP, CUNILOG, les logiciels propres aux sélectionneurs), et de créer des interfaces pour que ces outils puissent alimenter une base de données unique. Cette base serait celle, rénovée, du CPL actuellement au CTIG (Centre de Traitement des Informations Génétiques) au centre INRA de Jouy-en-Josas³².

L'INRA propose que sa base expérimentale GEEL (Gestion des Élevages Expérimentaux Lapins), initiée en 1989 pour la gestion commune à l'ensemble des élevages que l'organisme suit en GTI, et qui tourne aujourd'hui *"en routine depuis un an"*, serve de modèle de structuration pour la rénovation de la base générale CPL.

L'intérêt, sur le plan technique, d'une base centralisée est de garantir *"une sécurisation des données"* : *"les données sont validées, archivées, structurées, et mises à disposition"*. Par ailleurs, une harmonisation des outils de GTI pourra peut-être *"être un argument favorisant la GTI pour les multiplicateurs [dont beaucoup ne font pas encore de GTI], qui auront un panel d'outils à leur disposition"*.

l'enregistrement des données, sous forme de ristournes sur l'aliment ou l'achat d'animaux reproducteurs par exemple.

³² La base CPL actuelle va être développée sous Oracle, avec une organisation en tables en lien les unes avec les autres, pour offrir un *"système plus souple et plus évolutif"* que ce qui existe actuellement.

2. LES SÉLECTIONNEURS : UNE RÉTICENCE *A PRIORI* A LA CENTRALISATION

Les sélectionneurs sont les principaux acteurs concernés par l'alimentation de cette base de données centralisée que souhaite la SAGA. Comme le fait remarquer un de nos interlocuteurs : *"Sur la liste des personnes à interviewer pour cette étude, on n'est que deux sélectionneurs. Or la GTI, c'est la centralisation des performances des animaux. Les autres structures ne sont pas directement concernées. C'est sûr, tout le monde va être intéressé par les résultats de la centralisation. Mais le problème, c'est que c'est nous qui allons donner des informations !"*. Or les sélectionneurs rencontrés se montrent, comme nous allons le voir, assez réticents *a priori* à transmettre ces informations relatives à leurs élevages.

a. Un souci de confidentialité des données

Le premier souci des sélectionneurs est celui de la confidentialité des données, qui ont un coût et une valeur en terme commercial, et nos interviewés s'interrogent sur les garanties qui peuvent leur être offertes quant au respect de cette confidentialité :

"Quand on informe l'INRA de nos travaux, on est très soucieux que ça reste confidentiel. Comment est-ce qu'on peut utiliser nos données ? En tant que sélectionneur, le problème, c'est de savoir quelles sont les garanties que l'on a sur la confidentialité. Aujourd'hui, ça passe à travers un homme en qui on a totalement confiance. Mais demain, peut-être ce ne sera plus lui, et quelles garanties on a de ne pas tomber sur quelqu'un qui ne se souciera pas de confidentialité."

"Les données ont une valeur, et un coût. A une première réunion du comité de pilotage, j'avais déjà dit : «si vous faites des études sur nos données, et que vous trouvez des informations intéressantes, qu'est ce que vous en faites ? Vous les donnez à tous les éleveurs ?» Et ce n'est pas facile de répondre à ça."

Un de nos interlocuteurs affirme ainsi ne pas souhaiter *"confier ses données en continu"*, dans la mesure où il ne fait *"pas trop d'illusions"* sur de possibles garanties de confidentialité : *"Je me vois mal donner mes données en continu... Une fois qu'on a donné, on a donné... Que ce soit accessible à tout le monde, je le crains"*. L'autre sélectionneur estime pour sa part que *"si on renseigne la base de données centralisée sur l'origine génétique, les sélectionneurs ont quand même leur mot à dire"*.

Les sélectionneurs rencontrés sont effectivement soucieux que les résultats acquis à partir d'un travail sur leurs données ne soient pas divulgués à leurs concurrents. Tout en reconnaissant aux chercheurs de la SAGA un total souci du respect de la confidentialité, ils voient déjà comme un mal inévitable que l'avancée des connaissances acquises par la SAGA à partir d'un travail sur leurs données profite forcément à d'autres, puisqu'elle renforce l'expertise des chercheurs :

"Aujourd'hui, on envoie [à l'INRA] nos données pour avoir leur avis, pour améliorer le processus de sélection. Ils ne vont pas divulguer nos données. Mais ils font progresser leurs connaissances à partir de nos données, et ça sert à d'autres. Je les imagine mal ayant acquis des connaissances, et quand ils rediffusent des conseils ne pas y faire appel."

"L'INRA ne propose rien, mais se contente de nous donner des moyens par rapport aux objectifs qu'on s'est fixé. Ce n'est pas eux qui vont nous dire «peut-être que vous devriez alourdir votre femelle Y, ou que la femelle Z ait 3 oreilles». Mais avec l'INRA, on a confronté nos méthodes de base au niveau de la sélection. On avait des méthodes différentes, et finalement ils ont dit «peut être que c'est vous qui avez raison». Ils vont le valoriser quand ils vont travailler avec d'autres. C'est normal."

Finalement, un des sélectionneurs conclut que *"le risque, c'est que plus ça va aller, plus on va avoir le même animal. À partir du moment où l'INRA est le point de retour de tout le monde... ; nos femelles vont se ressembler de plus en plus"*. Mais par ailleurs, la crainte ne semble pas être seulement celle d'une concurrence hexagonale, puisque les sélectionneurs espagnols paraissent également être conseillés par l'INRA, et menacer le marché :

"L'INRA aujourd'hui est en relation permanente avec l'étranger, l'INRA a formé les Espagnols. Il est hors de question de donner des informations à l'INRA [...] qui donne de l'information aux Espagnols qui viennent nous concurrencer. [...] Nous on a des notions économiques très importantes. Je ne peux pas me permettre que dans cinq ans arrive sur le marché un sélectionneur aidé par l'INRA parce que j'ai donné mes données. Quelqu'un peut arriver, c'est normal, mais je veux éviter que ces gens là profitent qu'on ait centralisé les données."

b. Une remise en cause de l'activité de sélection de l'INRA

La confidentialité des données est d'autant plus délicate à garantir aux yeux des sélectionneurs que l'INRA, qui souhaite la centralisation, est à la fois centre de recherche et d'expérimentation, mais aussi sélectionneur et diffuseur de souches animales. De par cette

position, l'INRA apparaît aux sélectionneurs indépendants comme un concurrent potentiel, par l'intermédiaire de ses démultiplicateurs, et aussi par l'intermédiaire de certains de ses chercheurs en interne :

"Théoriquement, l'INRA a la mission d'être au service de toutes les structures. Mais l'INRA a mis au point une génétique propre. C'est toute l'ambiguïté du système. Au travers de leurs démultiplicateurs, ils sont concurrents. [...] Par exemple, certains chercheurs de l'INRA ont des liens familiaux avec des éleveurs de lapins lignée mâle. Quelles garanties j'ai, si on a fourni toutes nos données, que ça ne sert pas ces élevages. Ce sont des gens qui devraient être neutres, mais qui vendent de la génétique."

Nos interlocuteurs remettent en cause ce double rôle joué par l'INRA, et estiment que l'organisme public devrait se limiter à un rôle de recherche :

"Le rôle de l'INRA, c'est le conseil. Ce n'est pas d'indexer, ce n'est pas de faire un travail quotidien de sélection. [...] Je crois que l'INRA doit se cantonner à un rôle de génétique, au sens scientifique du terme, et à une activité de conseil. Alors que nous, on fait de la sélection, c'est à dire le choix des animaux. L'INRA est sélectionneur, et à mon avis ce n'est plus son métier, dans notre domaine où ce sont des cycles courts, et où la sélection n'a pas ce caractère collectif qu'elle peut avoir dans d'autres domaines comme en bovin. En bovin, ce n'est pas une entreprise qui propose une sélection concurrente d'une autre. Dans le lapin, ce sont des entreprises qui sont propriétaires des animaux. La relation de l'INRA avec des entreprises n'est pas la même qu'avec un groupement."³³

c. Le souhait d'un conseil ponctuel et personnalisé

³³Remarquons que le souhait d'une limitation plus stricte du rôle de l'INRA n'est pas seulement exprimé vis-à-vis de l'activité de sélection de l'organisme public, mais également vis-à-vis de son activité de conception de logiciel. Le concepteur indépendant interviewé regrette effectivement d'avoir à faire face à une certaine concurrence entre son produit et CPL Micro : *"Avec l'INRA, normalement le logiciel ne devrait pas être en concurrence, car le produit de l'INRA est plus orienté vers les multiplicateurs et les sélectionneurs. Mais parfois on s'est un peu marché dessus. On a ressenti de la concurrence dans le Sud Ouest et le massif central, dans les régions proches de Toulouse, où on a eu quelques revers alors que ça semblait acquis. Le GIE Midi Pyrénées a aussi fait preuve d'un certain protectionnisme lorsqu'on a tenté de mener une action commerciale auprès des éleveurs dans ces régions"*. L'INRA pour sa part dénie tout souci commercial, et "justifie" la conception et la mise sur le marché du logiciel CPL Micro par le fait qu'au départ, aucun produit n'existait, et qu'ensuite, la tentative de confier la diffusion à un organisme extérieur a échoué : *"On s'était promis de ne pas faire de logiciel, et rien ne se faisait. Alors finalement, on s'est lancé. Et ensuite, il était trop tard pour reculer. On a essayé de confier la diffusion du logiciel à la CCPA, et ça a échoué ; ils ont trouvé que le marché était trop petit"*. Un troisième interlocuteur estime toutefois que cette situation ne pourra pas durer : *"Il y a quelques années, il y a eu une rencontre entre la CCPA et l'INRA pour faire un logiciel commun. Ils ne se sont pas mis d'accord. Mais c'est comme ça qu'il faudra que ça se termine, car aujourd'hui, c'est limite au niveau concurrence"*.

Il ne faudrait pas déduire des réticences exprimées par les sélectionneurs qu'ils ne souhaitent pas, ou ne voient pas l'intérêt de collaborer avec l'INRA. Au contraire, nos interlocuteurs réaffirment le bien fondé d'un conseil et d'une expertise extérieurs, de la part d'une institution qui, même si elle a une activité de sélection, est avant tout un organisme de recherche, et qui, par conséquent, a des moyens de recherche que les firmes n'ont pas forcément, et peut mener un travail fondamental alors que les sélectionneurs sont eux soumis aux contraintes des réalités zootechniques et économiques :

"La collaboration avec l'INRA est positive au niveau du conseil, de la conception ou si on a un problème. Nous, nous sommes sans cesse suspendus au rythme biologique des animaux. A l'INRA, ils peuvent faire de la sélection pour leurs animaux, avec une logique scientifique, pour la mise au point de méthodologies."

"On travaille en collaboration avec l'INRA. L'INRA a une manière différente de travailler, c'est positif. Ils n'ont pas les mêmes objectifs, la confrontation est enrichissante. [...] Ce sont des chercheurs qui, quand ils veulent quelque chose, l'obtiennent. À l'INRA, ils peuvent faire abstraction totale de la notion économique. Par exemple des vaches laitières, il peuvent tenter qu'elles produisent le maximum de lait, même si le lait est imbuvable. Ils font de la génétique fondamentale."

Mais les sélectionneurs souhaitent que cette collaboration reste ponctuelle, et être autonomes dans leurs choix de sélection³⁴ : *"On ne souhaite pas vraiment que l'INRA amène sa touche personnelle"*. Ils acceptent de transmettre des données (*"on est d'accord qu'on ne peut pas leur demander conseil sans fournir d'informations"*), mais au coup par coup pour un conseil ou une expertise, sous la forme d'une *"prestation de service"*, et sans avoir à alimenter de façon continue une base de données centralisée :

"Ils [l'INRA] peuvent faire des études en passant des conventions individuelles avec l'un et avec l'autre sélectionneur. Alimenter une grande banque de données comme ça, je ne vois pas trop l'intérêt. Malgré notre volonté de collaborer avec l'INRA, ce n'est pas une forme de collaboration qui me satisfait tellement. En revanche, on a quand même la volonté de collaborer. Je vois plus avec l'INRA un conseil à la carte. Avec l'INRA, je préfère une forme de collaboration ponctuelle, et personnalisée."

³⁴ Sur les modalités de la collaboration, nous avons vu dans le second chapitre que le sélectionneur associé à l'INRA souhaite aller vers une plus grande autonomie dans ses relations avec l'organisme de recherche, puisque cette firme met en place actuellement un nouveau programme de GTI, qui doit lui permettre de réaliser l'indexation des femelles en interne, et de s'affranchir des contraintes de délais et de rythme de traitement liées à la délégation de l'analyse à la SAGA.

d. Quelle plus value pour les sélectionneurs ?

Les sélectionneurs sont réticents *a priori* à alimenter une base de données centralisée, car ils ne perçoivent pas la plus value ou le bénéfice qu'ils pourraient en tirer, qui viendrait faire contrepois à leur crainte de non respect de la confidentialité de leurs informations. Ainsi, l'affirmation d'un chercheur de l'INRA selon laquelle "*pour le sélectionneur, il n'y a jamais trop d'informations*" est à relativiser si l'on écoute les intéressés. En effet selon leurs dires, si un intérêt potentiel d'une centralisation serait "*de pouvoir se comparer, de voir quelles sont les tendances, comment on se positionne*", cet intérêt n'est dans les faits pas réaliste, dans la mesure où aucun des partenaires ne souhaitera jamais que l'effet souche soit rendu public, comme l'a déjà montré une précédente expérience :

"On se heurte tout de suite à un problème de confidentialité. Par exemple on avait passé une convention pour tester sur les femelles INRA les performances de différents mâles. On était plusieurs à avoir nos souches en test, chacun a eu les résultats de ses souches, il n'y avait que l'INRA qui connaissait l'ensemble. Personne n'a souhaité qu'en face des résultats publiés soit mis le nom de telle ou telle souche."

Les sélectionneurs affirment donc ne pas avoir d'intérêt spécifique aux analyses cumulées et comparatives sur un grand nombre de données, puisqu'ils ne peuvent / ne souhaitent pas bénéficier des résultats comparés. L'un d'entre eux estime finalement que l'analyse comparative relève essentiellement d'un intérêt de chercheurs, et que la collaboration à une base de données a davantage pour objectif de satisfaire les souhaits de l'INRA que de répondre à un besoin des sélectionneurs :

"[L'intérêt d'une base de données GTI centralisée ?] Je vois ça plus dans un cadre de relations avec l'INRA que comme relevant d'un besoin. [...] Le travail comparatif n'a d'intérêt que pour l'INRA, pas pour nous puisqu'ils ne donneront jamais les résultats de nos concurrents. [...] Au niveau de l'efficacité de la gestion quotidienne pour nous, il n'y a aucun avantage [à la centralisation des données]. Moi, je n'ai rien à faire qu'il y ait une bonne corrélation sur la souche de nos concurrents, je ne peux rien faire dessus. [...] C'est une motivation de chercheurs d'avoir beaucoup de données à valider. Moi, je ne vois pas quelles retombées on peut avoir."

Le constat établi par nos interviewés est en effet que les firmes de sélection et l'INRA obéissent à des logiques différentes, et que les sélectionneurs sont soumis à une contrainte

de rentabilité économique de leur entreprise qui est contradictoire avec la mission d'intérêt collectif de la filière cynicole que poursuit l'organisme public :

"L'INRA parle de «l'élevage du lapin en France», c'est une vision très collective. Nous, c'est notre propre bilan technique et économique qui nous intéresse, ce n'est pas «le lapin en France». Nous, nous ne sommes pas philanthropes, on préfère que les gens s'intéresse à notre souche. Avoir une vision collective de la sélection, c'est une utopie. On travaille tous à l'inverse, on ne va pas être hypocrites. On ne va pas se voiler la face, on travaille pour que nos entreprises tournent, et soient les meilleures. [...] Quelque part il y a une divergence de point de vue. L'INRA a une mission publique, et nous, on a à faire fonctionner une entreprise."

"Nous on a des exigences en tant que structure privée, on a des contraintes de rentabilité. L'INRA a des objectifs différents. [...] L'INRA n'est pas un sélectionneur mais un organisme de recherche qui fait de la recherche fondamentale. Ils ont sorti un produit pour payer leurs activités de recherche."

Ainsi, un de nos interlocuteurs compare la situation à celle d'autres secteurs privés où les entreprises, en concurrence, protègent leurs informations :

"Ça m'étonnerait qu'un laboratoire pharmaceutique file ses résultats à l'INSERM en dehors de tout contrat. Ou un fabricant de véhicules qui donne les résultats de ses tests de carrosserie."

e. Vers quelle coopération ?

Finalement, il semble que les sélectionneurs voient l'intérêt d'une harmonisation des GTI, et sont prêts à réfléchir à une mise au point de la compatibilité de leurs logiciels, pour faciliter les collaborations avec l'INRA, mais qu'ils ne voient guère pour le moment l'intérêt d'une centralisation des données.

Toutefois, les deux sélectionneurs interviewés, s'ils s'accordent sur les points de vue qui viennent d'être exposés, n'affirment pas en définitive tout à fait la même position. En effet, l'un est assez radical et déclare n'être pas prêt "à envoyer des données dans une banque de données", et n'être "pas d'accord" pour que l'INRA "travaille sur des fichiers confondus", alors que l'autre est plus nuancé. Tout d'abord, il voit quand même un intérêt à une centralisation des données, qui serait "d'obliger les gens à entrer dans un système contrôlable". Ainsi de son point de vue, "la centralisation des GTI permettrait de vérifier que les GTI sont bien faites", puisque l'organisme responsable de la base "accréditerait auprès de la FENALAP le fait que le sélectionneur fait un travail de GTI sérieux". Par

ailleurs, il envisagerait aussi comme possible de transmettre des informations, et que les données soient fusionnées pour éliminer toute indication quant à leur provenance :

"Il faut voir un moyen simple d'extraire de notre GTI les données à centraliser. L'idéal serait que l'organisme qui gère la base les rentre dans un tronc commun, et à partir de ce moment, qu'il n'y ait plus moyen de savoir d'où elles viennent, qu'on ne puisse pas dire de qui vient tel critère."

Cet interlocuteur insiste toutefois sur la nécessité que tous les sélectionneurs qui participent à la base l'informent strictement sur les mêmes critères :

"Il faut une centralisation sur quelques critères, les mêmes pour tous, renseignés par tout le monde. Il faut rester sur des critères simples, identiques pour tous : saillie, mise bas, nombre de nés, éliminés, ajoutés, sevrage, poids. Nous, [par rapport à nos critères de sélection], on a des choses qu'on enregistre, mais qu'on ne donnera pas. Il faut un modèle de transmission des informations qui soit le même pour tous. Je transmettrai dans la mesure où tous les gens faisant partie du système transmettent la même chose, ni plus ni moins."

3. L'ITAVI ET LA FENALAP : UN SOUTIEN AU PROJET ET UN INTERET ASSEZ DIRECT A LA CENTRALISATION DES DONNEES

Pour un institut technique comme l'ITAVI, la centralisation de données GTI a le principal intérêt de constituer une base sur laquelle l'organisme pourrait réaliser et suivre des expérimentations. Ainsi lorsqu'on parle de centralisation, notre interlocuteur imagine non seulement l'homogénéisation et le regroupement des données des sélectionneurs, mais aussi une extension de la base à des données d'éleveurs de lapins de chair, en *"imaginant demain un système différent de fonctionnement dans les élevages"*.

Le constat aujourd'hui est que face aux multiples innovations en matière de techniques d'élevage, l'ITAVI *"n'a pas la possibilité de tout tester"*, vu la lourdeur des expérimentations, sur le plan matériel et financier.

Dans ce contexte, l'objectif pour l'institut technique serait qu'un maximum des éleveurs expérimentateurs de ces nouvelles pratiques disposent d'un micro-ordinateur et d'un même système d'enregistrement des performances techniques individuelles des animaux, et puissent centraliser l'ensemble des informations sur une base sur laquelle l'ITAVI pourrait travailler³⁵. L'institut technique espère par ailleurs que la GTI évoluera progressivement,

³⁵ Notre interlocuteur fait toutefois remarquer que *"pour l'instant, [l'ITAVI] n'a pas les moyens de mettre à disposition des éleveurs des micros"*, et que *"le système de collecte en élevage pose problème"*, davantage que la définition d'un système cohérent d'enregistrement et de base de données.

au-delà de l'enregistrement des performances techniques des animaux, vers la prise en compte des données structurelles de l'élevage.

L'organisme pourrait ainsi suivre les résultats d'innovations en matière de techniques d'élevage. Notre interlocuteur cite à ce propos l'exemple des pratiques de stimulation lumineuse des animaux avant insémination artificielle, qui sont mises en oeuvre par certains éleveurs sur la base de premiers résultats techniques établis par l'ITAVI ; il serait intéressant pour l'organisme de pouvoir suivre les résultats de ces pratiques, ce qui est impossible sans système d'enregistrement et de remontée d'information :

"[Dans le cadre de la recherche sur l'insémination artificielle], on a travaillé sur le programme lumineux, et Sanders a diffusé nos résultats, ils les ont repris dans leur programme technique. Le problème pour nous, c'est qu'on n'a pas les résultats des éleveurs qui suivent ce programme Sanders. L'expérimentation c'est lourd, il y a énormément de contraintes. Si on avait une base de données avec des résultats qui permettent de suivre l'évolution de ces élevages... ; c'est dans ce sens que la GTI nous intéresse."

Une base de données centralisée permettrait également à l'institut de définir, par l'analyse des résultats des différentes nouvelles techniques expérimentées, celles qui apparaissent pertinentes et mériteraient d'être validées par une nouvelle expérimentation où toutes les conditions de neutralité et d'objectivité seraient garanties :

"Il y a beaucoup d'initiatives spontanées, dont les résultats ne sont pas forcément perdus [ils sont exploités par les groupements par exemple] ; mais nous, on n'a pas de références fiables et objectives par rapport aux expériences menées par les éleveurs. Par exemple, que la fermeture des boîtes à nid augmente la fertilité de la femelle, ça semble assez probable, mais ce sont toujours des résultats annoncés par des groupements ou des firmes d'aliments. Et il y a toujours confusion des intérêts commerciaux et techniques. La solution, ce serait qu'on refasse ça, nous ou l'INRA, pour le tester de façon objective. Mais ce n'est pas très rentable. La GTI permettrait de faire un tri : «cette technique vaut la peine d'être expérimentée, celle là, non»."

Si la pratique de la GTI était étendue, et les informations centralisées, l'ITAVI pourrait aussi développer davantage de collaborations avec les groupements, en réalisant par exemple à leur demande des analyses *a posteriori* sur les résultats d'expérimentations qu'ils auraient mises en oeuvre chez des éleveurs.

Enfin, disposer d'une base de données permettrait à l'institut technique de développer de nouvelles expérimentations, et d'affiner par exemple les connaissances que l'on a

aujourd'hui de l'évolution des performances techniques au cours de la carrière d'une femelle :

"On peut imaginer, dans les nouveaux systèmes d'élevages, des critères prédictifs. Pour les valider, il faut disposer d'une base de données. Par exemple, calculer la moyenne du nombre de lapins nés vivants sur les trois dernières portées, et les corrélations avec les portées d'avant. Intuitivement, tout le monde le fait, mais avec une base de données générale, on pourrait aller plus loin."

La FENALAP pour sa part défend avant tout le projet d'une centralisation des données GTI des sélectionneurs, car elle y voit un intérêt direct pour assurer son rôle de promotion de la qualité sanitaire des animaux et de garantie au producteur. La charte sanitaire "oblige" les sélectionneurs et multiplicateurs à suivre leurs cheptels en GTI, afin de pouvoir contrôler la production des animaux, et garantir leur qualité sanitaire. Dans ce contexte, la centralisation des données au sein d'une base unique constituerait aux yeux de la FENALAP un moyen de disposer de façon plus fiable et plus rapide des données d'un fournisseur d'animaux, en cas de litige avec un éleveur, et d'avoir de meilleurs moyens d'arbitrer dans le conflit :

"[La centralisation des données GTI], nous on pousse dans ce sens là. C'est intéressant essentiellement pour la charte sanitaire ; si les résultats sont centralisés, avec ce type d'outil, on attend de pouvoir disposer rapidement des résultats GTI. Les sélectionneurs sont censés fournir l'historique en cas de problème, mais c'est plus long ; alors que si c'est centralisé, on aura l'information tout de suite. Récemment, on a été confronté à ce problème, qui est toujours en cours au tribunal, car le sélectionneur nie que c'est de sa responsabilité. À la visite on a pas vu de problème, ni rien d'apparent à l'autopsie. Alors comment apprécier les responsabilités sans historique des animaux ?"

Par ailleurs la FENALAP, comme l'ITAVI, voit dans la centralisation des données GTI au sein d'une base générale un intérêt en terme de recherche appliquée, "comme démarche générale pour la filière lapin", dans l'objectif de "faire progresser l'élevage, améliorer la connaissance de la reproductrice lapine". Le bénéfice de la centralisation n'est pas envisagé en terme d'intérêt direct pour le technicien ou le producteur : "De façon directe, en terme d'appui à l'éleveur, mis à part une comparaison des souches... ; l'effet souche, raisonnablement, on ne peut pas aller jusque là". En revanche, la centralisation "ressort de l'intérêt général de la filière", et notre interlocuteur insiste notamment sur les progrès potentiellement réalisables en matière de connaissance sanitaire :

"En terme sanitaire, la centralisation GTI devrait appeler une meilleure connaissance de ce qui se passe. On a essayé d'affiner le contrôle en élevage, il faudrait voir si on pourrait faire des analyses plus fines. Aujourd'hui on ne sait pas quoi rechercher. Si on constate une baisse en GTI, on pourrait par exemple garder les animaux, voir ce qui se passe, voir l'évolution des pathologies. Au niveau sanitaire, il y a encore beaucoup de choses qui ne sont pas connues. Aujourd'hui, le taux de mortalité avant sevrage est de 18,5 %, et celui de mortalité à l'engraissement de 11,5%, soit 30% des animaux qui «dégagent» entre la naissance et la vente. Ça veut dire que là-dessus, il y a sûrement une marge de progrès, et la GTI peut peut-être être une source de connaissance."

Ces progrès potentiels, s'ils conduisent à une meilleure connaissance des pathologies et à la mise au point de moyens de réduire la mortalité des animaux, pourraient constituer en outre une justification aux yeux des éleveurs du bien-fondé de ce mode de suivi technique individuel, et peut-être aussi un moyen d'en promouvoir sa pratique :

"Faire redescendre l'information au niveau du producteur de base, ce n'est pas évident. Il y a un intérêt indirect pour l'éleveur, mais le lien, à faire comprendre pour l'éleveur de base, ce n'est pas facile. [...] Si l'étude d'un pool de données GTI peut être un moyen de faire baisser le taux de mortalité, ça peut être un moyen de faire le lien vers l'éleveur, de lui faire comprendre que la GTI n'est pas un délire de chercheur."

À propos des réticences des sélectionneurs à transmettre leurs informations et de leur questionnement quant à la confidentialité des données, nos interlocuteurs de l'ITAVI et de la FENALAP estiment que la demande de confidentialité, totalement compréhensible et légitime, doit pouvoir être garantie, notamment en ne faisant pas mention de la souche dans les résultats comparatifs. Ils pensent que les sélectionneurs ont alors à gagner à mettre en commun leurs informations, une base d'expérimentation élargie rendant possible des avancées en terme de connaissance qu'un travail sur leurs données seules ne permettrait pas. Un de nos interlocuteurs cite à ce propos, comme exemple de coopération possible malgré la concurrence entre les sélectionneurs, l'expérimentation qui a été réalisée sur les performances des différents mâles, dans le cadre des recherches sur l'insémination artificielle :

"Il y a inévitablement un aspect de confidentialité. Une entreprise de sélection a intérêt à travailler sur ses souches, à travailler à partir de sa GTI propre. [...] L'effet souche peut ne pas être mentionné. On peut parler de la souche A, B, C. On peut utiliser les résultats d'un pool d'acteurs, comparer sans dire qui. On a

*travaillé sur le sujet de l'insémination artificielle il y a quatre ans, pour apprécier la qualité du sperme utilisé. L'étude a été rendue publique, avec A, B, C, D. Seuls les sélectionneurs avaient connaissance de leurs propres résultats. A priori, c'était un problème totalement de concurrence. C'était au début de l'insémination artificielle. Les sélectionneurs ont eu le courage de s'engager là-dedans. [Comment l'expliquez-vous ?] Probablement parce qu'ils pensaient que ce serait utile en terme de connaissance."*³⁶

Par ailleurs, un des interviewés pense aussi qu'il peut être à terme utile pour les sélectionneurs de coopérer et de travailler en complémentarité, vu l'étroitesse du marché. Sa vision fait ainsi écho à la crainte exprimée plus haut par un sélectionneur qu'au fur et à mesure du temps, les femelles des différentes firmes se ressemblent de plus en plus :

"Il faudra leur garantir [aux sélectionneurs] la confidentialité totale des données. La mise en commun de leurs données, c'est un moyen d'aller plus loin, et eux auront toujours leurs propres mesures. Moi je les vois comme gagnants. Aujourd'hui, les souches sont assez différentes, avec des objectifs différents. Mais vu comment se réduit le marché, ils ont peut être intérêt à travailler en complémentarité."

Enfin, s'ils sont favorables à la création d'une base de données centralisées, nos deux interviewés posent toutefois la question de l'exploitation de cette base, en terme de représentativité. Si celle-ci est limitée aux sélectionneurs, *"il y a le problème du poids important de l'entreprise Grimaud en terme statistique ; on a peu d'opérateur, et avec un opérateur écrasant"*. Si la base est élargie à des données d'élevages, il faudrait que ceux-ci soient en suffisamment grand nombre pour pouvoir travailler sur des modalités spécifiques, ce qui semble difficilement envisageable :

"Le risque énorme de cette base de données, c'est qu'on ait cent élevages différents. On ne pourra que tirer des moyennes. On n'aura pas assez d'élevages représentatifs d'une modalité. Sur RENALAP, sur mille élevages, on a déjà des problèmes. Il faudrait plus d'élevages. Mais c'est irréaliste aujourd'hui".

4. LES TECHNICIENS ET LES ELEVEURS : UN DOUTE SUR LA FAISABILITE DU PROJET

³⁶ Notons à ce propos que la même expérience est relatée par deux interlocuteurs à l'appui de deux discours opposés. Le sélectionneur interprète l'expérience comme démontrant les limites de la coopération : il cite l'expérimentation pour témoigner qu'il y aura toujours souci de confidentialité et que l'information comparative n'a donc pas d'intérêt pour lui. Notre interlocuteur ici au contraire interprète la même expérience comme démontrant la faisabilité de la coopération, au-delà de la concurrence entre les firmes.

Les techniciens rencontrés, étant comme nous l'avons vu peu favorables au développement de la GTI pour l'éleveur, pensent spontanément, à l'évocation d'une centralisation des données GTI, à une mise en commun des informations des sélectionneurs uniquement. Leur réaction à cette hypothèse reste assez mitigée et souvent dubitative, car ils imaginent mal à l'heure actuelle la faisabilité du projet.

Quelques techniciens voient effectivement dans une base de données centralisée un intérêt général pour la filière, *"pour faire des études sur les programmes alimentaires, et sur le comportement des animaux"*. Ils estiment qu'avoir des résultats d'expérimentations sur un grand nombre de données pourrait faciliter le conseil du technicien auprès de l'éleveur, notamment sur la question centrale de la réforme des animaux en fin de carrière :

"La question, c'est savoir de quoi on a besoin. Une notion difficile à faire passer, c'est l'analyse des carrières des animaux jeunes et âgés. Ça peut aider à faire comprendre à l'éleveur que l'animal à douzième portée est moins performant. C'est intéressant en terme d'analyse de la carrière de la femelle, ça peut être une aide au conseil, si c'est fait à grande échelle. La technique de base n'est pas forcément bien gérée par le producteur. [...] Peut être, s'il a des chiffres, il va évoluer."

Cependant, aux yeux de la plupart des techniciens rencontrés, le principal intérêt d'une centralisation serait de pouvoir établir des comparaisons entre les souches :

"L'intérêt de la centralisation des GTI, c'est l'éternel suivi de la souche : savoir que tel sélectionneur a une souche qui évolue bien dans le temps, pouvoir comparer les souches entre elles."

Se pose alors évidemment la question de la confidentialité des données, à laquelle les techniciens ne perçoivent pas de réponse satisfaisante. Un des techniciens rencontrés compare lui aussi la situation à celle d'autres secteurs économiques marqués par une concurrence entre les firmes :

"Ça va être des performances individuelles ramenées à la moyenne des trois sélectionneurs. Il faudra qu'on demande à chacun de nous fournir sa moyenne, pour pouvoir comparer. Ça veut dire la même chose que de demander à Fiat, Renault et Peugeot les résultats de leur contrôle anti-pollution, de sortir une moyenne, puis de demander au fabricant de voiture comment vous vous situez par rapport à cette moyenne. Ça fait un peu tribunal... Je ne vois pas trop comment exploiter. La centralisation, je ne vois pas trop l'intérêt, sauf peut-être qu'ils utilisent la même méthode. Les sélectionneurs ont chacun leur stratégie."

Par ailleurs, un des techniciens s'interroge sur l'intérêt d'une base de données, si celle-ci n'intègre que les performances techniques des animaux : *"Une question, c'est quels sont les critères de sélection de la base de données. Par exemple, est-ce qu'on va intégrer l'alimentation ? S'il n'y a que les performances, et pas les éléments qui peuvent influencer ces performances, ce n'est pas intéressant"*.

Les éleveurs, lorsqu'ils expriment une opinion sur ce thème de la centralisation des données GTI³⁷, partagent le point de vue des techniciens quant au caractère délicat d'une comparaison en clair des performances des différentes souches :

"Si on parle en terme génétique, je ne vois pas quelqu'un expliquer que les lapins INRA sont moins bons ou meilleurs que les lapins de Tartempion. En terme éthique, c'est de la publicité comparative. Ça revient à classifier la valeur génétique de untel ou untel, prouver par l'informatique qu'un produit est meilleur qu'un autre. Si on regarde les publicités des marchands de lapins, ils ont tous des courbes supérieures à celles des autres."

Un autre éleveur enfin, que nous avons contacté mais qui a refusé l'interview, s'oppose au principe de transmettre les informations relatives à son élevage. Il pratique une GTI, mais il estime que ses données doivent rester confidentielles pour protéger ses intérêts économiques vis-à-vis de l'aval de la filière :

"Tant que les gens ignorent un peu ce qui se passe, on peut négocier. Plus on remonte de données, plus on se fait couillonner. Ça nous retombe dessus, le prix de revient du lapin, si on leur dit on sort tant de lapereaux, ils savent tout, le prix de l'aliment, etc.. ils peuvent encore compresser. Peugeot ne dit pas à Renault comment il fait. Pourquoi en agriculture il faudrait mettre tout dans le même panier. Ça joue toujours contre nous car on est en bout de chaîne."

5. LES AUTRES ACTEURS : UN CERTAIN SCEPTICISME

Les autres acteurs de la filière rencontrés au cours de l'enquête auraient tendance à partager le point de vue des techniciens et des éleveurs, en restant assez sceptiques sur la faisabilité du projet de centralisation des données GTI.

Un de nos interlocuteurs, qui se représente le projet au niveau de la mise en commun des données des sélectionneurs, l'envisage mal car il ne correspond pas avec ce qu'il ressent

³⁷ Les éleveurs rencontrés n'ont pas toujours une représentation claire de ce que pourrait être ce projet de centralisation des données GTI au sein d'une base générale, et n'ont alors pas grand chose à en dire puisque cela n'évoque rien pour eux.

de son expérience du terrain. Il a le sentiment en effet que la tendance des sélectionneurs irait plutôt vers une plus grande autonomie et une plus grande protection de leurs données, que vers une mise en commun de leurs informations sur une base générale :

"L'état d'esprit que je ressens, c'est que si certains sélectionneurs pouvaient s'affranchir totalement de l'INRA, ils le feraient. Pour protéger leurs données, mettre un halo autour. Il faut ramener les choses à leur réalité. La génétique est à la portée de beaucoup de monde, surtout quand on est aidé par les statistiques de l'INRA."

Un autre interlocuteur, qui envisage pour sa part la base de données étendue à des informations d'élevages de lapins de chair, reste quant à lui dubitatif quant aux moyens d'amener les éleveurs à pratiquer une GTI et à remonter les informations :

"[Le projet de centralisation des données GTI], c'est un objectif louable. Au niveau recherche pure, je comprends tout à fait le souci de l'INRA. Mais est-ce que ce n'est pas utopique ? Quels avantages donner aux éleveurs pour qu'ils retournent l'information ? Parce que si c'est sporadique, ce n'est pas intéressant pour l'INRA. Il faudrait faire sentir l'intérêt de retourner les fichiers. [Par quels moyens cela serait-il possible ?] Un syndicaliste agricole dirait qu'il faut des sous. Mais ce n'est peut-être pas la meilleure solution. [...] La remontée de données pourrait passer par l'intermédiaire des sélectionneurs et multiplicateurs. Mais chez les sélectionneurs je pense qu'il y a une crainte s'il y a une GTI chez l'éleveur, une crainte s'il apparaissait que leur souche est moins bonne."

B. VERS UN COMPROMIS : DE LA CENTRALISATION A L'HARMONISATION DES DONNEES

L'analyse des opinions des différents acteurs de la filière cynicole montre que les freins au projet de centralisation des données GTI ne se situent pas à un niveau technique, mais bien à un niveau stratégique. Tous les problèmes techniques ne sont pas résolus à ce jour, et la création d'une base de données centralisée demande un certain nombre d'ajustements, notamment quant à la définition précise de ce que chacun met sous les rubriques de la base³⁸. Cependant, l'ensemble des acteurs s'accorde à penser que les compatibilités,

³⁸ Par exemple comment est-ce qu'on définit une mise bas, quelle est la frontière pour la considérer comme un avortement ou comme une mise bas ? Ou encore, comment est-ce qu'on enregistre les présentations, les saillies négatives, ou les palpations, vu la diversité des pratiques des éleveurs. Etc...

techniques ou informatiques, ne représentent pas une difficulté majeure, et que la question est bien celle, stratégique, de la confidentialité des données :

"Au niveau informatique, on peut trouver un système pour avoir une compatibilité de nos données avec la base de données de l'INRA. Le problème reste la confidentialité des informations. Au niveau technique, on trouve toujours des solutions."

1. LES RETICENCES DES SELECTIONNEURS SONT CLAIREMENT PERÇUES PAR L'INRA

Les chercheurs de l'INRA sont aujourd'hui conscients des réticences des sélectionneurs à participer à une centralisation des données, et ils perçoivent clairement leur crainte face à une diffusion éventuelle des informations stratégiques relatives à leurs critères de sélection et aux performances de leurs animaux :

"Les sélectionneurs sont très jaloux de leurs données. Ils ont peur des données des concurrents, disent «vous, on fait confiance, mais si vous partez». C'est un problème de confiance dans la sécurité des données."

Ils savent qu'effectivement, comme le faisait remarquer un sélectionneur, la filière cynicole répond à une organisation moins collective que celle des bovins laitiers par exemple, dans laquelle la centralisation des informations a été imposée par le ministère, et que les firmes de sélection en lapin s'estiment propriétaires de leurs données. Par ailleurs, les firmes ont une taille suffisamment importante pour prétendre à leur autonomie et souhaiter protéger leurs informations : *"En avicole, quand les entreprises sont petites, elles n'ont pas les moyens, elles partagent. Mais quand les entreprises sont plus grosses, elles ont un souci de récupérer les données"*.

Enfin, les chercheurs de l'INRA ont également conscience du fait que les sélectionneurs perçoivent leur organisme comme un concurrent, de par son activité de vente d'animaux de souche, et qu'ils ne voient pas forcément d'un bon oeil que l'INRA "se mêle trop" de leurs affaires :

"On a beaucoup de mal à faire comprendre aux sélectionneurs qu'on n'est pas leur concurrent. On est perçus comme concurrent par beaucoup d'entre eux. On est accusé de vendre pas assez cher, d'utiliser des moyens publics pour leur faire concurrence."

"Les sélectionneurs ont peur de ne pas maîtriser la diffusion des résultats, et peur de voir l'INRA rentrer dans leur système. Nous, on le concevrait [la création de la base de données centralisée] comme une aide plutôt que comme une ingérence, comme un appui plutôt qu'une contrainte."

2. VERS UN PHASAGE DU PROJET, ET UNE LIMITATION DES AMBITIONS A COURT TERME

Cette conscience des réticences qui se manifestent face au projet de création d'une base de données centralisée semble conduire l'INRA à réviser ses souhaits et à limiter ses ambitions, pour penser un projet en étape et pour se satisfaire dans un premier temps d'un objectif minimal d'harmonisation des données. Ce à quoi veut parvenir l'organisme public aujourd'hui de façon prioritaire est une homogénéisation des modes de structuration des données, qui rende possible l'échange des informations et leur traitement :

"On a évolué sur cette question [de centralisation des GTI]. Il y a deux ou trois ans, on imaginait une centralisation totale, avec un discours très dur, ce devait être soit chez nous, soit pas chez nous. Aujourd'hui on a une position différente. L'objectif est de bien se mettre d'accord sur comment on structure les données, mais l'endroit où elles sont, peu importe. [...] Je ne me battrais plus pour la centralisation, mais pour structurer, pour pouvoir travailler sur les données si on en a besoin."

En revanche, l'INRA opte donc pour une position plus souple quant à la localisation des données, affirmant que le stockage des informations pourra rester chez les sélectionneurs. L'objectif est de rendre les échanges compatibles, puis de voir à l'expérience, au fur et à mesure des besoins des sélectionneurs, des preuves de garantie de confidentialité qui pourront être administrées, et de la confiance qui pourra s'établir, comment faire évoluer le projet vers une centralisation plus effective :

"Les données des sélectionneurs, ce n'est pas sûr qu'elles soient toutes sur la base. On pourra avoir des bases réparties. Il peut y avoir des bases locales compatibles. [...] Au départ, les sélectionneurs peuvent avoir tout chez eux, et en fonction des évolutions ça peut être chez nous, on évoluera en fonction de la confiance, des besoins des sélectionneurs, etc... Toutes les gammes de solutions sont possibles. Le point important pour le moment, c'est l'harmonisation : si on ne centralise pas, utilisons les mêmes outils."

Dans tous les cas, si la base de données est créée, l'INRA assure que la confidentialité des informations sera respectée, grâce à une organisation de la base en "*compartiments*", avec "*un système de vues*" et "*une série de privilèges*". En d'autres termes, chaque propriétaire de données n'aura accès qu'à ses propres fichiers, desquels il pourra extraire les informations sur lesquelles il souhaite qu'un autre prestataire intervienne, et lui transmettre. Que les données soient centralisées au CTIG ou sur des bases locales chez les

sélectionneurs³⁹, il reviendra au sélectionneur, s'il souhaite que l'INRA travaille sur ses données, de faire les extractions et de les mettre à disposition de l'organisme de recherche. Sur le plan technique, ce sera finalement à l'INRA de convaincre les sélectionneurs que la centralisation des fichiers sur la base centrale du CTIG leur assure une meilleure sécurité informatique des données, et éventuellement leur permet de réaliser une économie en matière de coût de gestion de leur base⁴⁰.

3. L'ADMINISTRATION ET L'EXPLOITATION DE LA BASE DE DONNEES

Outre la question de l'organisation de la base de données nécessaire pour garantir la confidentialité des informations, se pose également la question de l'administration de cette base. Comme le fait remarquer un intervenant dans le projet, *"quels que soient les systèmes de vues, il y aura toujours celui qui aura le droit de tout faire, le gestionnaire de la base de données, celui à qui vous allez donner votre confiance"*.

L'INRA pour sa part souhaite, si la base est effectivement développée sur le modèle de la base expérimentale de la SAGA (GEEL), que ce soit un *"administrateur agréé par l'INRA"* qui gère la base de données, de façon à ce que l'organisme de recherche puisse en contrôler l'utilisation. Mais tous les interlocuteurs de la filière ne s'accordent pas sur ce point. Si certains estiment effectivement que ce serait *"le rôle de l'INRA"* de gérer cette base de données, d'autres pensent au contraire que la base doit être administrée par un organisme neutre, qui n'a pas d'intérêt dans la filière cynicole :

"[Quelle serait l'institution la mieux à même de gérer ou d'exploiter cette base de données ?] L'idéal serait une structure complètement neutre, hors agricole. Quelque chose de bien verrouillé. Une entité complètement neutre, qui n'en a rien à faire du lapin. A qui on puisse dire vous devez rendre tel résultat, c'est tout ; à la limite, qui n'aurait pas besoin de savoir ce qu'est un taux de fécondité. Un organisme neutre et non corrompible."

"[Quelle serait l'institution la mieux à même de gérer ou d'exploiter cette base de données ?] Une organisation complètement extérieure à la filière cynicole, et qui n'ait aucun intérêt au niveau sélection. [...] Il faut trouver un organisme totalement indépendant de la filière, qui je ne sais pas. [...] Il faut trouver quelqu'un d'incontesté et d'incontestable."

³⁹ La faisabilité technique de la création de ces bases délocalisées ne semble toutefois pas encore très bien établie : *"pour que les bases de données soient délocalisées, on pourrait imaginer d'implanter Oracle chez chacun des sélectionneurs, mais cela nécessite des moyens importants"*.

⁴⁰ Vu *"la masse d'informations considérable"*, la GTI demande des moyens informatiques puissants qui peuvent se révéler lourds pour un sélectionneur, qui peut alors être attiré par une externalisation si cela lui revient moins cher.

Or cette neutralité n'est pas reconnue à l'INRA, puisque l'organisme de recherche commercialise des souches animales :

"[L'administrateur de la base], ça ne pourrait pas être l'INRA du fait des garanties de confidentialité."

"Le problème de l'INRA, c'est qu'ils ont un double rôle, un rôle de recherche et un rôle de fournisseur d'animaux. Vis-à-vis des sélectionneurs qui produisent leur propre souche, ce n'est pas évident."

Certains de nos interlocuteurs qui développent l'argument de la neutralité de l'organisme gestionnaire préfèrent donc se garantir de la confidentialité des données, au détriment d'une possibilité de réaliser des recherches. Bien que finalement, ils relativisent le risque de la diffusion de leurs informations stratégiques :

"[Si c'est un organisme hors agricole, et non pas l'INRA, qui se charge de la gestion de la base de données, on se prive alors des recherches génétiques ?] C'est bien le fond du problème. Si l'INRA ne commercialisait pas d'animaux, d'accord, ça sert la recherche française. Mais là, si par exemple [notre] femelle fait cinq points de plus en insémination artificielle, l'INRA dit «on va voir comment ils ont travaillé». Et trois ans après, [notre concurrent] met sur le marché une femelle qui a la même performance. Quelles garanties on a ? Plus je réfléchis, moins je vois comment on peut garantir. C'est pour ça qu'il faut un organisme neutre. Mais c'est vrai qu'on ne prive quelque part de la recherche génétique... Enfin, il faut mettre aussi des bémols à tout ça. Entre avoir des informations, et être capable de faire, il y a une différence. On peut expliquer sans que demain ils sachent faire."

Un autre organisme également évoqué pour gérer cette base de données est l'ITAVI, qui selon certains *"pourrait analyser ce genre de documents"*. Mais d'autres personnes interviewées estiment que l'ITAVI *"n'a pas une connotation suffisamment neutre pour se charger de ça"*.

Enfin, un interviewé soulève la question de l'exploitation de la base de données, et souligne la nécessité d'un contrôle de la diffusion des informations par un comité de pilotage :

"Il est nécessaire que le retour d'information soit exclusivement pour ceux qui participent à la base de données. [...] Si l'ITAVI ou la FENALAP veulent des informations, ce n'est pas l'organisme centralisateur qui doit décider à qui"

diffuser. Il faut qu'il y ait un comité de pilotage qui agrée, qui doit dire si l'organisme centralisateur est agréé pour donner l'information à telle ou telle personne."

Ce même interlocuteur souhaite également que des règles soient établies quant à l'exploitation des données par les participants à la base, de façon à ce que ceux-ci ne les utilisent pas pour faire de la publicité comparative :

"Il faut être prudent, également par rapport à l'exploitation des résultats faite par les membres de la base de données eux-mêmes. Il faut des garanties de limite d'exploitation. On fournit les résultats aux personnes qui ont informé la base, mais il ne faut pas qu'il y en ait un qui fasse un article dans la presse : «mes résultats par rapport à la moyenne» ; ça ne peut pas être un argument commercial."

4. QUEL ENJEU POUR L'INRA ?

Enfin, sur la question de l'enjeu pour l'INRA de la création de cette base de données, les acteurs rencontrés extérieurs à l'organisme de recherche s'accordent à penser que le but poursuivi par l'INRA répond essentiellement à *"un intérêt en terme de recherche fondamentale"*, et non pas à un intérêt commercial : *"Je ne pense pas qu'ils aient un intérêt en terme de concurrence par rapport à la diffusion de leur souche, ce n'est pas dans cet esprit qu'ils travaillent"*. Ainsi, l'intérêt principal des chercheurs de l'INRA, à travers ce projet, est de disposer d'une plus large base d'expérimentation, avec les performances d'animaux de plusieurs souches différentes, pour poursuivre leurs travaux :

"Pour eux, l'intérêt c'est de poursuivre leurs travaux de recherche sur de plus grands échantillons. Aujourd'hui, ils travaillent sur leurs propres cheptels, et sur les productions de quelques éleveurs qui travaillent avec eux. L'intérêt, c'est d'avoir des origines génétiques différentes, et une base d'information plus importante, pour avoir une meilleure représentativité du potentiel cunicole national."

"Le but de l'INRA, c'est un souci d'amélioration de la souche. C'est spécifiquement un souci de l'INRA. Leur objectif, c'est d'avoir une base de données la plus large possible, avec des résultats plus costauds, pour définir les souches les plus productives, ou les plus résistantes pour être à l'extérieur, et pour analyser aussi les résultats techniques selon les méthodes d'élevage."

D'après certains interlocuteurs, la centralisation des données est aussi un moyen pour l'INRA de réduire ses coûts d'expérimentation, puisque l'organisme de recherche peut travailler sur une information déjà produite, et qui de plus est fiable, structurée, et collectée sur des effectifs d'animaux importants :

"L'INRA a un budget de plus en plus serré. L'enjeu, c'est limiter l'expérimentation, et aller chercher les données ailleurs, pour peu qu'elles soient fiables, et de plus elles arrivent en grand nombre. L'INRA et les scientifiques d'une manière générale ont un coût de l'expérimentation, de la mesure. L'objectif de l'INRA, c'est grignoter son coût, et continuer à faire travailler ses scientifiques. Ils peuvent optimiser leur travail, en ayant une source d'information fiable, et sur des grands effectifs. Les sélectionneurs ont la puissance du nombre, et il n'y a pas d'autre source aussi structurée que leurs informations."

Derrière cette volonté de poursuivre leurs recherches sur une plus large base d'expérimentation, se profile d'après certains interlocuteurs un autre enjeu pour l'INRA, qui s'exprime davantage de terme de justification et de légitimation de leurs travaux. Ainsi un interviewé pense que l'INRA est peut-être amené à justifier de la poursuite d'un travail de recherche sur les souches, en amont de celui réalisé par les sélectionneurs :

"C'est aussi une question du crédit de l'INRA, de pouvoir démontrer l'intérêt de persévérer dans des travaux plus en amont que ce que font les sélectionneurs, pour obtenir des subventions de recherche. Il y a eu beaucoup de travaux en matière de recherche, qui ont abouti à la création des souches qui sont aujourd'hui sur le terrain. On peut se dire aujourd'hui que les souches sont créées ; peut être qu'aujourd'hui, il faut justifier la poursuite de ce type d'activité et du travail pour faire évoluer les souches."

Une autre personne rencontrée exprime un point de vue proche, en attribuant à l'INRA une volonté de contrôler la sélection, pour justifier de sa position d'expertise en amont de la filière :

"J'ai l'impression qu'il y a une volonté de contrôler, de ficeler la sélection. L'INRA, en centralisant, est maître de l'information. [Quel est l'intérêt ?] L'INRA a une vocation publique ; si la profession se développe sans faire référence à l'INRA, c'est un peu dévalorisant pour eux. Dans les entreprises, il y a des gens de plus en plus compétents. Je ne dirais pas que c'est une question de survie, mais c'est une justification de leur existence. Quelque part, les sélectionneurs leur font de la concurrence en matière de savoir. Même s'ils n'ont pas la même précision, ils ont la quantité et la validation terrain."

L'INRA pour sa part estime avoir pour objectif, comme nous l'avons vu, d'une part de faciliter l'échange d'informations avec les sélectionneurs, pour optimiser les conditions de réalisation de sa mission d'appui scientifique à la filière, et d'autre part de mettre à disposition de la profession un outil structuré pour le recueil et l'analyse de données expérimentales. Nos interlocuteurs au sein de l'organisme public dénie le fait d'avoir besoin de données en plus grand nombre : *"Des données, on en a plus qu'on peut en analyser"*.

Il apparaît en conclusion de cette analyse que l'intérêt des acteurs de la filière pour la centralisation de données GTI est très diversement partagé. Seules les institutions qui ont un intérêt direct en terme de recherche appliquée, sans être soumises à des contraintes de concurrence - l'INRA et l'ITAVI - et celles qui ont un intérêt en terme d'obtention de références de GTI pour arbitrer en cas de conflit entre sélectionneurs et éleveurs - la FENALAP -, soutiennent réellement le projet de base de données. Ces acteurs imaginent effectivement des valorisations potentielles de cette base de données pour la profession, par la mise en place d'expérimentations, relatives aussi bien à l'analyse de l'évolution des performances des animaux au cours de leur carrière qu'aux recherches en matière sanitaire ou de conduite d'élevage.

Les autres acteurs sont plus sceptiques quant à l'intérêt, et à la faisabilité, du projet. Pour les sélectionneurs, la centralisation des données semble notamment aller à l'inverse de la volonté d'une plus grande autonomie affirmée par certains d'entre eux. Le projet ne semblerait pouvoir n'intéresser que les sélectionneurs qui rencontrent des difficultés matérielles à gérer l'ensemble de leurs données en interne, à la condition toutefois de pouvoir leur garantir une confidentialité totale de leurs informations. Or les conditions de la confiance ne semblent pas encore établies à ce jour.

Enfin pour les groupements de producteurs, les retombées des expérimentations potentielles sur la base de données semblent être à trop moyen terme pour que les techniciens se déclarent intéressés par ce projet de centralisation des données GTI. Tout d'abord, ils ne sont pas spécialement favorables au développement de la GTI pour l'éleveur, car d'une part ils considèrent que l'optimisation de la réforme des animaux reste secondaire par rapport à la priorité que le producteur doit donner au maintien de bonnes conditions sanitaires sur son élevage, et d'autre part une pratique de la GTI par l'éleveur semble menacer leur compétence et leur légitimité. Par ailleurs, la principale valorisation possible de la base de données serait à leurs yeux une comparaison entre les souches, or ils estiment celle-ci irréaliste. Seul un interlocuteur imagine une valorisation sous la forme de références sur l'évolution des performances des femelles au long de leur carrière, qui aideraient le technicien dans son conseil à l'éleveur.

